

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

CONVERSATIONS TOCQUEVILLE

AVIS DE TEMPÊTE SUR LA
DÉMOCRATIE OCCIDENTALE

PAGE 18



JO 2024

QR CODES, TÉLÉTRAVAIL,
CIRCULATION : LES PARISIENS
S'ORGANISENT DANS LA DOULEUR

PAGE 12



VIOLENCES

L'inquiétant visage
de la délinquance
en France sur les
douze derniers mois

PAGE 11

ROYAUME-UNI

Keir Starmer
offre une victoire
historique aux
travailleurs

PAGE 13

HONGRIE

Orban provoque
un tollé en Europe

PAGE 13

SOMMET

En Asie centrale,
Xi tisse sa toile face
à l'Occident

PAGE 14

ZOOLOGIE

Quel est le secret
de la longévité
exceptionnelle
des requins du
Groenland?

PAGE 15

TOUR DE FRANCE

Le symbole
Colombey-les-Deux-
Églises

PAGE 16

ENTREPRISES

À Aix, les adieux
des patrons à sept
années de politiques
probusiness

PAGES 22 ET 23

TÉLÉVISION

Warner Bros
Discovery s'invite
dans le dossier
de la Ligue 1

PAGE 27

CHAMPS LIBRES

• La chronique de
Mathieu Bock-Côté

• La tribune
de Jérémie Gallon

PAGE 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de vendredi :

Êtes-vous favorable
à ce que François Ruffin
intègre la majorité
de coalition voulue
par Emmanuel Macron?

OUI
39%

NON
61%

VOTANTS : 189 288

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Législatives : la campagne
du second tour vous a-t-elle
fait changer de vote?

SERVICE DE PRESSE-PAUL DELORT



L'élection de tous les risques

Au terme d'une campagne sous haute tension, les Français
vont élire leurs députés dimanche. Un scrutin historique qui pourrait déboucher
sur une crise politique durable. PAGES 2 À 10, 18, 19 ET L'ÉDITORIAL

Sondages : le RN rattrapé par la gauche et la majorité

Selon la dernière projection Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, le RN s'éloigne de la majorité absolue, le Nouveau Front populaire se tasse, tandis que le camp du président et LR sauveraient les meubles. Un rééquilibrage entre les trois blocs qui serait le résultat d'une adhésion massive des électeurs de la gauche et du centre au front républicain. PAGES 4 ET 5

La carte des circonscriptions à suivre dimanche soir

À la veille du second tour, *Le Figaro* a braqué ses projecteurs sur une vingtaine de circonscriptions parmi les plus disputées. Comme celle de Gérard Darmanin dans le Nord, de François Hollande en Corrèze, de Laurent Wauquiez en Haute-Loire ou encore de l'ex-première ministre Elisabeth Borne dans le Calvados. PAGES 8 ET 9

Les LR seront-ils le groupe pivot de l'Assemblée?

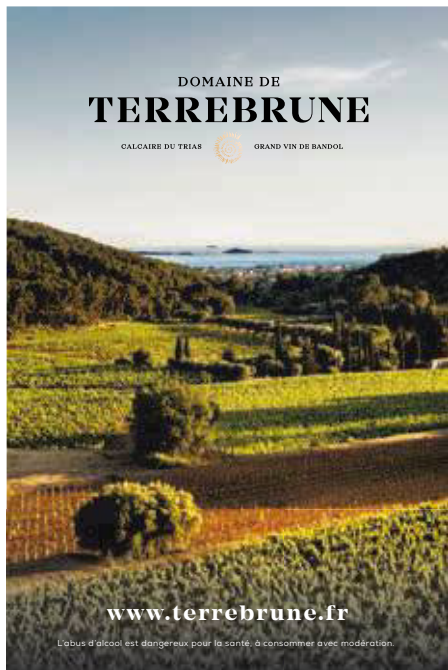
Les Républicains abordent le second tour des élections législatives dans une atmosphère plombée par la violence de leurs déchirures internes, mais consolés par l'hypothèse du rôle pivot que pourrait avoir la droite au sein de la nouvelle Assemblée nationale. Ils espèrent sauver la quasi-totalité de leurs sièges. PAGE 6

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Sortir du chaos démocratique

Formidable acteur, Charles Denner ne manque pas seulement au cinéma. Dans *L'aventure*, c'est l'aventure, célèbre film sorti en 1972 où il joue les mauvais garçons aux côtés de Lino Ventura et Jacques Brel, il revendique, dans une scène d'anthologie où il est question de politique, un statut de « spécialiste de la clarté dans la confusion ». Si pareil talent avait pu exister dans la « vraie vie », peut-être serait-on rassuré sur l'avenir de notre pays! En prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, caprice vengeur d'un homme blessé, Emmanuel Macron a pris tous les risques. Et, compte tenu de l'état éruptif du pays, il n'a pu appuyer sur ce bouton nucléaire sans en mesurer toutes les conséquences. Pour lui, bien sûr - pourra-t-il finir son mandat? -, mais surtout pour la France, exposée à toutes les incertitudes, qu'il a pour ainsi dire jetée avec l'eau du bain après la raclée qu'il a reçue aux européennes. Au climat politique, lourd, pesant, violent - les coups et les insultes ont plu au cours de cette campagne - s'ajoute ce que certains appellent un chaos démocratique.

Au gré des sondages, tous les scénarios ont été mis sur la table en cette semaine folle d'entre-deux-tours des législatives. D'abord, la victoire du Rassemblement national, avec toutes les nuances de majorité : absolue, relative mais forte, relative mais courte et, dans ce cas, inacceptable pour Jordan Bardella. Puis une lueur d'espoir s'est allumée à gauche et dans la majorité présidentielle : et si la discipline du front républicain, des désistements, fonctionnait, permettrait de gagner? Foin des programmes, des partis et des chefs, hier en désaccord sur presque tout, ont alors imaginé pouvoir gouverner ensemble! Avec ou sans LFI? Avec ou sans Mélenchon? Questions centrales, souvent éludées. Troisième hypothèse en l'absence d'une solution électorale : un gouvernement de techniciens, sortis de nulle part. Certes, mais la France n'est pas l'Italie. Dans le tourbillon des débats, sa durée de vie serait loin d'être garantie. La confusion est totale. Souhaitons que notre pays puisse en sortir autrement qu'à ses dépens. ■



DOMAINE DE
TERREBRUNE

CALCAIRE DU TRIAS

GRAND VIN DE BANDOL

www.terrebrune.fr

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.



Assemblée, gouvernement : les multiples scénarios

Wally Bordas

Les résultats de dimanche soir pourraient plonger le pays dans l'inconnu avec un Hémicycle possiblement divisé en trois blocs, rendant la constitution d'une majorité difficile.

Rarement, dans l'histoire récente, une élection aura été aussi incertaine. Depuis la dissolution surprise de l'Assemblée nationale par le président de la République, il y a maintenant presque un mois jour pour jour, la France retient son souffle. Dimanche, à l'issue d'une campagne express où tous les camps ont tenté, souvent dans la précipitation, de tirer leur épingle du jeu, 577 députés seront officiellement élus. Et seront donc amenés à siéger, à partir du 18 juillet, au Palais Bourbon. Après un premier tour dominé par le Rassemblement national et ses alliés, dimanche dernier, la semaine a été marquée par les plus de 200 désistements de candidats de gauche et du camp macroniste. Objectif : « faire front » pour éviter les nombreuses triangulaires qui favoriseraient l'élection des députés du parti mariniste et conduiraient ainsi à une majorité absolue du RN à la Chambre basse.

Selon un sondage Ifop pour *Le Figaro*, la stratégie des désistements pourrait s'avérer payante. Le sondage révèle effectivement que l'hypothèse d'une Assemblée majoritairement bleu marine semble s'éloigner, puisque le RN et ses alliés n'obtiendraient que 170 à 210 sièges, contre 155 à 185 pour le Nouveau Front populaire, 120 à 150 pour les macronistes, et 50 à 65 pour Les Républicains. Tous les scénarios res-

tent envisageables, d'une hypothétique majorité de gauche à la confirmation de la vague RN, en passant par l'option d'une coalition centrale anti-RN.

■ Le RN a la majorité absolue

Si cette hypothèse semble s'éloigner, elle est toutefois loin d'être exclue. Elle serait en tout cas la moins « complexe » politiquement. Dimanche soir, le Rassemblement national et ses alliés obtiennent au moins 289 des 577 sièges qui composent le Palais Bourbon. Ils ont donc la majorité absolue et sont en mesure de gouverner. Jordan Bardella devient premier ministre et nomme son gouvernement. La France entre alors en période de cohabitation. Le Rassemblement national aurait alors la main sur le pouvoir législatif. Le parti de Marine Le Pen devra toutefois se heurter à deux freins : il sera dans l'impossibilité d'organiser un référendum, compétence exclusive du président de la République, et il ne pourra - a priori - pas modifier la Constitution, une révision de la loi organique devant être adoptée dans les mêmes termes par les deux Assemblées.

■ Le RN a une majorité relative assez large

Cette hypothèse compliquerait les choses, mais le RN ne serait théoriquement pas empêché de gouverner. S'il obtient une majorité relative assez importante, entre 250 et 288 députés, le parti de Marine Le Pen peut tenter d'aller chercher des alliances pour gouverner et faire du « texte par texte ». Au risque de se faire renverser par une motion de censure à tout moment. C'est ce qu'ont réussi à faire les troupes macronistes depuis maintenant deux ans, en faisant adopter de très nombreux textes comme la réforme des retraites ou la loi immigration sans que le gouvernement ne soit jamais renversé. Jordan Bardella a d'ores et déjà dit qu'il ne souhaitait pas gouverner dans ces conditions. Avant de nuancer sa position.

« Je vois mal le Rassemblement national jouer la politique de la chaise vide en cas de majorité relative. Ils peuvent trouver des alliés de circonstances et faire en sorte d'éviter les motions de censure »

Anne-Charlène Bezzina
Constitutionnaliste



« Je vois mal le Rassemblement national jouer la politique de la chaise vide en cas de majorité relative. Ils peuvent trouver des alliés de circonstances et faire en sorte d'éviter les motions de censure », anticipe la constitutionnaliste Anne-Charlène Bezzina.

■ Le RN a une majorité trop étriquée

Si le RN ne parvient à obtenir qu'une majorité très relative, en dessous de 250 députés, alors la situation serait plus complexe que jamais au Palais Bourbon. Jordan Bardella pourrait alors accepter de

devenir premier ministre, mais son gouvernement risquerait de tomber dans la foulée, puisque les députés des oppositions de gauche, du centre et de droite auraient une majorité absolue pour le renverser. Un véritable casse-tête. Le Rassemblement national pourrait donc

La majorité de Macron en passe de devenir « minorité présidentielle »

Loris Boichot, Louis Hausalter et Tristan Quinaut-Maupoll

« **I**l y a mille options sur la table, tout dépend des rapports de force. » Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on reste forcément flou sur les scénarios envisagés au lendemain du second tour des élections législatives. Une hypothèse tient cependant la corde depuis plusieurs jours : celle d'un maintien lundi de Gabriel Attal et son équipe, même démissionnaire, le temps de dégager une solution politique.

Quoi qu'il en soit, le président de la République devrait voir s'envoler dimanche soir l'essentiel de ses leviers de commande. « Macron n'a pas compris que le pouvoir ne sera plus à l'Élysée mais au Parlement, donc qu'il donnera aux députés les clés du pays », glisse un soutien du premier ministre, alors que les relations sont plus déléçtées que jamais entre les deux têtes de l'exécutif.

De fait, une « option » est pour le coup d'ores et déjà exclue en macronie : celle de garder une majorité, même relative, à l'Assemblée nationale. Habitues à deux reprises à aborder les élections législatives en position de favoris, les macronistes se préparent pour la première fois à devenir la « minorité présidentielle ».

Un véritable basculement dans la jeune histoire du camp Macron, au terme d'une campagne en forme de supplice, marquée dans ses derniers jours par l'agression à Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine) de militants proches de la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot. « Il y a un anti-macronisme terrible », a raconté le député sortant Jean-Pierre Pont, après sa dé-

faite dès le premier tour dans son fief du Pas-de-Calais. « M. Macron m'a fait être député, puis il m'a fait perdre la députation », a-t-il résumé. À l'image de l'élu de 74 ans, beaucoup de soutiens du chef de l'État ne lui pardonneront pas sa dissolution surprise et solitaire.

Déjà absents d'une centaine de circonscriptions avant le premier tour pour favoriser d'éventuels partenaires, les représentants du camp présidentiel ont encore réduit leur espace dans l'entre-deux-tours, après leur échec dimanche (21% des voix). Environ 80 candidats se sont désistés au nom du « barrage » contre le RN. La gauche aussi a largement joué le jeu, retirant ses candidats face des adversaires pour tant honnis comme Elisabeth Borne dans le Calvados ou Gérard Darmanin dans le Nord.

« Les désistements et l'implantation vont permettre à des élus de se sauver », souffle-t-on rue du Rocher, à Paris, au quartier général de campagne. Mais quelques-uns redoutent un effet contre-productif, avec le spectre d'une entente contre-nature qui viendrait gonfler encore les voiles du RN. « Les Français ont voulu 300 triangulaires, mais dix mecs à Paris ont décidé qu'il y en aurait moins de 100, grince un familier de l'Élysée. La population doit se sentir cocue un peu partout. »

Reste un effacement douloureux : seuls 236 candidats du camp Macron et « divers centre » se maintiennent en lice, contre quelque 400 en 2022 et environ 500 en 2017. Gabriel Attal a fini par l'admettre : « Nos candidats ne sont pas en capacité de former seuls une majorité absolue à l'Assemblée. » Il en est fini de la coalition parlementaire composée de Renaissance, du Mouvement démocrate (MoDem) et d'Horizons, composantes de la majorité relative. Il

n'est plus question de donner au chef de l'État le pouvoir de gouverner les mains libres, lui qui affirmait encore au *Figaro Magazine*, au lendemain de la dissolution : « J'y vais pour gagner ! »

Les macronistes sont loin de leurs premiers pas à l'Assemblée, à l'été 2017, quand 350 élus d'une majorité pléthorique, pour beaucoup sélectionnés sur CV dans la « société civile », arrivèrent dans l'Hémicycle la fleur au fusil. Volontiers qualifiés d'arrogants par leurs opposants, ils promettaient avec ferveur de mettre en place de nouvelles pratiques, certains ne jugeant pas nécessaire d'ouvrir une permanence parlementaire.

« J'irai toujours là où je me sentirai utile à mon pays. Quelles que soient les configurations »

Gabriel Attal

Sept ans plus tard, les plus implantés dans leur circonscription espèrent y être réélus dimanche. Sans certitude. Certains se lassaient déjà d'être députés d'une majorité relative et craignent de ne pas s'accoutumer à un nouveau statut d'opposant, dont ils ignorent tout. Sans compter ceux qui ne se font pas à l'idée de devoir éventuellement voter des motions de censure. « Pas d'opposition stérile, ça ne sert à rien. On verra texte par texte », assure d'avance l'ex-ministre Philippe Vigier, candidat à sa réélection à Châteaudun (Eure-et-Loir).

« C'est la fin d'une époque », admet auprès de ses proches François Bayrou, qui déceale toutefois dans ce bouleversement politique « une possibilité de ré-

génération ». Comprendre : une très incertaine « coalition des modérés », rassemblant les parlementaires à l'exclusion des Insoumis et des lepénistes, pour gouverner le pays. Un pis-aller auquel se raccroche le centriste, tout comme Yael Braun-Pivet, Édouard Philippe et Gabriel Attal, qui laisse infuser l'idée d'un pouvoir donné à une « Assemblée plurielle ».

Le chef de la majorité sortante fait partie de ces poids lourds qui attendent d'être fixés sur leur sort. « J'irai toujours là où je me sentirai utile à mon pays. Quelles que soient les configurations », prévient Gabriel Attal, qui, du cabinet de la socialiste Marisol Touraine en 2012 jusqu'à Matignon aujourd'hui, a toujours évolué au cœur du pouvoir.

Pour lui comme pour ses collègues au gouvernement, la dissolution a balayé les plans qui commençaient à s'esquisser pour 2027. Auréolés d'une forte longévité à leur poste, Bruno Le Maire à Bercy, Gérard Darmanin à l'Intérieur ou Éric Dupond-Moretti à la Justice vont devoir se réinventer en se retrouvant probablement dans l'opposition. Certains dans le chaudron du Parlement s'ils sont réélus dimanche, d'autres à l'extérieur en repartant d'une page blanche.

Pour la première fois depuis 2007, le ministre de l'Économie ne sera bientôt plus titulaire d'aucune charge ou mandat. Le garde des Sceaux, qui a pourtant pris goût à la politique, quittera le pouvoir sans avoir trouvé l'occasion de préparer une implantation locale. Sébastien Lecornu, ministre depuis sept ans, retrouvera le Sénat et son fief de l'Eure où le RN devient hégémonique.

Ceux qui avaient les yeux braqués vers les élections municipales reconsidéreront-ils leurs plans après la déroulement électorale ? Les ministres Sabrina

Agresti-Roubache à Marseille, Fadila Khattabi à Dijon et Patricia Mirallès à Montpellier, arrivées troisième dimanche et poussées à se retirer, se retrouveront sans mandat... De mauvais augure avant le scrutin de 2026.

Dans ce collectif qui se disloque, un risque se fait jour. Celui d'un camp présidentiel émancipé d'Emmanuel Macron, éclaté sous la pression de sa gauche et de sa droite. « Si le président avait créé un parti fort, on ne serait pas dans ce désastre », estime un cadre de Renaissance. Les récentes divisions en interne sur le périmètre du « front républicain » - certains se contentant d'en exclure le RN quand d'autres rejettent aussi LFI - ont déjà réveillé le clivage droite-gauche en macronie.

Le congrès du parti présidentiel Renaissance, attendu à l'automne, pourrait mettre en lumière cet affrontement de lignes. À moins que certains prennent la poudre d'escampette d'ici-là. Gérard Darmanin regarde déjà vers Horizons, le parti d'Édouard Philippe, avec lequel il veut bâtir une force politique de droite. « On sera attractifs, on sera un réceptacle », veut croire la députée (Horizons) sortante Naïma Moutchou, candidate dans le Val-d'Oise.

Pour se rassurer, certains s'imaginent le destin des députés de droite en 1997. Laminés par le chaos de la dissolution ratée, ils sont revenus en force à l'Assemblée nationale cinq ans plus tard, dans la foulée de l'élection présidentielle. « Les dynamiques peuvent s'inverser très vite », garantit le député sortant (Renaissance) Marc Ferracci. Mais le RPR d'hier s'était mis dans la roue d'un candidat incontesté, Jacques Chirac, pour renaître dans l'Hémicycle. Alors qu'Emmanuel Macron, lui, est empêché par la Constitution de se représenter. ■

de l'après-second tour des législatives



Emmanuel Macron devra s'accommoder d'une Chambre basse à la composition inédite.

■ La coalition anti-RN

Les forces « centrales » pourraient alors tenter de faire une coalition. Députés macronistes, Les Républicains, écologistes, socialistes, voire même communistes, et autres divers droite pourraient alors tenter de s'entendre pour un « contrat de gouvernement » anti-RN. Une idée largement évoquée ces derniers jours dans le petit milieu politique. Emmanuel Macron s'est lui-même dit favorable, quelques jours après la dissolution, à l'élaboration d'une « fédération de projets » élargie aux « sociaux-démocrates, aux écologistes et à la droite gaulliste » sur une base « progressiste, démocratique et républicaine ». Une hypothèse également évoquée par le président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, plaçant pour un « gouvernement de sursaut national ».

Une partie de la gauche n'a pas fermé la porte à cette hypothèse, tout en précisant qu'en cas de coalition, il faudrait alors que la politique du gouvernement penche... à gauche. « Il n'y aura pas de premier ministre macroniste », a prévenu Marine Ton-

« Si personne n'arrive à se mettre d'accord, le président peut dépolitiser le gouvernement en mettant un militaire au ministère de la Défense, un professeur à l'Éducation nationale, etc. Cela permettrait de tenir la barre pendant un an mais ne changerait rien au blocage »

Anne-Charlène Bezzina
Constitutionnaliste

delier, la patronne des écologistes. L'ex-Insoumis François Ruffin a de son côté listé les critères qui pourraient favoriser l'entrée de personnalités de gauche au gouvernement : le retour de l'impôt sur la fortune, l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne et l'abrogation de la réforme des retraites. Difficile d'imaginer les macronistes et Les Républicains accepter de telles conditions... Une coalition d'autant plus improbable qu'à tout moment, ce gouvernement courrait un risque de motion de censure puisque les RN et LFI pourraient alors être oppositions majoritaires à l'Assemblée.

■ Une Assemblée ingouvernable et un gouvernement technique

Si aucune majorité ne se dégage, l'hypothèse d'un gouvernement « technique » pourrait être une solution d'attente en vue d'une prochaine dissolution de l'Assemblée, dans un an. « Si personne n'arrive à se mettre d'accord, le président peut dépolitiser le gouvernement en mettant un militaire au ministère de la Défense, un professeur à l'Éducation nationale, etc. Cela permettrait de tenir la barre pendant un an mais ne changerait rien au blocage », détaille la constitutionnaliste Anne-Charlène Bezzina. Le budget pourrait alors être voté en « douzièmes provisoires » - un texte législatif financier qui permettrait au gouvernement de percevoir les recettes, mais aussi d'engager les dépenses équivalentes à un douzième du budget prévu par la loi de finances précédente. Autre solution pour adopter la loi de finances : « un passage via 49.3 avec des partis qui ne soutiennent pas mais ne censurent pas pour montrer leur sens des responsabilités », imagine le politologue Benjamin Morel.

Même en cas de démission du président de la République - ce que les oppositions ne manqueraient probablement pas de réclamer dans un tel contexte - et de présidentielle anticipée, le nouveau pouvoir devrait aussi faire face à la même situation : une Chambre basse bloquée car sans majorité en attendant une éventuelle dissolution, dans un an. Du jamais-vu sous la V^e République. « Peut-être que Gabriel Attal restera jusqu'après les Jeux olympiques, puis que le RN tentera de composer un gouvernement pour le premier budget, avant d'être renversé, et ainsi de suite. Les gouvernements qui tiennent cinq ans avec un président qui est leur mentor, c'est terminé. Le 8 juillet, on entrera probablement dans quelque chose que l'on ne connaît pas », anticipe Anne-Charlène Bezzina.

Benjamin Morel, lui, imagine comment pourrait débiter cette nouvelle législature : « Au lendemain d'élections très politiques, Emmanuel Macron pourrait faire le choix de nommer un gouvernement d'union nationale avec des personnalités comme Bernard Cazeneuve et Gérard Larcher jusqu'à la fin des Jeux olympiques. Cela laisserait le temps aux partis d'essayer de se mettre d'accord d'ici la rentrée et le prochain budget », envisage-t-il. Peu importe l'hypothèse, un saut dans l'inconnu. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Sous le blocage politique, le risque d'un recul du pays

Imaginons. Nous sommes le vendredi 5 juillet 2024. La France s'apprête à jouer les quarts de finale de l'Euro et les Français, toutes sensibilités confondues, vibrent au diapason d'une équipe dont les joueurs ne cherchent pas à faire de la politique mais à marquer des buts. Nous ne sommes plus qu'à trois semaines de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris. Les embarras des préparatifs s'estompent et c'est un pays progressivement gagné par l'enthousiasme et la fierté qui s'apprête, sous le regard du monde, à vivre un moment de ferveur nationale comme l'histoire lui en offre rarement.

Imaginons ce mois de juillet sans dissolution. Mais par l'incroyable décision d'Emmanuel Macron, c'est une nation non pas reconciliée mais fracturée qui se donne à voir. Non pas mobilisée mais à bout de souffle. Non pas prête à un nouveau départ, mais menacée de se retrouver à l'arrêt. Non pas confiante mais plus inquiète que jamais. Comment en serait-il autrement ?

Si le Rassemblement national emporte clairement ces élections législatives, toute une partie du pays devant qui on a agité le chiffon rouge d'un retour de Vichy se sentira investie du devoir d'entrer en sécession, en résistance, en désobéissance, voire de s'opposer par la violence au verdict des urnes. Un groupe antifasciste n'appelle-t-il pas déjà à « converger vers l'Assemblée nationale » dimanche soir ? Si son avance est trop courte et qu'une improbable coalition patchwork se met en place, ce sont les électeurs de la première force politique du pays qui auront le sentiment de se faire voler leur victoire.

Le scénario annoncé par les dernières projections est tout aussi inquiétant. Une majorité insuffisante pour le RN conjuguée à l'absence de toute majorité alternative n'annoncerait rien de moins qu'un blocage institutionnel. Aucun gouvernement ne pourrait agir, le président ne pourrait pas dissoudre l'Assemblée avant un an. Cette impasse politique se doublerait d'une colère compréhensible dans le pays et d'un affaiblissement accru de la France en Europe et dans le monde. On voit mal dans un tel contexte comment la question d'une démission d'Emmanuel Macron puisse être éludée. Ce qui prolongerait de plusieurs mois encore la crise politique.

Une majorité absolue pour le RN pourrait donc passer pour le meilleur gage de stabilité institutionnelle ; à condition que le président défait et le premier ministre nommé trouvent les règles d'un fonctionnement, sinon harmonieux, du moins respectueux. Mais aux conséquences politiques redoutées s'ajoutent les conséquences économiques pour la vie du pays. Faut-il rappeler que c'est pour conjurer une censure annoncée sur le prochain budget que Macron a anticipé la dissolution ? Et que ce budget obligeait à trouver quelque 20 milliards d'économies. Or le programme du RN et plus encore celui du Nouveau Front populaire, loin de prévoir des économies, se caractérisent par des dizaines de milliards d'euros de dépenses nouvelles. Les niveaux des déficits et de la dette, faisant déjà de la France l'homme malade de l'Europe, atteindraient des niveaux insupportables. Et si la majorité sortante parvenait à se maintenir dans le cadre d'une coalition nouvelle, le piteux abandon de la réforme de l'assurance-chômage par Gabriel Attal annonce déjà qu'elle renoncera à toute politique de redressement des comptes publics. Même à supposer qu'Emmanuel Macron échappe au blocage politique, il portera la responsabilité d'une incapacité de la France à se redresser et à se réformer. ■

faire le choix de refuser de gouverner, malgré sa majorité à l'Assemblée. « Cela va contre la logique du régime parlementaire et ce serait un refus d'obstacle. Le RN deviendrait alors, malgré son nombre plus important, un groupe d'opposition », résume Anne-Charlène Bezzina. Resterait

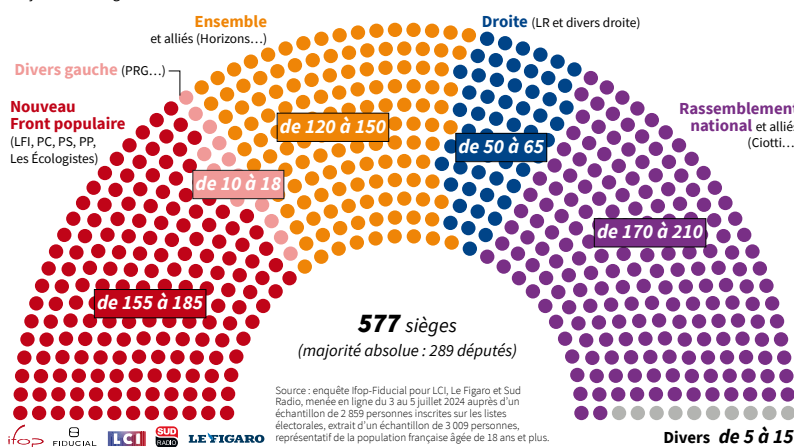
alors au reste de l'échiquier politique de tenter de s'entendre pour former un gouvernement. Sauf que les Insoumis, dont le nombre de députés pourrait avoisiner la centaine, ne veulent pas négocier avec les macronistes et la droite, et réciproquement. Deux possibilités existeraient alors.

Projection en sièges : le Rassemblement national poursuit sa baisse, rattrapé par la gauche et la macronie

John Timsit

Vers une Assemblée divisée en trois blocs ?

Projection en sièges de la future Assemblée



quel visage aura l'Assemblée nationale au lendemain du second tour des élections législatives ? Un mois après la dissolution surprise, déclenchée par Emmanuel Macron dans la foulée des européennes, les Français sont de nouveau appelés à choisir leurs députés, alors que le scrutin de 2022 avait déjà privé le président de la République d'une majorité absolue et donné près de 90 députés au Rassemblement national. Si la perspective d'une large assise parlementaire pour le parti à la flamme et ses alliés a tarabulé les états-majors politiques ces dernières semaines, c'est bien le scénario d'une France ingouvernable qui se dessine en cette fin de campagne.

Signe que les électeurs ont parfaitement intégré le caractère historique de l'échec, la participation est estimée à 69% (+1 depuis jeudi). Et se rapproche - ironiquement - du niveau des législatives de juin 1997 (71,08%), convoquées par la dissolution « ratée » de Jacques Chirac. C'est ce que révèle vendredi la dernière vague du sondage quotidien Ifop-Fiducial pour Le Figaro, LCI et Sud Radio, qui fournit d'ultimes projections en sièges, sans intentions de vote au niveau national.

Loin de conforter sa performance du premier tour, l'« union des droites », emmenée par le Rassemblement national et renforcée par les « ciottistes », ne reculerait qu'entre 170 et 210 sièges à la Chambre basse. Soit une projection en forte baisse par rapport à celle réalisée le soir du 30 juin (entre 240 et 270), à l'issue du premier tour. Au terme d'une semaine marquée par des désistements transparents de candidats de gauche ou macro-

nistes, arrivés en troisième position dans leur circonscription, la majorité des triangulaires se sont transformées en duels. De nouvelles batailles que « le RN perdrait en grande partie » le 7 juillet, anticipe le directeur du département actualités et politique de l'Ifop François Kraus.

Rassemblés sous la bannière du Nouveau Front populaire, socialistes, Insoumis, Écologistes et communistes formeraient le deuxième groupe au Palais Bourbon. Partie en campagne avec 149 élus sortants, la

gauche bénéficierait d'une poussée, avec un contingent compris entre 155 et 185 sièges. Des projections bien en deçà cependant de celles réalisées en fin de semaine dernière (180 à 200). À noter aussi que l'étiquette « divers gauche » décrocherait entre 10 et 18 députés. Toujours groggy par la décision présidentielle, la macronie sauverait les meubles, en profitant à plein régime du « front républicain » qui s'est reconstitué sur fond de crainte d'un gouvernement RN. Lancé dans l'entre-

deux-tours avec l'espoir de conserver entre 60 et 90 députés, le camp présidentiel pourrait doubler ces sombres prévisions, et obtenir entre 120 et 150 sièges.

Alors qu'elle a été fortement secouée par la décision d'Éric Ciotti de s'allier avec le RN, la droite pourrait elle aussi limiter les dégâts et récolter entre 50 et 65 députés. Soit trois élus de plus, dans la fourchette haute, que le groupe LR sortant. Un niveau qui, selon l'Ifop, s'analyse par la « bonne implantation locale » des Républicains. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD
DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



Le tandem dirigeant du Rassemblement national, formé par Jordan Bardella et Marine Le Pen, lors d'une « Fête de la nation », au Havre, le 1^{er} mai 2023.

Pour Le Pen et Bardella, le spectre d'un nouveau plafond de verre

Paul Laubacher

Malgré la dynamique du premier tour, le Rassemblement national pourrait ne pas obtenir de majorité absolue à l'issue du second tour des législatives.

Ce mardi 2 juillet, Jordan Bardella est confiant. Assis à son bureau, au siège du parti, le président du Rassemblement national (RN) en est persuadé : la majorité absolue est à portée de main. Il ne fait pas grand cas des projections arithmétiques qui lui sont défavorables, comme celle de l'Ifop-Fiducial pour *Le Figaro* donnant, ce vendredi, entre 170 et 210 sièges au RN. « On est passé de 4 millions de voix aux législatives de 2022 à plus de 10 millions », rappelle-t-il. C'est donc, selon lui, la preuve de l'existence d'une « vague » nationaliste. En politique, estime-t-il, il y a « le truc » de l'ordre du « charnel », de « l'irrationnel » qui le portera au pouvoir. Plus rationnellement, il pense à l'abstention différenciée qui touchera le front républicain qui s'est mis en place avec force en moins de 48 heures. « Il y a beaucoup d'électeurs qui ne comprennent pas ce qu'il se passe. Mélenchon dit que Borne c'est la dictature puis appelle à voter pour elle », veut-il croire. De l'autre côté du couloir, Marine Le Pen trépigne. Elle attend que son poulain termine son rendez-vous. Dans un souffle, elle se dit, presque pour elle-même : « Il y a deux ans, on était seulement six. » C'était le nombre de députés RN à l'Assemblée nationale, élus entre 2017 et 2022.

« Il y a beaucoup d'électeurs qui ne comprennent pas ce qu'il se passe. Mélenchon dit que Borne c'est la dictature puis appelle à voter pour elle »

Jordan Bardella

Président du Rassemblement national

Dimanche, au soir du second tour des élections législatives, combien seront-ils à être élus députés ? Quel que soit le résultat, Marine Le Pen, Jordan Bardella, leurs lieutenants et leur parti vont entrer dans une nouvelle ère. S'ils obtiennent une majorité absolue de siège, soit 289 ou plus, ce sera pour le mouvement nationaliste et populiste une victoire historique et une secousse sismique aux conséquences imprévisibles. Ce sera la consécration de la stratégie de Marine Le Pen, depuis son élection à la

présidence du Front national en 2011 jusqu'à aujourd'hui : la dédédiabolisation, la normalisation puis l'institutionnalisation. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, avec Jordan Bardella, âgé de seulement 28 ans, à Matignon, le RN gouvernera.

Si le parti nationaliste échoue, ce ne sera pas la fin. Le RN pourrait être le parti qui a fait élire le plus grand nombre de députés, par rapport à la gauche réunie sous les couleurs du Nouveau Front populaire et par rapport à la coalition présidentielle. Du jamais vu, là aussi. Philippe Olivier, député européen RN mais surtout conseiller spécial de Marine Le Pen (et aussi son beau-frère), se définit comme quelqu'un qui sait patienter. « Si nous n'avons pas la majorité absolue, on peut encore attendre encore trois ans », dit-il, le sourire aux lèvres. « La prochaine fois, on aura 450 députés et la présidence de la République », confie-t-il, en pensant à Marine Le Pen et à la présidentielle de 2027. Tout ne serait que partie remise, face aux derniers soubresauts d'un « système » en déclin.

Ils sont peu nombreux, au RN, à croire que la majorité absolue pourrait leur échapper. Jean-Philippe Tanguy, le « M. Énergie et Budget » du RN, avait fait ses projections. Il a obtenu 310 sièges pour son parti, et son nouvel allié Éric Ciotti, président contesté des Républicains (LR). Renaud Labaye, le bras droit de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale, affirme qu'il a toujours été optimiste. Depuis deux semaines, il planche sur ce qui pourrait être le gouvernement de Jordan Bardella. Il y a bien sûr les ministres, les secrétaires d'État. Le président du RN assure déjà avoir trouvé son ministre des Finances et son ministre de la Croissance.

Mais ce n'est presque pas le plus important : il faut avant tout former les cabinets des ministères. En attendant la victoire qu'ils espèrent, les stratèges marquistes épichent les milliers de CV qui ils disent avoir reçus, sans donner aucune preuve. « Je vous assure, si on est au pouvoir, on va surprendre par la compétence des gens qui viennent à nous et qui seront au gouvernement », plaide, sans rire cette fois, Philippe Olivier, qui assure : « En 2022, on n'était pas prêts. Maintenant, nous le sommes. » Tout cela serait la preuve que le RN s'est transformé : en « parti de gouvernement », en leader du bloc de droite depuis l'allian-

ce avec Éric Ciotti, en incarnation de « l'alternance ». Marine Le Pen ne jure que par sa nouvelle loi d'airain, qu'elle a théorisée en septembre 2022 : tout ce que le RN gagne est une avancée irrésistible vers le pouvoir. Il n'y aura pas de retour en arrière, croit-elle.

Il pourrait pourtant ne pas avoir de grand soir nationaliste le 7 juillet prochain. Qu'est-ce qui pourrait empêcher une victoire ? Il y a d'abord l'effet du front républicain, évidemment. Un condensé de « tambouilles », de « ma-gouilles » selon les proches de Marine Le Pen. La candidate du RN à la prochaine présidentielle pensait pourtant en avoir terminé avec ce procédé, cette « alliance du déshonneur », qu'elle a longtemps déclaré comme « mort ».

« En 2022, on n'était pas prêts. Maintenant, nous le sommes »

Philippe Olivier Député européen RN et conseiller de Marine Le Pen

Mais si le RN échoue ce soir-là, ce sera à cause de ses propres faillies. Il y a d'abord l'impréparation du parti à cette dissolution tant voulue et tant réclamée par Jordan Bardella sur les plateaux télévisés lors de la campagne des européennes. Marine Le Pen, elle-même, était persuadée qu'Emmanuel Macron serait obligé, par les circonstances, à dissoudre. Mais c'est l'élection qui est arrivée trop vite et trop tôt pour le mouvement nationaliste. Jordan Bardella n'a pas, pendant deux semaines, présenté un programme cohérent, précis et surtout chiffré. Que fera-t-il vraiment s'il devenait premier ministre ? Les proches de Marine Le Pen ont bien planché sur un déroulé des mesures en suivant le « temps de l'urgence » et le « temps des réformes », cela n'a pas suffi à lever les doutes sur la crédibilité du RN, malgré l'offensive des deux figures nationalistes contre le programme économique de la gauche. « Voter Nupes, c'est voter pour le FMI », avait déclaré Marine Le Pen au *Figaro*, persuadée d'avoir trouvé la bonne formule.

« Je suis venu pour rassurer », avait lancé Jordan Bardella, additionné par le Medef, avec à ses côtés Éric Ciotti, pour mieux convaincre du « pragmatisme » du RN en matière d'économie. Depuis les législatives de 2022, les cadres et députés marquistes tentent dès qu'ils le

peuvent de déjouer les critiques. Marine Le Pen, lors de ses innombrables petits-déjeuners avec des représentants des milieux économiques au très chic café Lapérouse, situé dans le même bâtiment que l'Hôtel de la Marine, a tant de fois essayé de démontrer que son programme n'était pas un danger. Mais qui peut oublier son discours anti-oligarchie, anti-élite, lors de l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022 ?

Le plus grand échec pourrait être celui du fameux « plan Matignon », imaginé par trois grands cadres du parti, Philippe Olivier, Sébastien Chenu et Edwige Diaz, et dévoilé succinctement par Jordan Bardella, tout juste élu président du RN, début 2023. Ce plan devait permettre au parti à la flamme de pouvoir investir très rapidement des centaines de candidats si jamais une dissolution était prononcée par le chef de l'État. Ces futurs investis avaient été sélectionnés et les candidatures prévalables. « Un fichier Excel précieux », affirmait un cadre, alors que la dissolution et la campagne éclair des législatives avaient obligé la commission d'investiture du parti à s'écrouler jour et nuit.

Las, la litanie de candidats RN aux propos polémiques, voir racistes ou même antisémites, et les déboires télévisés de certains ont largement contraint Marine Le Pen et Jordan Bardella à s'expliquer et à répondre de chaque cas présenté à eux. Marine Le Pen a dû condamner des « propos inadmissibles qui entraîneront des sanctions », quand d'autres ne sont que des « maladroites ». Jordan Bardella a préféré parler de « brebis galeuses », qui seraient si peu nombreuses selon lui. Ils n'ont d'ailleurs pas été les seuls : des députés RN sortants ont oublié la discipline qu'avait demandée Marine Le Pen à ses troupes à l'Assemblée nationale. Roger Chudeau, député RN du Loiret-Cher, ex-filloniste, « M. Éducation » du RN, avait créé la polémique en s'attaquant à la double nationalité de l'ancienne ministre socialiste Najat Valaud-Belkacem. Jordan Bardella, tout comme Marine Le Pen, l'avait vertement recadré. Ces multiples candidats - et députés - sont venus percuter la stratégie de normalisation du parti nationaliste. Ils ont rappelé à eux les démons de la diabolisation, cette ère que Marine Le Pen pensait enterrée. ■

La gauche,

Richard Flurin et Pierre Lepelletier

Il n'est plus exclu que certains partis du Nouveau Front populaire se retrouvent dans une coalition de gouvernement au lendemain du 7 juillet.

La gauche a poussé les murs de son Nouveau Front populaire. Bâti à la hâte au lendemain de la dissolution, ce cartel électoral s'est étendu dans l'entre-deux-tours au bloc macroniste. Poursuivant toujours le même objectif : battre le Rassemblement national, quoi qu'il en coûte. Et force est de constater que, malgré l'usure des années, le fameux « front républicain » s'est reformé sans difficulté ou presque. Les 306 triangulaires prévues à l'issue du premier tour - du fait de la forte participation - ont été réduites à seulement 89. La conséquence des quelque 217 retraits ou désistements consentis par presque tous les candidats arrivés en troisième position dans les circonscriptions où le RN s'était qualifié.

Les partis de gauche coalisés ont particulièrement participé à l'effort de guerre électoral. D'abord en contribuant à 128 de ces « désistements républicains », soit plus de la moitié. Ceux-ci ont du reste été opérés de façon quasi automatique après que les appareils ont appelé, dès dimanche soir, au retrait de leurs candidats susceptibles de favoriser une victoire nationaliste. Même La France insoumise, parfois ambiguë lors des dernières présidentielles, a cette fois donné des consignes franches. « Nous avons fait preuve d'une discipline assez remarquable », s'autocongratulait cette semaine un socialiste de premier plan, regrettant que « la gauche ait malheureusement pris l'habitude de faire barrage à l'extrême droite ces dernières années ».

« Il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays »

Marine Tondelier Secrétaire nationale des Écologistes

Le mot d'ordre national a donné lieu à quelques extravagances locales. Comme cette écologiste radicale, Leslie Mor-treux, proche du député apparenté LFI Aymeric Caron, qui a fini par se retirer dans la 10^e circonscription du Nord dans l'espoir de voir gagner Gerald Darmanin, ministre de l'Intérieur particulièrement honni à gauche, plutôt que son adversaire RN. « Hiérarchiser les périls constitués à mon sens le devoir premier du politique », expliquait à ce sujet Raphaël Glucksmann dans *Le Figaro* cette semaine, précisant : « Moi qui suis un adversaire de Gerald Darmanin, je ne considère pas pour autant qu'il est comme l'extrême droite. » Un schéma similaire à celui du Calvados, où l'Insoumis Noé Gauchard s'est effacé pour tenter de faciliter la réélection de l'ex-première ministre Elisabeth Borne, accusée de « brutalité sociale » par la gauche radicale qui l'a renommée « M^{me} 49.3 » pendant la très contestée réforme des retraites.

En plus des manœuvres internes, les partis ont exercé une pression maximale sur le bloc central, dès le soir du premier tour, pour qu'il suive l'exemple. Les dirigeants, surtout, s'y sont collés, adoptant des méthodes variées : c'était les larmes de l'écologiste Marine Tondelier, qui n'a pas eu de mots assez durs contre le ministre Bruno Le Maire refusant de choisir entre le RN et LFI, c'était aussi le matraque des Insoumis sur les réseaux sociaux et sur le terrain ; c'était enfin le choix de l'argumentaire bienveillant pour Raphaël Glucksmann. La gauche a aussi pu compter sur tout l'écosystème activiste hors des partis, qui a souvent devancé l'oreille des Français, notamment sur les réseaux sociaux. Par exemple, l'influenceuse écologiste Camille Étienne a appelé ses 500 000 abonnés sur Instagram à « interpeller » les candidats arrivés troisièmes refusant de se désister, en plus de ses nombreuses publications.

Tout cela a fini par payer. Au feuillet des consignes des cadres macronistes, chacun délivrant entre dimanche soir et lundi matin sa propre nuance de barrage

renforcée, craint déjà la bataille de l'après

républicain, a finalement succédé le retrait massif des troupes présidentielles arrivées en troisième position. À l'exception notable d'une grosse dizaine d'entre eux qui s'y sont refusés, s'attirant les foudres de la gauche. Certaines figures de la majorité sortante refusaient également d'appeler à voter pour une candidature LFI, même en cas de duel face au RN. Qu'importe, reste une inconnue, toujours la même : les électeurs, de moins en moins en prise avec les partis politiques, suivront-ils les consignes de vote des appareils ? Des électeurs qui se sont portés sur une candidature de gauche - tendance parfois radicale - au premier tour accepteraient-ils de se reporter sur une candidature plus centrale au second, voire carrément plus à droite, comme avec Laurent Wauquiez en Haute-Loire ?

Les désistements à la chaîne pourraient certes empêcher le RN d'obtenir une majorité absolue, mais la situation serait loin d'être limpide pour autant. Si les troupes de Marine Le Pen n'obtiennent qu'une majorité relative dimanche, cela signifierait mécaniquement que le reste des groupes de l'Assemblée seraient, en s'additionnant, majoritaires. Alors que ce scénario devient de plus en plus crédible - à en croire la dernière vague du sondage Ifop-Fiducial pour *Le Figaro* - s'est posée ces derniers jours la question d'une coalition « anti-RN ». Faisant aussitôt émerger l'idée d'un gouvernement d'union nationale, s'inspirant librement de l'alliance entre les gaullistes et les communistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

À gauche, quelques figures n'excluent pas totalement cette piste. « Il faudra sûrement faire des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays », a estimé Marine Tondelier, lors d'un entretien au « 20 Heures » de TFI mardi. La patronne des Écologistes a cependant prévenu d'emblée que « ce qui est sûr, c'est que ça doit se faire sur des bases politiques claires ». « Il n'y aura pas de premier ministre macroniste, par exemple », a-t-elle jugé. François Ruffin, qui a rompu pendant l'entre-deux-tours avec LFI, a, lui, fixé trois critères stricts : le retour d'un impôt sur la fortune (ISF), l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) et l'abrogation de la réforme des retraites.

De leur côté, les Insoumis refusent d'entrer dans un gouvernement qui n'appliquerait pas strictement le programme du Nouveau Front populaire. « Nous ne lâcherons rien. Nous n'irons dans un gouvernement que pour appliquer le programme », a encore répété Jean-Luc Mélenchon, sur TFI, jeudi soir. Le troisième de la dernière présidentielle, qui se verrait bien partir une quatrième fois en campagne en 2027, estime que « la solution pour sortir de l'impasse » serait la démission pure et simple d'Emmanuel Macron. « Ce qui serait normal puisque c'est lui qui est responsable de la pagaille », a-t-il justifié.

« Nous ne lâcherons rien. Nous n'irons dans un gouvernement que pour appliquer le programme »

Jean-Luc Mélenchon

Fondateur de La France insoumise

L'Insoumis reprend pour exemple la démission forcée, en 1924, d'Alexandre Millerand, président de la III^e République. À l'époque, le cartel des gauches, en majorité, faisait « tomber » chaque nouveau gouvernement tant que le chef de l'État ne démissionnait pas. C'était il y a cent ans, mais Jean-Luc Mélenchon pense que l'histoire peut se répéter.

Il faut dire que l'Insoumis a forgé son identité politique en dénonçant les trahisons de la gauche une fois aux responsabilités. Or, un gouvernement d'union nationale qui inclurait également les macronistes et une partie de la droite conduirait nécessairement à des compromis. « La clarté, c'est primordial, en politique », tenait à rappeler un de ses proches ces derniers jours. C'est la crainte de nombreuses personnalités à gauche : qu'un tel exécutif ne fasse que renforcer le ressentiment des Français, et n'apporte qu'un simple « surris » avant l'inéluctable accession du RN au pouvoir.

Le reste de la gauche craint de son côté un scénario noir qui semble de plus en plus probable au vu des projections : que le groupe RN et le groupe LFI soient, à eux deux, majoritaires. S'il est à peu près certain que les mélenchonistes et les lepenistes ne s'allieront pas sur le plan politique, il n'en demeure pas moins qu'ils



Sous l'appellation de « Nouveau Front populaire », l'alliance des partis de gauche (LFI, PS, Écologistes et PCF) a présenté le programme de son pacte électoral, le 14 juin, à la Maison de la chimie, à Paris. JULIEN DE ROSA/AFP

seraient en mesure de faire tomber ensemble n'importe quel gouvernement en mêlant leurs voix lors d'une motion de censure. Au risque d'une instabilité institutionnelle totale. « Le seul responsable de cette situation serait Emmanuel Macron », prévient d'ores et déjà Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI. Bien conscient du risque, le reste du Nouveau Front populaire ne devrait, dans cette hypothèse, a priori pas s'engager dans un exécutif de coalition. « Il ne faudra surtout pas mettre le doigt dans l'engrenage », prévient Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF.

Reste que l'entre-deux-tours a parfois pris des airs de veille d'armes au sein du Nouveau Front populaire. « La guerre n'a pas cessé », confirmait même un cadre Insoumis pendant la campagne. Une large partie de la gauche n'a pas renoncé à son projet de consolider un nouveau rassemblement sans Jean-Luc Mélenchon et son noyau dur, jugés trop repoussoirs pour la conquête du pouvoir. François Ruffin a ainsi choisi la semaine d'entre-deux-tours pour acter un divorce qui couvait depuis longtemps avec le chef des Insoumis, le qualifiant de « boulet » qui fait « obstacle au vote ». « François Ruffin n'a rien à voir avec Jean-Luc Mélenchon », pouvait-on même lire en grosses lettres sur ses tracts. Une manière, aussi - si ce n'est surtout -, de convaincre les électeurs plus modérés, alors qu'il doit remonter un retard conséquent face au RN dans sa circonscription (33,92 % contre 40,69 % au premier tour). Au risque, en cas de défaite, de voir son ascension politique, démarrée en 2017, s'interrompre brutalement.

Sur TFI, jeudi soir, Jean-Luc Mélenchon s'est contenté de répliquer que François Ruffin n'était qu'une « girouette » qui risque d'être emportée par le vent qui « souffle fort » en ce moment. Ces derniers jours, les Insoumis n'hésitaient pas à railler la deuxième place du Picard, en concluant que sa stratégie politique de se « soc-démiser » pour tenter d'agréger à lui le centre-gauche n'était pas concluante. « Dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon dira que les députés réélus défendaient sa ligne et qu'il faut continuer. Il ne pense qu'au match de 2027 », dénonce un communiste.

En parallèle, forte du bon score de Raphaël Glucksmann aux européennes, la social-démocratie veut croire dans la dynamique qui la porte. Les Écologistes et les socialistes n'hésitent d'ailleurs pas à rappeler la progression enregistrée par leurs troupes entre le premier tour des législatives de 2022 et celles de 2024, où leurs candidats ont davantage progressé que les Insoumis. Les trois forces de gauche non mélenchonistes - PS, Écologistes et PCF - pourraient donc être, à elles trois, en supériorité numérique sur le groupe LFI à l'Assemblée nationale la semaine prochaine. De quoi inverser le rapport de force à gauche. Et préparer la future bataille du leadership, en vue de la présidentielle de 2027. ■

LÉGISLATIVES

2024

SECOND TOUR • DIMANCHE 7 JUILLET

À PARTIR DE

19H30 SUR

TF1

ET DÈS

16H45 SUR

LCI

© SERVICE PHOTO TFI

Claire Conruyt
et Emmanuel Gallero

Divisés à la veille du second tour des législatives, les pro et anti-Ciotti s'interrogent mais anticipent une recomposition de la droite.

Une fracture et un espoir. Les Républicains abordent le second tour des élections législatives dans une atmosphère plombée par la violence de leurs déchirures internes, mais consolés par l'hypothèse du rôle pivot que pourrait avoir la droite au sein de la nouvelle Assemblée nationale. « Mais attention, ce n'est pas parce qu'on est un groupe pivot qu'il faut nous prendre pour un gond », prévient un cadre. Numériquement, Les Républicains craignent de perdre des plumes dimanche parmi leurs 62 parlementaires sortants tandis que, à la veille du scrutin final, dans lequel il reste 76 « purs LR » engagés, les dernières estimations de l'enquête Ifop-Fiducial pour LCI les situent dans une fourchette comprise entre 50 et 65 sièges. Une projection qui ne compte pas les probables victoires chez les 57 candidats investis sous les couleurs d'Éric Ciotti/RN se croyant en capacité d'atteindre le minimum requis de 15 députés pour créer un groupe.

L'image fait un peu désordre, mais si ces deux scénarios étaient confirmés, la droite pourrait alors revendiquer un poids politique dans l'Hémicycle, alors que, vendredi, la probabilité d'une majorité absolue pour le parti de Marine Le Pen était jugée plutôt faible. « Si c'est le destin de notre groupe parlementaire, la même question reviendra toujours : à qui tu apportes ta voix ? À la majorité improbable regroupant les débris du macronisme, la gauche et les éclos ? Ou au RN ? Dans les



La victoire espérée de Laurent Wauquiez en Haute-Loire (ici en campagne, le 11 juin) serait complète si les LR évitaient un affaiblissement numérique au Parlement.

JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Tirailés, Les Républicains se voient en force pivot à l'Assemblée

deux cas, le message politique de la droite est brouillé... On en a déjà payé le prix sous la précédente législature », souffle un ténor. « À 40-45, vous pouvez avoir de l'influence, bien sûr. Mais vous ne faites pas une majorité. Vous faites du cas par cas, texte par texte. Mais vous n'êtes pas une puissance déterminante. »

Pris de court par la décision personnelle d'Éric Ciotti d'engager LR dans une alliance avec le RN, les ténors du parti ont fait corps autour de Laurent Wauquiez pour tenter de démonétiser celui qui est encore

à la tête du parti. Dans l'urgence, ils ont annoncé publiquement son exclusion de la présidence et du mouvement, mais trois offensives juridiques lancées pour clarifier les choses avant le premier tour se sont révélées vaines. Et, jusqu'au bout du scrutin, le chef de la droite aura défendu son fauteuil et ses prérogatives comme si de rien n'était. « Le parti, je ne sais plus ce que c'est... », souffle un sénateur LR. « Et on n'en a pas fini avec Ciotti. On attend le jugement qui ne viendra qu'en octobre. À un moment où l'époque est à la recomposition

politique et à la clarification, où des négociations vont s'enclencher entre tous les partis, ce n'est quand même pas l'idéal... »

« À qui profitera le report de voix ? »

Parallèlement, les LR se sont fait la guerre dans les circonscriptions où nombre de leurs candidats se trouvent en compétition dimanche avec autant de rivaux RN. Lancé dans sa logique d'union nationale, Éric Ciotti a même parfois demandé à certains LR de se retirer au profit du RN, comme il l'a fait en Corrèze (sans y parvenir) dans la circonscription où l'ex-président socialiste François Hollande est arrivé en tête au premier tour.

Au-delà de la puissante vague RN à laquelle LR est confronté au cœur même de leurs bastions, comme c'est le cas dans les Alpes-Maritimes ou encore à Dreux, où Olivier Marleix joue gros sur ses terres, la droite est aussi confrontée à la double question des alliances et des désistements. Indignés face aux virages tactiques d'Emmanuel Macron et de Gabriel Attal vers un Nouveau Front populaire fortement teinté de mélenchonisme, les élus ont exprimé leurs interrogations au sein des groupes LR, que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat. « La question, c'est : à qui profitera le report de voix ? Les électeurs suivront-ils vraiment les consignes de vote pour faire barrage au RN ? », interroge un ténor LR. Un sénateur s'émeut : « J'entends le premier ministre appeler à faire barrage au RN à tout prix. Mais moi, même pour un empire, je ne donne pas mon vote à LFI qui est beaucoup plus dangereux pour le pays ! Et puis, au nom de quoi ? Les macronistes rêvent d'une grande compotée composée d'éclos, d'UDI et de LR... Mais j'attends de voir. Ça ne tiendra pas. Ce sera de la gestion courante. » Un cadre poursuit : « Gérard Larcher pousse dans le sens d'une grande coalition fantasmée... ». Créant quelques tensions du côté de la droite sénatoriale, entre ceux « qui refusent la compromission et ceux qui suivent encore le macronisme », siffle-t-on, regretant la récente rencontre du président du Sénat avec Emmanuel Macron. « Aller à l'Élysée avant le second tour... C'est bizarre. On n'a pas besoin de ça », s'offusque un parlementaire, alors que Gérard Larcher avait pourtant accepté l'entretien en soulignant sa volonté de s'en tenir strictement aux questions institutionnelles. En cas de démission du chef de l'État, chacun sait que l'hôte du Palais du Luxembourg aurait la lourde charge d'assurer l'interim en attendant une élection présidentielle. Cela poserait mécaniquement la droite sous la lumière. « Rien n'est à exclure », glisse un sénateur LR.

La ligne officielle des anti-ciottistes, celle d'une droite indépendante et autonome, s'est trouvée fragilisée par l'irruption, durant l'entre-deux-tours, d'un « axe Macron-Mélenchon ». Et parallèlement, tous les candidats LR qui pourraient peut-être sauver leur peau dans les territoires où la gauche a annoncé son retrait pour faire barrage au RN, se retrouvent

dans une position politique inconfortable à l'égard de leurs électeurs, révoltés par l'emprise de la gauche radicale. Dans le Doubs, le candidat du NFP, éliminé au premier tour, a par exemple appelé ses électeurs à glisser un bulletin LR pour empêcher la victoire du RN. « Il peut faire les déclarations qu'il veut, je n'ai absolument rien de commun avec LFI. Les électeurs de la 5^e circonscription du Doubs me connaissent et ils se détermineront sur mon travail et mes convictions », a répliqué la candidate de droite et secrétaire générale des Républicains, Annie Genevard.

Après avoir déjà résisté aux assauts du macronisme depuis sept ans, plusieurs LR veulent croire qu'ils pourront récolter une nouvelle fois les fruits de leur ancrage et la confiance d'un électoral fidèle. Ils le font en rappelant la réalité de l'implantation de la droite en France où ils restent à la tête de nombreuses villes et collectivités locales, qu'elles soient départementales ou régionales. Ils rappellent aussi l'importance de leur majorité de droite au Sénat où le président Gérard Larcher et le chef de groupe Bruno Retailleau font valoir le poids politique d'une opposition parlementaire qui se dit prête à bâtir une « alternative » au macronisme « brouillon et finissant ». De fait, ces élections législatives provoquées par une dissolution, à laquelle pas une seule figure de la droite n'avait voulu croire, ont brutalement accéléré le calendrier des LR, à commencer par celui de Laurent Wauquiez qui a senti la nécessité de s'engager dans la bataille en Haute-Loire.

Visions divergentes

Arrivé en tête au premier tour dans la 1^{re} circonscription, talonné par une candidature RN, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, aborde la seconde manche concentré, mais sans doute rassuré aussi par le désistement d'une candidate écologiste arrivée troisième. La victoire de Laurent Wauquiez, si elle advient, est espérée par certains à droite. Elle serait complète si les LR évitaient un affaiblissement numérique au Parlement. Le symbole et le chiffre, en quelque sorte. « Cela nous donnerait une nouvelle visibilité, surtout s'il prenait la présidence du groupe. » Un ténor nuance : « Je crois qu'il vise plutôt la présidence du parti... Mais cela envoie-t-il un signal de renouveau alors que nous nous trouvons dans une immense vague de dégoût ? »

Dans le brouillard de ces législatives imprévisibles, pour lesquelles il reste 501 sièges à pourvoir au second tour, se dessinent déjà les prochains débats d'une famille politique cernée par les questions. Les Républicains étaient entrés dans le match avec des visions divergentes sur la manière de sauver la droite. Autour de Wauquiez, l'on croit pouvoir rebondir sur l'indépendance. Avec Éric Ciotti, l'on s'imaginerait à la veille d'une grande « union nationale ». Seule certitude pour dimanche soir : dans l'océan des sensibilités LR et dans un climat prévisible de grande instabilité parlementaire, chacun se comptera avant d'envisager la suite. ■

N°2 NOUVEAU

LE FIGARO
présente

LES MOTS CROISÉS
DE PIERRE OLLIVIER

N°2

LE FIGARO JEUX

100 %

MOTS CROISÉS

de Pierre Ollivier

FORCE MOYEN

6 € **EN VENTE ACTUELLEMENT**
chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

Ces figures qui pourraient perdre leur siège

Wally Bordas

De François Ruffin à Élisabeth Borne, tous s'appêtent à disputer un scrutin à haut risque.

Menacés de disparition. À la découverte des résultats du premier tour, dimanche dernier, ces poids lourds de l'Assemblée sont probablement passés par de nombreuses émotions, entre le soulagement de se voir qualifiés et l'inquiétude d'être balayés. Tour d'horizon de ces élus qui pourraient perdre leur siège dimanche soir.

Élisabeth Borne

L'ancienne première ministre n'a pas terminé en position très favorable à l'issue du premier tour. Loin de là. Distancée de 8 points par son adversaire du RN Nicolas Calbrix (36,26 %), elle est arrivée en deuxième position (28,93 %). Si elle bénéficie du désistement du candidat Insoumis Noé Gauchard (23,16 %), qui s'était également qualifié, rien ne dit que les électeurs qui avaient voté pour le candidat du Nouveau Front populaire se reporteront sur celle qui fut en première ligne pendant les débats sur la réforme des retraites, en 2023.

François Ruffin

Le député de la Somme, François Ruffin, est également menacé. L'ex-Insoumis, qui vient officiellement d'acter son divorce avec Jean-Luc Mélenchon, est en mauvaise posture. Au premier tour, le réalisateur de *Merci patron!* a terminé à la seconde place (33,92 %), loin derrière la prétendante du Rassemblement national, Nathalie Ribeiro Billet (40,69 %). Il a toutefois pu bénéficier du retrait de la macroniste Albane Branlant, qui était également qualifiée (22,68 %). Un soutien qui pourrait lui permettre de récupérer quelques milliers de voix.

Olivier Marleix

Le patron des députés LR est aussi dans

une position très défavorable. Dans sa circonscription d'Eure-et-Loir, Olivier Marleix (25,92 %) a terminé deuxième, dimanche dernier, près de 13 points derrière Olivier Dubois (38,33 %), le candidat du RN. Un trou de près de 6000 voix qu'il devra combler au second tour s'il veut retrouver sa place au Palais Bourbon. Heureusement pour lui, la prétendante du Nouveau Front populaire Nadia Faveris (25,59 %) a décidé de ne pas se maintenir. Objectif : Aider le député LR à battre la prétendante mariste. Une réserve de 12000 voix chez l'élu de droite va devoir convaincre.

Valérie Rabault

La vice-présidente de l'Assemblée Valérie Rabault, elle aussi, accuse du retard. À l'issue du premier tour, la socialiste est en seconde position, avec 36,81 % des suffrages seulement, contre 43,93 % pour son adversaire Brigitte Barèges, prétendante sous la bannière LR-RN. La sortante, investie sous la bannière du NFP, a toutefois ses chances, si elle récupère une majorité des 9791 voix de la candidate du camp présidentiel, arrivée en troisième position et non qualifiée pour le second tour. Son adversaire, elle, ne semble disposer que de très peu de « réserves » de voix.

Olivier Vérant

L'ancien ministre de la Santé pourrait être l'un des grands battus de ce second tour des législatives. Qualifié en deuxième position à l'issue du premier (33,62 %), il est en position très précaire, entre le prétendant LFI Hugo Prevost (40,19 %) et le candidat LR-RN Alexandre Lacroix (18,34 %). Ses réserves de voix semblent très faibles. S'il veut gagner, il devra compter sur tous les électeurs ayant voté pour la candidate LR Nathalie Béranger au premier tour.



De gauche à droite et de haut en bas : François Ruffin, Élisabeth Borne, Olivier Marleix et Olivier Vérant. AMAURY CORNU / HANS LUCAS VIA REUTERS, LOU BENOÎT / AFP, FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO, LUDOVIC MARIN / AFP

Naïma Moutchou

La situation semblait inextricable pour Naïma Moutchou (Horizons). Qualifiée pour le second tour en deuxième position (27,89 %), elle devait affronter, dans une triangulaire, ses adversaires de La France insoumise Karine Lacouture (34,65 %) et de LR-RN Sébastien Meurant (26,22 %). Finalement, ce dernier s'est retiré de la course « pour barrer la

route à la politique du pire ». Ce désistement suffira-t-il à la vice-présidente de l'Assemblée pour sauver son siège ?

Charles de Courson

Le plus ancien député du Palais Bourbon va-t-il passer à la trappe ? Les risques sont grands. L'iconique Charles de Courson (Liot) est en danger dans sa circonscription de la Marne. Au premier tour,

celui qui avait ardemment combattu la dernière réforme des retraites est arrivé deuxième (42,6 %) derrière son adversaire du RN, Thierry Besson (46,9 %). Pour l'emporter au second tour, il devra convaincre les électeurs qui ont voté pour le candidat socialiste lors du premier tour. Suffisant ?

Éric Woerth

L'indéboulonnable Éric Woerth va-t-il perdre son siège ? Rien n'est pour l'instant certain, mais le questeur de l'Assemblée est en difficulté. À l'issue du premier tour, le député Renaissance cumule un large retard (29,89 %) par rapport à son adversaire du Rassemblement national, Mathieu Grimpet (40,23 %). Il faudra donc, par un jeu d'équilibriste, tenter de convaincre certains des 17 % ayant voté au premier tour pour le candidat Insoumis ainsi que les 6,32 % ayant, eux, opté pour le prétendant LR.

Nicolas Dupont-Aignan

Il siège à l'Assemblée nationale depuis maintenant vingt-sept ans. Pourtant, dimanche, Nicolas Dupont-Aignan pourrait bien perdre sa place. La faute à une triangulaire complexe qui l'oppose à l'Insoumis Béranger Cernon (34,37 %) et au président LR du département, François Durovray (27,38 %). Arrivé second, le député non inscrit et président de Debout la France (32,96 %) peut encore refaire son retard s'il parvient à convaincre les électeurs de son adversaire LR d'un « vote utile » en sa faveur.

Bertrand Pancher

La situation est également critique pour Bertrand Pancher. Le patron du groupe Liot à l'Assemblée n'est pas passé loin, au premier tour, de dire adieu à son siège. Son adversaire, le candidat RN Maxime Amblard, est arrivé en tête avec 47,95 % des suffrages. Loin derrière, le sortant n'a recueilli que 34,22 % des votes. Au second tour, il devra donc absolument compter sur les reports de voix de tous les prétendants éliminés, particulièrement les 7000 ayant voté pour le candidat du Nouveau Front populaire. ■

LÉGISLATIVES
2024

Soirée du second tour

Premières estimations et analyses des résultats à vivre en direct sur les antennes de France Télévisions



DEMAIN DÈS 18.50
SUR

france.tv 2.3

Et en continu sur franceinfo:
canal 27

Guerres fratricides, ténors de retour, sortants

Service politique

« Le Figaro » braque ses projecteurs sur la vingtaine de « points chauds » attendus dimanche, jour de second tour où 501 batailles se disputeront.

Après l'élection de 76 députés au premier tour dimanche dernier - 39 pour le RN et ses alliés, 32 pour le Nouveau Front populaire, et 2 pour le camp Macron - la bataille pour les élections législatives se poursuit ce week-end dans 501 circonscriptions de l'Hexagone, d'outre-mer et des Français de l'étranger. Au total, l'on recense 409 duels, contre 89 triangulaires, 2 quadrangulaires, et même un seul en lice en Guyane.

À la veille du second tour, *Le Figaro* a braqué ses projecteurs sur une vingtaine

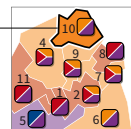
de circonscriptions parmi les plus disputées. Celles où des poids lourds du gouvernement sortant ne sont pas assurés de retrouver leur siège, comme Gérard Darmanin (Intérieur) dans le Nord. Mais aussi celles où se présentent des personnalités de premier plan, comme l'ancien président de la République François Hollande en Corrèze, le candidat putatif de la droite pour 2027 Laurent Wauquiez en Haute-Loire, ou encore l'ex-première ministre Elisabeth Borne dans le Calvados.

La carte ci-dessous détaille également les batailles les plus disputées, notam-

ment à gauche, où les Insoumis Danièle Simonnet et Céline Verzeletti se livrent une guerre fratricide à Paris. Dans ce scrutin historique, tant par sa configuration politique que par son calendrier, chaque circonscription pourrait profondément modifier les rapports de force au sein de l'Hémicycle. Le RN obtiendra-t-il la majorité absolue ? Le « front républicain » qui s'est constitué parviendra-t-il à barrer la route de Matignon à Jordan Bardella ? Les frondeurs Insoumis retrouveront-ils leurs sièges malgré la « purge » qui les a visés ? Tour d'horizon des points chauds. ■

★ Gérard Darmanin

10^e DU NORD
Gérald Darmanin sauvé par les Insoumis, qui l'eût cru ? C'est le scénario qui pourrait se profiler dans la 10^e circonscription du Nord. Après un premier tour très en deçà de ses espérances (36,03 %), le ministre de l'Intérieur aborde le second tour avec une concurrence en moins. Le retrait de l'Insoumise Leslie Mortreux (24,82 %) redonne des marges de manœuvre au ministre de l'Intérieur, arrivé en tête dimanche dernier avec seulement 837 voix d'avance sur le candidat du Rassemblement national, Bastien Verbrughe (34,31 %).



Lille-Roubaix-Tourcoing

● François Ruffin

1^{re} DE LA SOMME
Le chemin n'est pas encore tracé pour l'Insoumise. Le député sortant de la Somme (33,92 %) doit rattraper un retard de presque 4 000 voix sur sa rivale du RN, Nathalie Ribeiro Billet (40,69 %). François Ruffin, qui a pris ses distances vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon, pourrait néanmoins profiter du retrait de la candidate macroniste, Albane Branlant (22,68 %), qui a appelé dès le soir du premier tour à voter pour l'ancien journaliste.

Législatives 2024

Les grands enjeux du 2nd tour des législatives

Les 501 circonscriptions en jeu le 7 juillet

Nuance politique des **candidats arrivés en tête** au 1^{er} tour du 30 juin

- Nouveau Front populaire (NPA, LFI, PCF, PS, PP, Les Écologistes)
- Divers gauche (PRG...)
- Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, UDI) et divers centre
- LR et divers droite
- RN et alliés (LR avec Éric Ciotti)
- Autres (régionalistes, souverainiste, divers)

Les configurations du 2nd tour

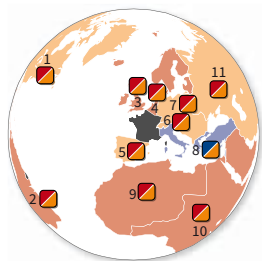
- ☐ 409 duels
- ☐ 89 triangulaires
- ☐ 2 quadrangulaires
- ☐ 1 candidat unique

Les 76 circonscriptions déjà pourvues au 1^{er} tour

Source : ministère de l'Intérieur

Les circonscriptions à suivre ce dimanche

- ★ Ministres du gouvernement Attal
- Personnalités à suivre



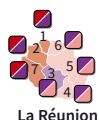
Guadeloupe



Martinique



Guyane



La Réunion



Mayotte



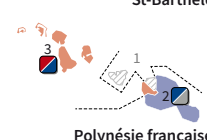
St-Martin et St-Barthélemy



St-Pierre-et-Miquelon



Wallis-et-Futuna



Polynésie française



Nouvelle-Calédonie

● Elisabeth Borne

6^e DU CALVADOS

L'ancienne première ministre a sauvé les meubles, en arrivant en deuxième position (29 %), derrière le candidat RN Nicolas Calbrix (36 %) mais devant son concurrent Insoumis Noé Gauchard (23 %). Ce dernier s'est retiré pour « barrer la route à l'extrême-droite » alors qu'Elisabeth Borne était la bête noire des Insoumis, notamment pendant la réforme des retraites. Pour sauver son siège - elle avait été élue avec 2 000 voix d'avance en 2022 -, elle compte sur le « barrage républicain » dans cette circonscription de Vire, historiquement modérée.

* La candidate du NFP, Françoise Moreau, dans la 3^e du Maine-et-Loire, a déposé sa candidature, tout en annonçant retirer ses bulletins de vote.

● Marie-Caroline Le Pen

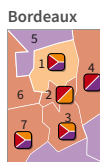
4^e DE LA SARTHE

Deux « Le Pen » à l'Assemblée nationale ? La sœur aînée de la double-finaliste de la présidentielle, Marie-Caroline, semble en tout cas en bonne position pour ravir l'ancienne circonscription de François Fillon, à Sablé-sur-Sarthe. Au premier tour, elle est arrivée en tête avec 39,26 % des suffrages. Toutefois, le désistement de la macroniste arrivée troisième au profit d'Élise Lebouche, candidate NFP-LFI pourrait l'empêcher de faire sa rentrée à la Chambre basse.

★ Marc Fesneau

1^{re} DU LOIR-ET-CHER

Arrivé second avec 34,56 % des voix, Marc Fesneau se présente tout de même en ballottage favorable. En duel face à la candidate du Rassemblement national Marine Bardet, le ministre de l'Agriculture affiche un retard de 358 voix. Contrairement à son adversaire, il devrait pouvoir compter sur un report de voix conséquent, notamment en provenance de la gauche.



Bordeaux

● François Hollande

1^{re} DE LA CORRÈZE

C'est un retour pour l'instant réussi pour l'ancien président socialiste, arrivé confortablement en tête du premier tour (37,63 %). Pour transformer l'essai, il lui faudra encore en passer par une triangulaire avec la candidate du Rassemblement national, Maïté Pouget (30,89 %) et le député LR sortant Francis Dubois (28,64 %), tous deux affichant des scores élevés.

● Valérie Rabault

1^{re} DU TARN-ET-GARONNE

La députée socialiste sortante Valérie Rabault est en ballottage défavorable face à la candidate LR Brigitte Barèges, également soutenue par le Rassemblement national. Avec 43,9 % des suffrages, la maire de Montauban pourrait bien ravir son siège à la socialiste. Toutefois, l'ancienne vice-présidente de l'Assemblée pourra compter sur le report de voix macroniste (15,49 %) pour tenter de combler son retard.

Infographie **LE FIGARO**

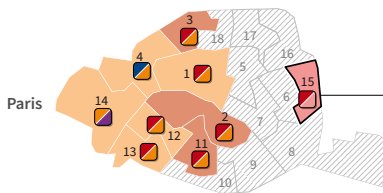
Toulouse

menacés... Les circonscriptions à surveiller

★ Agnès Pannier-Runacher

2^e DU PAS-DE-CALAIS

La bataille s'annonce plus que compliquée pour la ministre déléguée à l'Agriculture dans ces terres industrielles. Agnès Pannier-Runacher (21,54 %), candidate pour la première fois à la députation, accuse presque 10 000 voix de retard sur son concurrent du RN, Alban Heusèle (37,31 %). L'avenir de l'ex-ministre de la Transition énergétique repose sur de potentiels reports de voix venus de la gauche, dont le candidat Alexandre Cousin (20,12 %), qui s'est retiré de la course.



● Danielle Simonnet

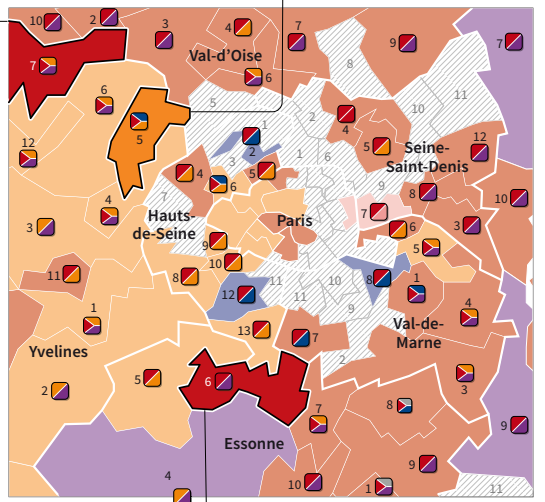
15^e DE PARIS

Duel d'Insoumises. Dans la 15^e circonscription de Paris, Danielle Simonnet fait de la résistance. Députée sortante, l'élue « purgée » par La France insoumise est arrivée en tête avec 41,87 % des suffrages. Au second tour, sa seule adversaire se révèle être la candidate officiellement investie par son parti Céline Verzeletti. La cégétiste n'ayant recueilli que 22,87 % des voix, l'Assemblée devrait compter au moins un parlementaire LFI canal anti-Mélenchon.

● Yaël Braun-Pivet

5^e DES YVELINES

Yaël Braun-Pivet n'a pas caché sa profonde amertume d'en revenir aux urnes. La présidente de l'Assemblée nationale, qui rêve toujours de rester au « perchoir », ne devrait toutefois pas trébucher dimanche soir après avoir largement distancé (42,76 %) au premier tour son rival Insoumis Yassine Benyetou (27,31 %) et le maire de Maisons-Laffitte, Jacques Myard (22,90 %, LR-RN), ancien député qu'elle a battu en 2017.

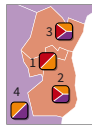


Agglomération parisienne

● Aurélien Rousseau

7^e DES YVELINES

L'ex-ministre démissionnaire de la Santé semble en bonne position pour décrocher sa place à l'Assemblée nationale, après avoir dominé le premier tour (34,68 %) devant la députée sortante macroniste, Nadia Hai (29,32 %). Parti sous les couleurs de la gauche unie, Aurélien Rousseau devra néanmoins se plier à une triangulaire avec la candidate LR-RN Babette de Rozières, qui a obtenu 25,79 % des voix dimanche dernier.



● Jérôme Guedj

6^e DE L'ESSONNE

Le député sortant a remporté la première manche dans la guerre des gauches. Investi sous les couleurs socialistes, sans le tampon du NFP, Jérôme Guedj (34,44 %) bénéficie du retrait de son ancienne suppléante, Hella Kribi-Romdhane (25,23 %), candidate autoproclamée de l'union des gauches. Il se retrouve donc en duel favorable avec sa concurrente du RN, Natacha Goupuy (20,81 %) qu'il avait devancée de presque 8 000 voix au premier tour.

● Olivier Vérant

1^{re} DE L'ISÈRE

L'ex-ministre de la Santé Olivier Vérant, qui avait annoncé au *Figaro* se reconverter dans la médecine esthétique, y a finalement renoncé. Dans la première circonscription d'Isère, l'ancien socialiste est en position assez défavorable. Arrivé deuxième au premier tour (33,62 %), le macroniste est pris en tenaille entre le candidat du Nouveau Front populaire arrivé en tête (40,19 %) et la candidate ciottiste (18,34 %). Toutefois, l'appel « à battre les extrêmes », lancé par la représentante LR canal historique (6,98 % des voix au premier tour), pourrait grandement aider l'ancien ministre.

● Jérôme Sainte-Marie

1^{re} DES HAUTES-ALPES

L'ancien sondeur va-t-il faire son entrée au Palais Bourbon? Dans la circonscription de Gap, Jérôme Sainte-Marie a survolé le premier tour en totalisant 38,24 % des suffrages. Après le désistement de la députée sortante macroniste (22,58 %), Pascale Boyer, le match s'annonce compliqué face à la candidate NFP-PS Marie-José Allemand, créditée de 30,47 % des voix au premier tour.

● Raphaël Arnault

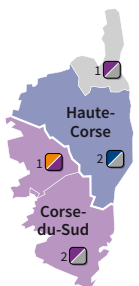
1^{re} DU VAUCLUSE

Duel très incertain dans le Vaucluse. Raphaël Arnault, militant de la Jeune garde antifasciste, et « fiché S », a été devancé de dix points par la candidate RN Catherine Jaouen (34,62 %). Arithmétiquement parlant, le militant antifasciste bénéficie d'un réservoir de voix théorique assez large, comprenant les 18,27 % du centre gauche ainsi que les 16,13 % du camp Macron. Toutefois, le profil très radical du jeune homme de 29 ans pourrait grandement limiter le phénomène.

● Éric Ciotti

1^{re} DES ALPES-MARITIMES

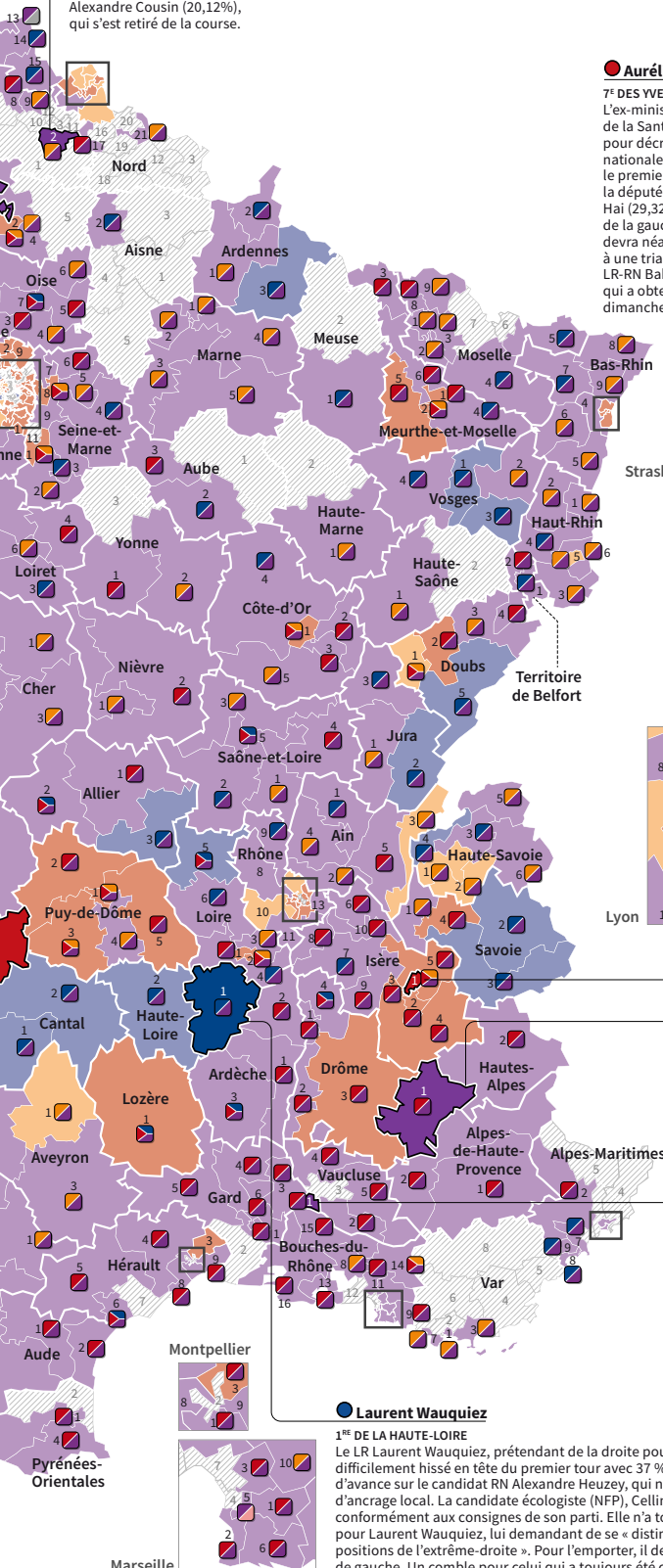
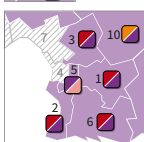
Arrivé en tête du premier tour dans son fief des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti a devancé ses rivaux de près de 15 points. Mais pour le président des Républicains, en guerre avec les ténors de son parti depuis son alliance avec le RN, rien n'était gagné tant que le risque d'un éventuel désistement chez ses rivaux du Nouveau Front Populaire et de la majorité présidentielle n'était pas écarté. Finalement, il y aura bien trois candidats dimanche : Éric Ciotti se retrouve donc face à Graig Monetti, proche du maire de Nice Christian Estrosi (Horizons) et face à l'Insoumis Olivier Salerno.



● Laurent Wauquiez

1^{re} DE LA HAUTE-LOIRE

Le LR Laurent Wauquiez, prétendant de la droite pour l'Elysée en 2027, s'est difficilement hissé en tête du premier tour avec 37 % des voix. Il n'a que 2 000 voix d'avance sur le candidat RN Alexandre Heuzey, qui ne dispose pourtant pas d'ancrage local. La candidate écologiste (NFP), Celine Gacon, s'est retirée conformément aux consignes de son parti. Elle n'a toutefois pas appelé à voter pour Laurent Wauquiez, lui demandant de se « distinguer par rapport aux positions de l'extrême-droite ». Pour l'emporter, il devra convaincre les électeurs de gauche. Un comble pour celui qui a toujours été classé à l'aile droite de LR.



Violences attendues à l'issue d'une campagne sous tension

Jean Chichizola

30 000 policiers et gendarmes sont mobilisés le soir du second tour. Les services de renseignements alertent sur de nombreux casseurs d'ultra-gauche.

« On s'attend, notait jeudi une source policière, à un scénario comme celui du premier tour mais un cran au-dessus. » Le ton est donné pour la soirée électorale version violences de rue. Jeudi, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a annoncé la mobilisation de 30 000 policiers et gendarmes sur le territoire national, dont 5 000 dans le ressort de la Préfecture de police, à Paris et en banlieue.

Dans la perspective d'un succès, qu'il soit relatif ou absolu, du Rassemblement national, l'ultra-gauche préoccupe les services spécialisés. Avec des émeutiers « plus nombreux et plus excités ». Et le risque d'affrontements entre ultras des deux bords se vengeant de leur défaite ou célébrant leur victoire.

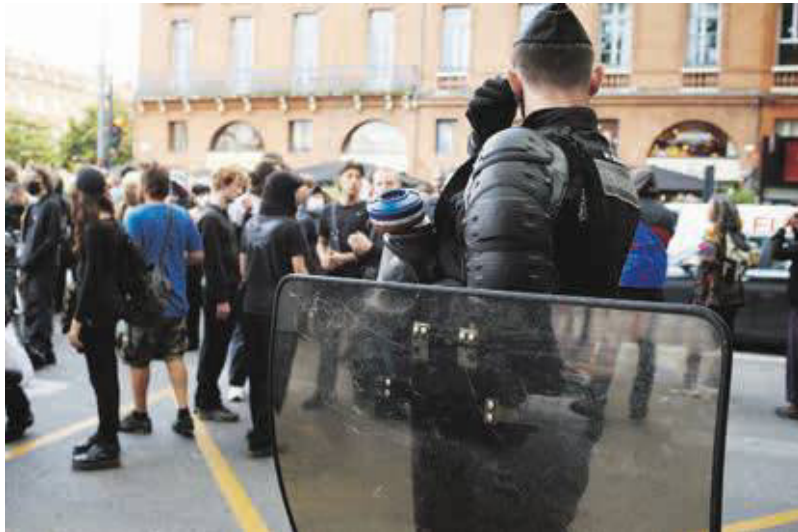
Au soir du premier tour, on a observé des violences dans 37 villes françaises. Selon un expert, ce chiffre devrait augmenter et pourrait atteindre la centaine. Les casseurs, pour partie seulement, ont accepté de retenir leurs coups à la de-

mande des organisations d'extrême gauche et pour ne pas handicaper leur camp. Mais ses limites ne vaudront plus le 7 juillet.

Les services de renseignements s'attendent donc à ce que les cibles traditionnelles soient visées avec plus d'intensité : forces de l'ordre, « symboles » du capitalisme (agences bancaires et immobilières), voire bâtiments de l'Etat (administrations publiques, préfectures...).

Le 30 juin, des violences ont été constatées dans plusieurs bastions de l'ultra-gauche, à Lyon, Rennes et Nantes avec toujours les mêmes scènes : jets de projectile, feux de poubelle, tirs de mortiers d'artifice, policiers blessés et émeutiers interpellés. Ces mêmes villes, et d'autres fiées, comme Toulouse ou Brest, seront sous surveillance.

La vigilance est aussi de mise à Paris et sa banlieue avec les sites de pouvoir et les sites olympiques. Gérard Darmanin a annoncé l'interdiction d'une manifestation de l'Action antifasciste Paris-Banlieue, prévue dimanche à 20 heures devant l'Assemblée nationale. Les forces de l'or-



Lundi, à Toulouse, des policiers sont déployés lors d'un rassemblement spontané anti-RN, au lendemain du 1^{er} tour.

dre seront aussi attentives aux points de rassemblement traditionnels, sur les places de la République et de la Nation, et à d'éventuelles « déambulations » telles qu'observées le soir des européennes.

La menace terroriste toujours au plus haut

Dans d'autres villes, comme Angers, Nancy ou Bordeaux, les services craignent des affrontements entre militants de l'ultra-gauche et de l'ultradroite. Une source policière note qu'à Bordeaux, des accrochages ont été observés le 30 juin.

Des risques de tension encore accrus par une campagne marquée, comme le révélait Gérard Darmanin vendredi, par des agressions physiques « parfois extrêmement graves » contre 51 candidats,

suppléants ou militants, sans même parler des agressions verbales. Et l'interpellation d'une trentaine de suspects.

Au-delà de cette alerte sur des violences de plus grande ampleur, une incertitude demeure. « En cas d'affrontements, s'interroge un expert, des jeunes de banlieue vont-ils s'agréger aux casseurs pour se défouler ou pour piller ? Pour le moment, rien ne bouge mais cela peut évoluer très rapidement. »

Côté ultra-gauche, une source policière soulignait jeudi qu'il n'y avait pas de climat insurrectionnel sur le net mais que la toile et les réseaux sociaux, sur lesquels circulent déjà des mots d'ordre comme « garder les urnes, on prend la rue », peuvent aussi s'enflammer très vite. Pour le moment, seul un noyau dur est mobilisé

avec par exemple quelque 800 personnes à Lyon le 30 juin. « C'est significatif, note un spécialiste, mais cela pourrait être pire. » Plus de 5 000 militants de l'ultra-gauche sont suivis.

Reste bien sûr pour le Renseignement, en marge de ces énièmes violences attendues, ce qu'on a du mal à qualifier de tout-venant : la vigilance sur le parcours de la flamme olympique, le Tour de France, le 14 juillet et ses violences urbaines, l'opération antibassines prévue fin juillet dans les Deux-Sèvres, les JO, la Nouvelle-Calédonie. Sans oublier la menace terroriste toujours au plus haut. Gérard Darmanin a d'ailleurs annoncé vendredi plusieurs interpellations. Au-delà même de l'incertitude électorale, les temps de meureur ont agités. ■

« On ne se parle plus » : quand les législatives déchirent les familles

Shaya Baldassari, Jean Kedroff et Camille Sciauvaud

« Une semaine avant le premier tour des législatives, mon mari m'a annoncé qu'il allait voter Rassemblement national (RN). Ça a été la douche froide. Depuis, on ne se parle plus. » Sylvie, la quarantaine, habite dans un petit village de la Loire avec son mari, commercial, et leurs deux enfants. Si la politique n'avait jamais été un sujet de discorde jusque-là, « c'est comme si un fossé s'était creusé entre nous deux » depuis le début de la campagne des législatives, confie la cheffe de projet. En vingt ans de vie commune, elle et son époux avaient toujours voté au centre. « MoDem, puis Macron à partir de 2017 ». Le revirement brutal de son mari a été un vrai choc. « C'est impensable de vivre avec quelqu'un qui vote RN. S'il me l'avait dit il y a vingt ans, on n'aurait jamais construit notre vie ensemble. »

Maris et femmes, frères et sœurs, parents et enfants... Ces dernières semaines, les lignes de fracture sont nom-

breuses au sein des familles. « La division extrême de la sphère publique se reflète, par un effet de contamination, dans la sphère familiale, explique Damien Bol, chercheur en comportement politique au Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris. Les groupes familiaux présentent traditionnellement des sensibilités politiques assez homogènes. Mais aujourd'hui, les foyers se divisent, de la même manière que les familles politiques ont éclaté. »

Sylvie et son mari ont désormais une perception radicalement différente de la réalité. « Lui s'inquiète surtout de la montée de l'islam et de l'immigration, déplore Sylvie, préoccupée avant tout par les enjeux écologiques. Le sort des immigrés climatiques m'inquiète bien plus que la vague migratoire. » A la maison, l'ambiance est détestable. « On vit sous le même toit, mais on ne se parle plus. On préfère échanger par SMS, car ça peut déraiser à tout moment. On vit dans deux mondes parallèles et on attend la fin des législatives pour réfléchir à la suite. Pour l'instant, c'est très compliqué. » Pour Mathilde*, jeune électrice du Nouveau Front populai-

re, ces clivages sont devenus insupportables. « Parfois c'est bon enfant quand ils disent que je suis "la gauchiste" de la famille, mais plus le sujet devient brûlant, avec les élections par exemple, plus les remarques deviennent difficiles à supporter », s'exaspère-t-elle.

Le sentiment de « vivre dans deux pays différents »

L'étudiante de 23 ans vit seule avec sa mère, dont elle ne tolère plus les propos, surtout sur l'immigration. Quand l'une pointe cette « gauche mélenchoniste dangereuse », l'autre l'accuse d'annoncer des « arguments de droite peu raisonnés ». « On ne partage pas les mêmes idées ni les mêmes valeurs depuis longtemps, explique la jeune femme. On a beaucoup de mal à communiquer. »

Les électeurs plus âgés ont parfois du mal à saisir les motivations de la jeune génération. Françoise*, 85 ans, se définit comme une électrice du centre droit et se dit même « progressiste ». Malgré ses efforts, elle ne comprend pas sa petite-fille de 24 ans, Émilie*, qui « campe toujours sur ses positions très à gauche ». « Je comprends son point de vue plutôt

sympathique humaniste, mais c'est totalement irréaliste, soupire-t-elle. Le programme économique de l'extrême gauche nous mènera à la décadence, comme celui de l'extrême droite d'ailleurs. »

Dimanche dernier, peu de temps avant les résultats des élections législatives, une vive altercation a eu lieu entre Émilie et sa grand-mère, poussant l'étudiante de Sciences Po à quitter la table. Une ambiance délétère selon sa cousine, Sarah : « Pour elle, ma grand-mère est une raciste et une fasciste : on sent bien que les récentes sorties de La France insoumise (LFI) déteignent sur elle », déplore-t-elle. « L'espace médiatique est saturé de clashes politiques depuis des années. Ce mode de communication fait tache d'huile jusque dans les foyers », analyse Damien Bol.

Un contexte politique qui met aussi de l'eau dans le gaz entre Léon* et Alexis*, deux frères. « On ne se tire pas dessus, mais le ton monte vite », se désole l'un d'eux. La trentaine, issus de la bourgeoisie parisienne, ils ont grandi ensemble et fréquentent les mêmes établissements privés catholiques. Ils ont aujourd'hui le

sentiment de « vivre dans deux pays différents » : le premier a voté Reconquête au premier tour, le second ne jure que par le NFP. « Au bout d'un moment, on se rend compte qu'on ne peut plus continuer à discuter, confie Léon. Ça ne sert strictement à rien. » La famille a pourtant toujours été hostile aux extrêmes, quels qu'ils soient. « Nos parents sont macronistes, comme beaucoup d'électeurs de leur milieu et de leur génération », analyse Léon. Un « conformisme » politique que les deux frères jugent « dépassé ».

« Alexis s'est entiché d'idées totalement hors-sol, s'indigne Léon. Il ne parle que d'oppression des minorités, d'inégalités et d'écologie, alors que le pays se désagrége sous nos yeux. » Les inquiétudes de Léon tiennent quant à elles en deux mots : immigration et sécurité. « Je regarde autour de moi et je constate que le flux migratoire est défilant, que le nombre d'agressions monte en flèche et que les prisons débordent. » A table, pendant les réunions familiales, on préfère parler d'autre chose, « des voisins qui font du bruit ou de la météo ». Des sujets, il est vrai, moins sensibles. ■

* Les prénoms ont été modifiés.

Fraude, rencontres, déceptions... Petites histoires de procurations

Stéphane Kovacs

Avec les procurations, on peut semer la pagaille dans sa famille, perdre l'amitié de son copain d'enfance, faire tomber les masques dans son immeuble... ou bien trouver l'amour. Alors que 3,2 millions de procurations ont été comptabilisées par le ministère de l'Intérieur pour les deux tours, soit « près de quatre fois plus que pour les élections législatives de 2022 », certains ont eu quelques surprises.

« Les combines d'arrière-boutique, ce n'est pas seulement autour de la majorité présidentielle, mais aussi au sein des familles, sourit Elisabeth, mère de quatre jeunes adultes. Pour le premier tour, quand mon second fils, très écolo, a demandé à sa sœur, bien à droite, de voter

pour lui car il avait prévu ses vacances de plusieurs semaines, elle a refusé net. Nous avons eu des soirées de débat très mouvementées, des injures et même un bol cassé. Finalement, pour le second tour, ils sont convenus de ne voter ni l'un ni l'autre, car leurs votes s'annulent. »

Dans l'immeuble de Paul, à Paris, vient de s'installer un couple de teneurs, « un peu la version bobo de nous-mêmes », s'amuse-t-il. « On s'entend super bien, on prend souvent des apéros ensemble, raconte le jeune homme. Ils ont des postes haut placés, elle dans la com, lui dans la finance. Mais voilà qu'avant le premier tour, ils nous ont demandé si on pouvait voter pour eux, sans nous dire quoi ! Pendant des jours, avec ma femme, on a fait des paris. Puis ils ont fini par nous dire : elle votait NFP, lui macroniste. Ma femme, centriste, s'est même demandée si elle allait respecter

ce choix qui la dégoûtait. Mais elle a bien voté une fois pour Ensemble, une fois pour l'extrême gauche. »

À Belfort, pour que les festivaliers puissent faire la fête sans scrupule, les organisateurs des Eurockéennes ont tout prévu : un guichet spécial, à l'accueil, permet aux citoyens retardataires d'y établir une procuration, avant de la faire certifier par le commissariat tout proche. Sans, bien sûr, qu'il n'y ait « aucun militantisme dans cette affaire-là », précise la direction générale de la manifestation.

Un site de mise en relation

Dans le Midi, des infirmiers à domicile se sont alarmés de possibles tentatives d'abus de faiblesse, a rapporté France 3 Occitanie. Une trentaine d'agissements suspects auprès de personnes âgées ont été signalés. « On n'a jamais eu ce phéno-

mène-là, s'inquiète Jean-François Bouscarin, de l'Union des professionnels de santé infirmiers d'Occitanie. Des militants de partis politiques qui viennent au domicile et demandent à avoir une procuration pour les législatives. » Au Synerpa, Syndicat national des établissements et résidences privées pour personnes âgées, on rassure : « La confédération n'a, à ce jour, pas observé d'irrégularité sur l'exercice de la démocratie parmi ses établissements et services adhérents. »

Et pour ceux qui n'avaient aucune solution dans leur entourage, restait le site de mise en relation entre mandataires et mandants d'une même circonscription, Plan procu. Pris d'assaut, il a fini par être « mis en stand-by », le 12 juin. « On avait entre 3 000 et 4 000 mises en relation à faire, décrit Dorian Dreuil, président de l'ONG A voté, qui a créé Plan procu en

mai. Nos bénévoles voulaient être sûrs de pouvoir apporter une solution à tout le monde. »

Une fois mises en relation, les personnes pouvaient se rencontrer pour être sûres qu'elles pouvaient se faire confiance. « Certaines ont fait des petits quiz pour tester les convictions de l'autre, s'amuse Dorian Dreuil. Des collègues de travail nous ont écrit qu'ils étaient devenus amis grâce à nous. Et surtout, après le premier tour, deux femmes nous ont remerciés car le site avait fait plus que remplir ses promesses : leur rencontre s'est transformée en rencard. Elles nous ont même promis que s'il y avait un mariage, nous serions invités ! » En attendant, tellement pressées de vivre leur premier week-end en amoureux, elles se sont échappées loin de leur circonscription. Après avoir trouvé, bien sûr, des voisins pour voter à leur place. ■

L'inquiétant visage de la délinquance en France sur les douze derniers mois

Jean-Marc Leclerc

Selon les tout derniers chiffres, Beauvau recense chaque jour un millier d'agressions, 1500 actes de vandalisme, 600 cambriolages. Et une attaque avec arme par heure.

Discrètement publiées ce 4 juillet, les dernières données produites par le ministère de l'Intérieur avant le scrutin législatif ponctuent une séquence bien difficile. D'emblée, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) précise que, « suite à un problème informatique, un nombre significatif d'infractions enregistrées par les services de la police nationale entre le 20 mai et la date de (cette) publication (...) est absent à tort du système d'information statistique des forces de sécurité intérieure ».

N'y retrouvera-t-on que partiellement ce qui a pu, par exemple, se passer en Nouvelle-Calédonie, archipel frappé par des heurts tragiques et des destructions massives ? Ils ont justifié, rappelons-le, l'envoi d'un dispositif sans précédent de 35 forces mobiles sur place, pour tenter de rétablir la paix publique... qui n'est toujours pas revenue.

Le SSMSI veut rassurer en disant avoir « estimé l'impact de ce problème », qu'il a « corrigé à la hausse les données pour les mois de juin et mai, sauf pour les indicateurs liés à l'usage et au trafic de stupéfiant », où l'on voit effectivement les courbes s'effondrer sans raison. Quoi qu'il en soit, même avec des chiffres manquants et des corrections aux contours mystérieux, les tendances sur le long terme sont limpides.

Les agressions, par exemple, se déroulent aujourd'hui au rythme effarant de près d'un millier par jour en France. Et encore ne s'agit-il que des faits déclarés. Le SSMSI l'admet : « En juin 2024, le nombre de coups et blessures volontaires enregistrés est très supérieur au niveau d'avant le premier confinement ». La hausse atteint près de 30 % depuis 2019.

Le tableau général de tous ces crimes et délits est contrasté. D'un côté, la délinquance d'appropriation, les vols principalement, tend à diminuer structurellement. Ainsi, « le nombre de vols violents sans arme enregistrés reste nettement inférieur au niveau d'avant le premier confinement », observent les statisticiens. Sur les douze mois écoulés, ces faits ont diminué significativement (-8 %).

De leur côté, les vols avec armes (à feu, armes blanches ou par destination) sont « sur une tendance stable depuis début 2021, avec de fortes fluctuations cer-

Violences sexuelles et vols avec arme en hausse

Nombre de crimes et délits sur les 12 derniers mois

	Nombre	Variation en %
Violences sexuelles	117 564	+ 7 %
Vols avec arme***	9 053	+ 6 %
Vols de véhicules	144 561	+ 5 %
Vols dans les véhicules	259 290	+ 5 %
Cambriolages de logements	224 000	+ 4 %
Escroqueries	415 604	+ 3 %
Coups et blessures volontaires**	337 615	+ 1 %
Destructions et dégradations volontaires	531 482	- 2 %
Usage de stupéfiants	246 147	- 5 %
Vols sans violence contre des personnes	622 717	- 5 %
Trafic de stupéfiants	45 951	- 6 %
Homicides*	1 114	- 7 %
Vols violents sans arme	52 039	- 8 %
Vols d'accessoires sur véhicules	87 871	- 11 %

* Y compris coups et blessures volontaires suivis de mort.
Source : Service statistique ministériel de la sécurité intérieure

** Sur personnes de 15 ans ou plus.

*** Armes à feu, armes blanches ou par destination.

tains mois », affirme le SSMSI. Selon lui, « en juin 2024, le nombre de vols avec armes enregistrés reste inférieur au niveau d'avant le premier confinement ».

Les homicides en hausse de 30 % depuis dix ans

Toutefois, l'outre-mer pèse lourd dans ce bilan en représentant 25 % du total des vols avec arme sur le dernier trimestre. Ces infractions sont globalement en hausse (+6 %) sur les 12 derniers mois, ce qui représente une moyenne de 24 faits par jour, soit un vol avec arme toutes les heures.

Les cambriolages de logements remontent également sur un an (+4 %), avec 224 000 faits déclarés aux autorités. Soit plus de 600 cambriolages par jour. Policiers et gendarmes affirment que bien des villes sont écumées par des gangs spécialisés, venus d'Europe de l'Est notamment.

Le SSMSI recense aussi 1114 homicides sur les douze derniers mois. Une baisse de 7 % en un an, mais la tendance sur le long terme interpelle : la hausse avoisine les 30 % depuis dix ans. Les

tentatives d'homicides (qui ne sont autres que des homicides ratés) ne cessent parallèlement de croître. Elles ont dépassé les 4000 en 2023. « Preuve que les comportements se radicalisent », estime le criminologue Alain Bauer.

Les coups et blessures volontaires en témoignent tout autant : 337 615 faits en douze mois. Un record absolu. Sans parler des violences sexuelles (+7 %), qui doivent tant aux dénonciations du mouvement MeToo qu'à une augmentation objective du phénomène.

Avec ces données, c'est bien le portrait d'une société plus rugueuse qui se dessine. Sans même parler des heurts entre colleurs d'affiches durant la campagne des législatives, les faits divers se succèdent à un rythme effarant. Ils tournent en boucle sur les réseaux sociaux et nourrissent les sommaires des chaînes d'information continue.

À Saint-Jean-de-Monts, commune du littoral vendéen, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet, une rixe à l'arme blanche entre bandes rivales, pour un motif futile, a fait un mort et deux blessés. À Saint Louis, dans les quartiers

nord de Marseille, le lundi 1^{er} juillet, trois piétons étaient entre la vie et la mort, agressés au couteau et à coups de batte de baseball par un conducteur de camionnette, à l'issue d'une banale altercation sur la voie publique.

À Nantes, le vendredi 28 juin, un habitant intervenant pour faire cesser un rodéo, dans son quartier des Dervallières, miné par le trafic de drogue, recevait un coup de couteau à la main. Tandis que le même jour, trois agents des transports étaient agressés lors d'un contrôle de voyageurs dans un bus. Et ce, deux jours après l'agression dont a été victime un chauffeur. Un climat qui a justifié une action des syndicats FO, SUD, CGT et CFDT, unis dans un vote pour déclencher une « alarme sociale » et un « droit d'alerte ».

Pendant ce temps, à Paris, le jeudi 27 juin, une énième rixe entre bandes, boulevard Mortier, dans le 20^e arrondissement, se soldait par un blessé à l'arme blanche envoyé aux urgences. Ces affrontements entre gangs de voyous dégénèrent un peu partout en France désormais, au point que les ana-

lystes de la police judiciaire ont jugé bon de produire une note de synthèse sur le sujet, révélée par *Le Figaro*, le 1^{er} mai dernier.

On apprendait dans ce document sur les homicides commis par ces groupes criminels que « les protagonistes sont jeunes : en grande partie âgés de 15 à 25 ans. Plus d'un tiers des victimes et des mis en cause sont mineurs. Un quart des victimes sont étrangères (25 %), un peu moins chez les mis en cause (20 %) ».

Un pays en souffrance et fracturé

Les outre-mers, longtemps évacués des bilans annuels de Beauvau, ont fait leur retour en force dans cette triste comptabilité. À l'heure d'internet, difficile de masquer ce qui s'y passe. Malgré toutes les opérations Wuambushu et assimilées, lancées par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, Mayotte est restée une poudrière, la Guadeloupe, la Martinique et, plus encore la Guyane, demeurent également particulièrement fragiles au plan sécuritaire, sur fond d'immigration incontrôlée.

Mais surtout, la Nouvelle-Calédonie, que l'on croyait pacifiée, a renoué avec la violence extrême, depuis le 13 mai dernier, sur fond de revendications indépendantistes. Un brasier social et sécuritaire, émaillé de meurtres et de pillages qui ne peuvent qu'alourdir le bilan de la délinquance dans des proportions qui mettront du temps à être pleinement évaluées, tant la situation est dantesque sur place.

Le péril est si sérieux que le directeur national adjoint de la sécurité publique (promu directeur national mercredi dernier en Conseil des ministres) a dû se rendre dans l'archipel, ces quinze derniers jours, (en remplacement de la directrice adjointe de la police nationale, elle aussi dépechée sur place avant lui), pour coordonner les efforts de rétablissement de l'ordre. Du jamais-vu.

C'est une France en souffrance, chahutée et fracturée, que le ministre de toutes les polices du prochain gouvernement sorti des législatives, découvrira au redécouvrira. À l'heure des JO, plus exposées que jamais, les forces de l'ordre réclament de la clarté dans les ordres et un soutien sans faille, y compris de la justice. « La fermeté judiciaire n'avait pas peu compté dans l'arrêt des émeutes de l'été 2023 », estime un commissaire de police issu du terrain. Une leçon à méditer. ■

Quand Interpol se penche sur le risque bioterroriste

Jean Chichizola

Des spécialistes du monde entier ont travaillé cette semaine à une meilleure coopération face à la propagation d'agents biologiques.

Prévenir et coopérer pour éviter un cauchemar aux conséquences incalculables. Tel était l'enjeu ces derniers jours d'une très discrète et confidentielle réunion d'experts à Lyon. Du 2 au 4 juillet, Interpol, l'organisation internationale de police criminelle déjà connue pour sa vigilance en la matière, a organisé sa première conférence mondiale sur la biosécurité à son siège, installé dans la capitale des Gaules. Une conférence fermée aux médias en raison de l'extrême sensibilité du sujet.

Le constat de départ est en effet aussi simple que terrible. Comme l'actualité l'a démontré, la propagation d'un agent biologique infectieux ou toxique, que ce soit naturellement, accidentellement ou intentionnellement, peut toucher, note Interpol, « les populations humaines, animales ou végétales » et ainsi « provoquer des pandémies mortelles et instiller la peur et la panique à l'échelle transnationale ».

Deux jours durant, plus de 120 experts de pas moins de 41 pays, la liste en est confidentielle, ont planché sur ce péril. Le but de la manœuvre était de

réunir des profils d'intervenants très différents pour inciter à un travail commun dans une approche opérationnelle policière et judiciaire. On trouvait ainsi naturellement des policiers, mais aussi des douaniers, des médecins, des vétérinaires, des universitaires et des scientifiques. Sans oublier les représentants d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

La conférence a été organisée par l'unité de prévention du bioterrorisme d'Interpol, qui fait partie de la Direction de la lutte contre le terrorisme. L'unité aide depuis des années les polices des États membres à traiter et à enquêter sur des incidents biologiques.

En 2022, dans les locaux de l'École nationale supérieure de la police de Cannes-Ecluse, Interpol prodiguait ainsi des formations aux risques biologiques à 29 policiers algériens, maliens et mauritaniens. Au menu : comment faire face à une scène de crime contaminée (déploiement sur le site, équipe-

ment et protections, levée de doute nucléaire radiologique et chimique, zone d'exclusion, briefing interservices, relevés de traces...).

Interpol ne souhaite naturellement pas dresser la liste des « incidents biologiques », concernés de peur de terrorifier les populations et d'obtenir le contraire de l'effet recherché. Pour parler du risque naturel ou accidentel,

« Les menaces posées par les armes biologiques et le bioterrorisme sont réelles et évoluent »

Greg Hinds Directeur d'Interpol pour la lutte contre le terrorisme

avec la pandémie de Covid-19 (plus de 70 millions de cas et au moins 7 millions de morts dans le monde), la planète entière s'en est fait une idée plus précise. Avec la perspective d'une nouvelle pandémie plus mortelle encore.

Mais le bioterrorisme rôde également. Coordinateur de l'unité de prévention du bioterrorisme d'Inter-

pol, Adrien Sivignon ne mâche pas ses mots. « Qu'il s'agisse d'une attaque bioterroriste, y compris l'utilisation de ricine ou d'une épidémie, les policiers sont parmi les premiers à intervenir, souligne-t-il. La coordination avec d'autres secteurs est essentielle aux niveaux national et international. » À noter que depuis de nombreuses années, plusieurs projets d'attentat islamiste à la ricine, facile à fabriquer et très mortelle que le cyanure, ont été déjoués dans le monde.

La coopération en la matière est d'autant plus nécessaire que, comme le remarque Greg Hinds, directeur d'Interpol pour la lutte contre le terrorisme, « les menaces posées par les armes biologiques et le bioterrorisme sont réelles et évoluent » même si « l'utilisation d'agents biologiques comme armes n'est pas un phénomène nouveau ».

Pour insister sur l'aspect pratique et opérationnel de cette réflexion collective, une démonstration en grandeur réelle a été effectuée sur la façon d'identifier, de collecter et d'emballer en toute sécurité des matériaux biologiquement contaminés. Avec l'experti-

se d'organismes chargés de traiter les scènes de crime impliquant des matières CBRN (chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires), tels que l'unité Constox (constatations en milieu toxique) de la police française.

Au cours des deux jours de conférence, des sujets sur les produits à double usage, particulièrement délicats à contrôler, ont été abordés, ainsi que des questions autour des contenus en ligne (propagande, tutoriels) centrés sur la menace bioterroriste. Les thèmes de l'agroriminalité (fraudes, contrefaçon, braconnages...) et de l'agroritisme (attaques dirigées contre les cultures et le bétail, pour perturber l'économie et l'approvisionnement alimentaire d'une population) pouvant impacter l'homme ont aussi été évoqués.

Avec à chaque fois une même inquiétude : la menace est de plus en plus élevée avec les progrès scientifiques et technologiques et la possibilité accrue pour des acteurs non étatiques (groupes terroristes, sectes etc.) de développer et d'utiliser des agents biologiques et des toxines. ■

JO : zones grises et rouges, QR Codes, télétravail... Les Parisiens s'organisent dans la douleur

Angélique Négroni

À quelques jours de l'événement, les grandes manœuvres se poursuivent dans la capitale pour s'y préparer tant bien que mal.

À quelques jours des JO, les grandes manœuvres se poursuivent à Paris pour s'y préparer. Entre inquiétude et soulagement, des milliers de Parisiens qui ont envoyé leur demande de QR Codes pour travailler dans les périmètres de sécurité qui l'exigent, ou tout simplement pour rentrer chez eux, attendent fébrilement leur passe quand d'autres viennent enfin de le récupérer. Non sans mal pour certains. À ce jour, les services en charge de traiter tous ces dossiers ont reçu 500 000 demandes et 140 000 passe-Jeux ont été délivrés.

Installé dans le 7^e arrondissement, Olivier, juriste, a dû s'y reprendre à plusieurs fois avant de l'obtenir. Il lui a fallu de surcroît en récupérer deux. Située à deux pas de la Seine où se déroulera la cérémonie d'ouverture, son adresse est en effet concernée par deux zones sensibles, matérialisées par la préfecture de police, en charge de la sécurité, par deux couleurs différentes : grise et rouge.

De loin la plus contraignante, la première oblige toute personne qui y pénétrera - qu'elle soit à pied ou en voiture - à détenir ce passe JO, délivré après enquête administrative. Localisée tout le long de la Seine, la zone grise sera actionnée dès le 18 juillet jusqu'à la cérémonie du 26. La seconde, elle, exige un QR Code pour les seuls déplacements motorisés. Or ce juriste, qui compte venir à son bureau en voiture, s'est vu refuser plusieurs fois le passe avant que la situation ne se débloque. Au milieu de la semaine, les laissez-passer ont été délivrés.

« C'est un casse-tête »

Situé boulevard Saint-Germain, également en zone grise et rouge dans ce même 7^e arrondissement, le cabinet d'avocats Seban, qui abrite une bonne centaine de salariés et d'avocats, fait partie de ceux qui ont aussi reçu leur passe Jeux pour la zone grise après plusieurs refus. « Tantôt les photos étaient mal centrées, tantôt les mails étaient mal remplis ou les documents incomplets », décrit Anne, la secrétaire générale du cabinet. « C'est un casse-tête », soupire-t-elle en se réjouissant de ne pas avoir à réclamer de QR Code pour la zone rouge. « On est pourtant intégré à son périmètre mais, comme tout le monde vient à pied, à vélo ou en transports en commun, on est dispensé de tout passe », explique-t-elle. Pour éviter aussi ces problèmes de QR Code en zone rouge, le restaurateur Stéphane Ma-

nigold, qui détient plusieurs adresses parisiennes, a mis tout son personnel au vélo. « La voiture, c'est fini ! », lâche-t-il.

En plein cœur de Paris, quai de la Méjannerie, où toutes les adresses bordant le long de la Seine ont été mises en zone grise, on s'active aussi pour obtenir des passe JO. S'affairant derrière son bar, Daniel, le gérant du café du Pont-Neuf, indique que l'affaire est réglée. « On est venu à bout de toute cette paperasse : tout le monde a son laissez-passer pour travailler. La question est de savoir si l'on pourra toutefois travailler... », redoute-t-il. Les clients qui viendront dans ce périmètre devront en effet, eux aussi, être soumis à une enquête administrative et posséder un QR Code. « Effet dissuasif garanti s'alarme Daniel qui a déjà eu des retours inquiétants. Les guides parisiens qui promènent les touristes espagnols dans la capitale nous ont dit qu'ils allaient désorienter notre secteur. »

Pourtant, alors qu'ils avaient prévu de tirer le rideau, d'autres établissements installés un peu plus loin ont décidé de rester ouverts. Car, entre-temps, une bonne nouvelle est tombée. Sous la pression des professionnels qui craignent une baisse de leur chiffre d'affaires cet été, une commission nationale va être créée pour indemniser, a posteriori, les entreprises pénalisées par les restrictions et les activités liées aux Jeux olympiques.

Inquiétudes des hôteliers et des restaurateurs

« Alors on va finalement ouvrir notre restaurant », annonce Julia, responsable du Maslaw. Un revirement qui entraîne quelques difficultés. « Comme on avait prévu de fermer car on allait peu travailler, on avait mis notre personnel en congés. Maintenant, on tente de récupérer nos employés qui n'ont pas encore pris de billets d'avion ou de train », dit-elle.

Pour Frank Delvaux, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) Paris Ile-de-France, cette commission est une bonne nouvelle. Car, pour lui, Paris va connaître la même situation que Londres en 2012 quand celle-ci avait accueilli les JO : « Il y aura moins de monde dans la capitale », pense-t-il. Aux JO, qui ont selon lui un effet repoussoir sur les touristes, s'ajoute le climat politique du pays. « Les images qui ont circulé sur les réseaux sociaux le soir du premier tour des législatives, où l'on voit des magasins parisiens se barricader par peur de manifestations violentes, n'ont rien arrangé », déplore le responsable syndical. Dès le lendemain, des hôtels ont essuyé des annulations pour la période des Jeux.

Inquiets sur le niveau de fréquentation de leur établissement, hôtels et restaurateurs se demandent aussi comment ils vont gérer leurs fournisseurs. « Comme ils

seront obligés de travailler dans les zones grises et rouges avant 6 heures du matin, nous allons devoir nous lever très tôt pour les accueillir. Cela va être compliqué pour les employés qui habitent en banlieue », assure Daniel en envisageant de faire de plus grosses commandes. « Pour les bœufs, c'est possible mais pas pour les denrées comme la viande », ajoute-t-il.

Parcours du combattant

Un peu plus loin, à la Crêperie parisienne, Jacques, son responsable, se tracasse pour l'un de ses fournisseurs. « Après enquête administrative, la moitié de son équipe s'est vue refuser le passe JO. Quand on est jeune, on a pu faire des bêtises et certains peuvent avoir un casier judiciaire. Cela a sans doute joué », dit-il. Si des livreurs peuvent ainsi être interdits d'accès à une zone grise, en raison d'un profil inquiétant, ce n'est pas le cas pour des employés qui exercent sur place une activité permanente. C'est ce que vient d'affirmer le Conseil d'Etat dans un jugement du 1^{er} juillet dernier. « La délivrance d'un QR Code est de droit pour les personnes qui résident ou travaillent habituellement dans ce périmètre et qui en font la demande », écrivent les magistrats. Un droit qui ne peut être mis de côté, selon eux, même « s'il apparaît que le comportement ou les agissements d'une de ces personnes pourrait être de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'Etat », est-il écrit. Pour les juges, la solution sera alors de placer l'individu sous étroite surveillance.

Reste une autre grande inquiétude : la circulation. « Est-ce qu'on pourra arriver à l'heure au travail ? », interroge Cristina, employée dans la capitale mais vivant en banlieue. Persuadé que ce sera un véritable parcours du combattant pour traverser la capitale et ses nombreux périmètres de sécurité, Stéphane Manigold n'a pas lésiné sur les moyens. Il a fait déménager l'un de ses chefs cuisiniers pour l'installer à dix minutes à pied de ses fourneaux. Plus classiquement, nombre d'entreprises encouragent leur personnel au télétravail. C'est le cas de Générali, dont une partie des bureaux est installée entre le Stade de France et le Village olympique à Saint-Denis. « Mais les employés qui voudront néanmoins travailler sur place le pourront. Ils seront regroupés sur des plateaux qui resteront ouverts, tandis que le reste des bureaux sera fermé », indique Virginie Lille, du pôle direction pilotage et gestion RH de Générali. ■



Le chantier du Parc des champions en cours de construction, au pied de la tour Eiffel, le 4 juillet, à Paris. Pendant les Jeux olympiques, les athlètes médaillés y défilent quotidiennement pour présenter leur trophée au public.

GEOFFROY VAN DER HASSELT/AF

Le camp Caporal Mimoun, une base militaire à Paris pour sécuriser les Jeux

Nicolas Barotte

L'allée centrale est pavoisée. Elle le restera tout le temps des Jeux olympiques de Paris pour donner de la solennité et un esprit de festivité à l'endroit. Sur le fronton des « chalets », qui hébergeront les soldats mobilisés pour sécuriser les JO dans le cadre de l'opération Sentinelle, flottent de petits drapeaux tricolores. Le camp « Caporal Alain Mimoun » est prêt à ouvrir ses portes.

Les chalets ont été installés sur pilotis pour s'affranchir des imperfections du terrain. On remarque aussi que quelques escaliers ne sont pas parallèles droits et perpendiculaires mais en diagonale le long de la façade. L'administration et les commissions de sécurité sont passées par là : les normes réglementaires imposent un sens de construction pour éviter les chutes.

Même sur un camp militaire il faut s'y plier. Il va falloir tout reprendre. Les troncs des arbres ont quant à eux été « coffrés » pour ne pas être endommagés par la manœuvre d'un véhicule ou une dégradation. Sur la pelouse de Reuilly, aux abords de Paris, qui accueille cette véritable base militaire, la nature est protégée. Même le réfectoire a dû être construit autour d'un plot de végétation qu'il n'était pas question de couper. Avec 2100 places assises, l'immense salle permettra aux soldats de déjeuner sans perte de temps. Dans les cuisines, jusqu'à 600 poulets pourront être cuits en même temps.

Le camp a été inauguré vendredi en présence du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, de la maire de Paris, Anne Hidalgo, du chef d'état-major des armées, le général Burkhard, et du gouverneur militaire de Paris, le général Abad. Il ressemble à une petite ville construite en seulement 65 jours. Un exploit logistique. Et

une émotion pour la fille d'Alain Mimoun, Pascale Olympe Mimoun. Son père, engagé pendant la Seconde Guerre mondiale, grièvement blessé à la jambe lors de la bataille de Monte Cassino et néanmoins médaillé d'or à Melbourne à l'épreuve du marathon, est demeuré un modèle. « Il m'avait dit : "tu verras peut-être un jour les Jeux olympiques en France", confie-t-elle. Il est peut-être là-haut en train de nous regarder et d'être fier. Tout ce qu'il a fait dans sa vie, c'est pour la France et pour les jeunes. » Aussi la campagne électorale de ces législatives la désolait-elle : les outrances, le manque de respect... Un peu plus loin, le ministre des Armées écoute les explications qui lui sont faites, sans prendre la parole. Il vit sans doute ses derniers jours au gouvernement.

Environ 700 soldats sont déjà arrivés sur le camp, dont la construction s'est terminée il y a deux jours. La semaine prochaine, ils seront 2000. Quelques jours

avant la cérémonie d'ouverture, ils seront près de 4000. Certains seront affectés au « bataillon cérémonie », qui sera chargé de hisser les drapeaux durant les Jeux et de porter les médailles aux athlètes : 876 cérémonies de victoires seront organisées durant les compétitions.

Confort opérationnel

Le camp Caporal Alain Mimoun est le plus grand qui ait été monté récemment par l'armée française. La base de Gao, au Mali, ne pouvait accueillir que 2500 soldats. L'expérience servira comme exemple pour les experts logistiques de l'Otan, dit-on au sein de l'armée. « Notre camp est au-dessus des standards normaux », se félicite le commissaire général Philippe Pourqué, qui dirige l'économie des armées. Il a piloté le déploiement.

Pour les militaires, il n'est pas question de parler de confort mais de régénération des forces : « La mission des

soldats, ce sera patrouille, patrouille, patrouille. C'est physiquement épuisant et cela demande une vigilance permanente. Il faut tenir dans la durée », explique l'officier. Au moment des cérémonies du 14 juillet, 14 000 soldats seront mobilisés à Paris et, lors de la cérémonie d'ouverture, ils seront 11 000.

Ceux qui auront la chance d'être hébergés sur le camp Mimoun auront droit à un confort opérationnel. « Tout est neuf, chaque soldat dispose de 6 m² mais on a gardé une certaine rusticité : il s'agit d'une opération ! », insiste le colonel Bergier, le commandant du camp. Les chambres climatisées comptent entre 12 et 18 lits, des lits Picot, des armoires de campagne et trois prises électriques, pas plus. Un écran géant a néanmoins été installé pour diffuser les épreuves. Un « bar guinguette » permettra aux soldats de se détendre dans les moments de pause. Une bière par personne seulement. Pour fêter les victoires. ■

RTL MIDI

Présenté par Vincent PARIZOT
DIMANCHE 7 JUILLET 12H-13H



SUIVEZ LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SUR RTL !

EN PARTENARIAT AVEC LE FIGARO

RTL



Keir Starmer offre une victoire historique aux travaillistes

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Avec un succès d'une ampleur comparable à celui de Tony Blair en 1997, le Labour dispose d'une majorité sans appel à Westminster.

Cela ressemble plus à un renversement qu'à une simple alternance. Les travaillistes britanniques remportent une écrasante victoire, mettant fin à quatorze années de pouvoir conservateur. Un succès d'une ampleur comparable à celui de Tony Blair en 1997. « Nous l'avons fait » a lancé Keir Starmer, qui devient le septième premier ministre travailliste seulement de l'histoire du pays.

Après avoir été reçu à Buckingham Palace par le roi Charles III qui lui a demandé de former un gouvernement, Keir Starmer a prononcé sa première allocution devant le 10 Downing Street. Le chef travailliste a promis de « reconstruire » et « unifier » le Royaume-Uni. Prenant acte du divorce entre les citoyens et les politiques, il a estimé que « ce manque de confiance ne peut être comblé que par des actions, pas par des mots ». « Notre travail est urgent, et nous le commençons aujourd'hui », a-t-il dit avant de franchir la porte de sa nouvelle résidence avec son épouse Victoria. En remportant quelque 412 sièges, selon des résultats presque complets, sur les 650 de la Chambre des communes, le Labour - qui n'avait pas gagné une élection depuis 2005 - se dote d'une majorité sans appel.

De leur côté, les conservateurs ne gagnent que 121 circonscriptions - contre 365 en 2019 -, soit le pire résultat de leur histoire. Dans son dernier discours aux Britanniques, le premier ministre sortant, Rishi Sunak, a tenu des propos humbles et dignes, se disant « désolé » auprès des Britanniques. « Vous avez envoyé le signal clair que le gouvernement du Royaume-Uni doit changer, et votre jugement est le seul qui compte », a-t-il ajouté. Auparavant, devant ses partisans, il avait dit « assumer la responsabilité de cette défaite ». En succédant à l'éphémère Liz Truss et à Boris Johnson à la tête d'un parti usé et miné par les scandales, sa mission était presque impossible.

Non seulement les tories ont perdu plus de 244 sièges, mais de nombreux ténors du parti sont tombés. L'ex-premier ministre, Liz Truss, qui n'avait passé que 49 jours à Downing Street avant de démissionner après avoir affolé les marchés financiers, a perdu son siège de députée au profit du Labour. Le ministre de la Défense, Grant Shapps, est lui aussi emporté par la débâcle. La ministre en charge des Relations avec le Parlement, Penny Mordaunt, qui avait concouru pour succéder à Boris Johnson en 2022, est aussi battue à Portsmouth. « Le Parti conservateur a été malmené parce qu'il n'a pas su hono-



« Notre travail est urgent, et nous le commençons aujourd'hui », a déclaré le nouveau premier ministre britannique lors de son allocution devant le 10 Downing Street, vendredi, à Londres. HANNAH MCKAY/REUTERS

rer la confiance que les gens lui avaient accordée », a-t-elle reconnu. La ministre de la Culture, Lucy Frazer, le ministre de la Justice, Alex Chalk, et l'ancien ministre de poids Jacob-Rees Mogg sont aussi victimes de ce « bain de sang ». En revanche, d'autres personnalités du parti comme l'ex-ministre des Finances, Jeremy Hunt, l'ancienne ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, ou Kemi Badenoch, possible candidate pour prendre la relève à la tête des tories, sauvent leur tête.

Les libéraux-démocrates centristes emportent 71 sièges, soit leur meilleure performance jamais réalisée. Le Reform UK de Nigel Farage entre au Parlement avec quatre sièges, son dirigeant réussissant enfin à être élu député, à sa huitième tentative. Même s'il ne sera pas en force, le parti « populiste » et anti-immigration a fait très mal aux conservateurs, les privant de voix vitales face au Labour ou aux lib-dems. L'ancien champion héraut du Brexit a salué le début d'une « révolte contre l'establishment ».

En Écosse, cette élection est aussi un séisme en sonnant la fin d'un long règne de quinze ans des indépendantistes. Le SNP (Scottish National Party) ne remporterait que neuf des 57 sièges écossais à Westminster, alors qu'il en détenait 48. Après avoir été presque effacé de la carte

« Vous avez envoyé le signal clair que le gouvernement du Royaume-Uni doit changer, et votre jugement est le seul qui compte »

Rishi Sunak

Premier ministre sortant

de l'Écosse après 2010, le Parti travailliste revient en force sur ces terres où il a longtemps régné. Le premier ministre et leader du SNP, John Swinney, a admis que son parti devrait affronter « une remise en question ».

Petite ombre au tableau pour Starmer, la réélection de son prédécesseur Jeremy Corbyn à la tête du Labour dans sa circonscription londonienne. Se présentant en indépendant, ce chef de file de l'extrême gauche pourra mener la fronde à Westminster contre la politique centriste de Starmer. En revanche, George Galloway, le député de gauche pro-palestinien de Rochdale, qui avait défrayé la chronique, a perdu son siège au profit du Parti travailliste. Mais le Labour a perdu quatre sièges au profit de candidats indépendants pro-palestiniens, la position de Starmer sur la guerre entre Israël et le Hamas, critiquée par

l'aile gauche du parti, ayant éloigné de nombreux électeurs musulmans.

Passé l'euphorie de la victoire, le nouveau gouvernement travailliste va être confronté aux dures réalités du moment. Keir Starmer a rappelé qu'il n'avait pas de « baguette magique ». Il hérite d'une économie atone et son programme suscite des doutes sur son financement. Directeur de l'Institute for Fiscal Studies, Paul Johnson a parlé d'une « conspiration du silence » sur les dépenses. Le futur gouvernement devra faire « des choix difficiles » face à « l'ampleur du défi » a reconnu Rachel Reeves, nommée ministre des Finances et première Chancelière de l'Échiquier du pays. Autre figure du parti, Angela Rayner devient numéro deux du gouvernement, vice-premier ministre ainsi que ministre du Logement et du Rééquilibrage territorial. David Lammy est nommé au Foreign Office tandis que John Healey devient ministre de la Défense et Yvette Cooper ministre de l'Intérieur.

Si la victoire est nette, le *Financial Times* rappelle que « le soutien de l'opinion publique au Parti travailliste est faible ». Pas forcément convaincus par Starmer et le Labour, les électeurs ont surtout exprimé leur lassitude face aux déchirements et scandales à répétition des conservateurs, ainsi que leur colère contre la crise du coût de la vie et les services publics défaillants. Pour l'analyste politique et grand gourou des sondages John Curtice, « cela ressemble plus à une élection que les conservateurs ont perdue qu'à une élection que les travaillistes ont gagnée ». ■

Orban provoque un tollé en Europe

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Malgré les mises en garde, l'homme fort de Budapest, qui se dit en « mission de paix », a rencontré vendredi Vladimir Poutine à Moscou.

Les mises en garde préventives n'ont servi à rien. Dans un nouvel affront aux Européens, Viktor Orban a bien rencontré Vladimir Poutine à Moscou vendredi. Au cinquième jour seulement de la présidence hongroise de l'Union européenne et après un déplacement mardi à Kiev. Le premier ministre hongrois plaide pour le retour de la paix en Europe et compte visiblement capitaliser sur la tribune que lui offre cette présidence tournante de l'Union européenne. « On ne peut pas faire la paix dans un fauteuil confortable à Bruxelles. Même si la présidence tournante de l'UE n'a pas de mandat pour négocier au nom de l'Union européenne, nous ne pouvons pas rester les bras croisés et attendre que la guerre se termine miraculeusement. Nous servirons d'outil important pour faire les premiers pas vers la paix », a-t-il tacle vendredi matin, égratignant ses homologues de l'UE.

Les Européens, tout comme le chef de l'Otan Jens Stoltenberg - qui avait été préalablement informé -, ont été pris de court. À défaut de convaincre Orban de faire machine arrière, les uns et les autres n'ont pu que répéter que celui-ci ne disposait ni d'un mandat de l'UE, ni d'un mandat de l'Otan pour conduire ce que l'intéressé présente lui-même comme « une mission de paix ». Fustigée par Kiev, cette visite est une aubaine pour Vladimir Poutine, qui a mis à profit cette situation pour le moins baroque. « Je comprends que, cette fois-ci, vous êtes venu non seulement en tant que partenaire de longue date, mais aussi en tant que président du Conseil européen », a-t-il ironisé, en présence de Viktor Orban. « Je m'attends à ce que vous me fussiez part de votre position et de celle

des partenaires européens », a-t-il en-core ajouté, donnant donc un rôle de premier ordre au premier ministre hongrois. Le président russe accepterait de mettre fin à la guerre si Kiev renonçait à vouloir entrer dans l'Otan et aux quatre provinces revendiquées par Moscou.

Les Européens s'emploient depuis plus de deux ans à isoler Vladimir Poutine. Le dernier déplacement à Moscou d'un dirigeant de l'UE remonte à avril 2022, lorsque le chancelier autrichien Karl Nehammer avait tenté de mettre fin à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Viktor Orban, qui mène Moscou, avait ouvert une brèche en octobre 2023 en s'affichant avec lui à Pékin. Sans que cela ne déclenche à l'époque de réactions nourries en Europe. Le déplacement d'Orban à Moscou est cette fois considéré comme la provocation de trop. D'autant qu'elle intervient à quelques mois des élections qui verront peut-être revenir Donald Trump à la Maison-Blanche.

« Irresponsable et déloyal »

Les dirigeants européens ont condamné vendredi l'homme fort de Budapest. Le Suédois, Ulf Kristersson, a ainsi jugé « irresponsable et déloyal de la part du premier ministre hongrois, Viktor Orban, d'utiliser » cette présidence « pour visiter Moscou et le président Poutine ». C'est « une moquerie vis-à-vis du peuple ukrainien qui lutte pour sa liberté », a-t-il déploré. « L'apaisement n'arrêtera pas Poutine. Seules l'unité et la détermination ouvriront la voie à une paix globale, juste et durable en Ukraine », a mis en garde la présidente sortante de la Commission, Ursula von der Leyen. Vladimir Poutine « ne doit pas s'attendre à ce que la solidarité et le sou-

tien diminuent, que ce soit en raison de problèmes budgétaires dans certains pays ou du fait que la volonté politique n'est peut-être pas partout la même », a tranché chancelier Olaf Scholz.

Pour Camille Grand, spécialiste des questions de défense et de sécurité au sein de l'European Council on Foreign Relations et ex-secrétaire général adjoint de l'Otan, la provocation du premier ministre hongrois n'aura pas d'incidence sur le sommet de Washington, largement consacré au soutien à l'Ukraine. « Orban est Orban. Sa visite à Moscou à la veille d'un sommet de l'Otan et au lendemain d'une visite à Kiev est éminemment problématique et montre la marginalité de sa posture qui sera cependant sans conséquence au sommet de l'Otan. Sa posture reste une posture ».

Les Européens se flattaient ces derniers jours d'avoir limité la capacité de nuisance de la présidence hongroise. Ils ont désormais un avant-goût de ce que les attend. Viktor Orban va capitaliser sur la tribune qui lui est offerte pour faire passer ses messages politiques sur le continent, s'éloignant de la neutralité à laquelle est tenue Patrick la Hongrie durant sa présidence. Zoltan Kovacs, le secrétaire d'État en charge de la Communication internationale de la Hongrie, a donné le ton jeudi, lors d'une rencontre avec les journalistes de presse européenne, à Budapest. « Être un intermédiaire honnête ne veut pas dire que vous devez abandonner votre opposition ». Viktor Orban doit formellement annoncer en début de semaine prochaine les membres du groupe parlementaire que son parti - le Fidesz - vient de créer à Strasbourg. Le RN de Marine Le Pen devrait le rejoindre. ■

ARTCURIAL



Manolo VALDES
Reina Merisana Blue - 2022
Verre cristallin
305 x 220 x 165 cm

MONACO SCULPTURES
Sculptures des XX^e & XXI^e siècles

Vente aux enchères le 10 juillet 2024 - 18h
à l'Hôtel Hermitage Monte-Carlo
et sur artcurial.com

+33 (0)1 42 99 16 13

vfavre@artcurial.com

En Asie centrale, Xi tisse sa toile face à l'Occident

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

Le président chinois a appelé à résister aux «ingérences extérieures» lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Dans les steppes arides du Kazakhstan, Xi Jinping aime tracer les contours d'un monde à venir, avec la Chine en son cœur. Le président de la deuxième puissance mondiale y avait lancé ses ambitieuses «nouvelles routes de la soie» en 2013 dans un discours fondateur, à l'orée de son règne. Plus d'une décennie plus tard, il a battu le rappel des puissances d'Eurasie pour contrer l'encerclement occidental, ce 4 juillet à Astana, sous la houlette de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), véhicule de l'influence chinoise grandissante en Asie centrale. «Le monde se trouve à nouveau à un carrefour. Il est extrêmement important que l'OCS se place du bon côté de l'histoire, celui de l'équité et de la justice», a dramatisé le dirigeant du régime communiste.

À la veille du sommet de l'Otan qui se déroulera le 10 juillet à Washington, dénoncée comme une «clique», la Chine a déployé ses muscles diplomatiques et économiques dans son arrière-cour, sous la bannière de la «stabilité» et du «développement» lors du rendez-vous annuel des chefs d'État de l'OCS.

Entouré de Vladimir Poutine, de Recep Tayyip Erdogan et d'une pléthore d'autocrates des steppes, Xi a appelé ses homologues «à résister aux ingérences extérieures», dans une allusion à peine voilée aux démocraties, dans la capitale kazakhe. Et de dénoncer la «mentalité de guerre froide», ciblant les États-Unis sans les nommer. Le président chinois a une nouvelle fois serré les rangs avec le maître du Kremlin, tenant une entrevue bilatérale quelques semaines à peine après leur dernière rencontre à Pékin, en mai dernier.

L'organisation aux neuf membres qui se targue de regrouper 40 % de la population mondiale, dont l'Inde, la Russie, l'Iran ou le Pakistan, monte en puissance, affirmant un contre-modèle autoritaire, avec pour priorité la croissance du «Sud» émergent face à un Occident

donneur de leçon. «Nous devons nous unir pour résister aux ingérences extérieures, nous soutenir fermement les uns les autres, nous soucier de nos préoccupations mutuelles», a martelé Xi. Fondée en 2001 à l'instigation de Pékin, l'OCS s'apprête à accueillir la Biélorussie et compte 14 membres observateurs, dont des monarchies du Golfe ou la Turquie. À Astana, les dirigeants ont salué «des changements tectoniques» en cours dans «la politique mondiale», se félicitant de «l'émergence» d'un «ordre plus juste et multipolaire» dans le communiqué final du sommet.

Alors que l'Europe et Washington imposent des sanctions dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine, «le principal

«L'Asie centrale est très importante pour la Chine, avant tout sur le plan économique. Mais elle ne compte pas y défier l'influence politique russe»

Chen Gang Chercheur à la National University of Singapore

est de démontrer qu'il existe des plateformes alternatives internationales où les intérêts de tous les États sans exception sont représentés», a déclaré Alexandre Loukachenko, le président de la Biélorussie. La présence d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU à Astana confirme l'affermissement de ce groupe pesant 30 % du PIB mondial. Mais l'absence notable du premier ministre indien, Narendra Modi, représenté par son ministre des Affaires étrangères, montre néanmoins les limites de l'offensive diplomatique chinoise sur fond de tension entre les deux mastodontes asiatiques dans l'Himalaya.

Aux côtés des Brics en plein élargissement, l'OCS offre une plateforme précieuse aux ambitions géopolitiques de Xi, déterminé à détricoter l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale et prévenir l'isolement d'une



Les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine, mercredi, à Astana (Kazakhstan), lors d'une rencontre en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai. SERGEI GUNEEV/VIKIA REUTERS

Chine exportatrice plus que jamais dépendante de ses débouchés étrangers, à l'heure du ralentissement de sa croissance intérieure. Alors que Washington et Bruxelles engagent une stratégie de «derisking» pour réduire leur exposition à l'Usine du monde, Pékin met les bouchées doubles pour approfondir ses relations avec les pays émergents, en particulier ses voisins. «L'OCS offre plus de substance que les Brics. Elle est en croissance, à l'heure où nombre d'organisations internationales stagnent. Elle permet de porter sur la scène mondiale le discours de Xi selon lequel "l'Occident sème le chaos et la guerre, quand la Chine offre la stabilité et la prospérité"», juge Raffello Pantucci, coauteur de *Sinostan : China's Inadvertent Empire* (Oxford University Press, 2022).

L'Asie centrale est une priorité pour les stratèges rouges, en quête de «stabilité» aux abords du Xinjiang et du Tibet,

mais aussi de marchés, et d'approvisionnements énergétiques sûrs face à «l'encerclement américain». La région offre un hinterland continental naturel protecteur à l'empire du Milieu à l'heure où l'Amérique revient en force sur le front Pacifique. Elle place cependant Pékin en compétition directe avec la Russie dans l'ancien espace soviétique. À mesure que le géant asiatique prend l'ascendant sur son «partenaire» toujours plus dépendant depuis l'invasion de l'Ukraine, la Chine déploie ses infrastructures, et tisse des liens étroits avec les élites économiques, en dépit des réactions méfiantes des populations. À l'image de l'accord conclu le mois dernier pour la construction d'une voie ferrée reliant l'Ouzbékistan, le Kirghizstan à la Chine, en dépit des réticences russes.

Mais, malgré la puissance de ses grands groupes d'État, Pékin ne conteste pas frontalement la préémi-

nence géopolitique de Moscou auprès des «Stans». «L'Asie centrale est très importante pour la Chine, avant tout sur le plan économique. Mais elle ne compte pas y défier l'influence politique russe», juge Chen Gang, chercheur à la National University of Singapore (NUS).

Les steppes, d'où ont déferlé les grandes invasions à travers les siècles, emportant les dynasties impériales, sont toujours scrutées avec anxiété aux pieds de la Cité interdite. La lutte contre le terrorisme islamiste reste au sommet de l'agenda de l'OCS, malgré la mise au pas sans merci de la province la plus occidentale de Chine, à majorité turcophone ces dernières années sous le slogan «frapper fort» édicté par Xi. Après le sommet, le président chinois a poursuivi sa tournée au Tadjikistan, pour une visite d'État vendredi afin de renforcer les liens sécuritaire et économique avec ce voisin, limitrophe du Xinjiang. ■

À Tokyo, une folle élection municipale entre chaos et continuité

Régis Arnaud Tokyo

La gouverneur de la plus grande ville du monde devrait être réélu dimanche. Ce scrutin sans surprise a tout de même ses trublions.

Debout sur un escabeau, en surplomb de la foule d'électeurs venus braver une chaleur étouffante, la frêle Renho apparaît, au loin, comme une brindille au milieu des gratte-ciel de Tokyo. Mais, de près, on retrouve la femme politique pugnace, sourire carnassier et poings serrés, qui a séduit l'électorat japonais en défiant l'établissement au Sénat ou sur les plateaux de télévision. Cette fois, Renho vise la mairie de Tokyo. On pourrait croire qu'elle a sa chance au vu de l'ambiance qui règne, à quinze minutes de là, au meeting de la gouverneur sortante, Yuriko Koike, candidate à sa succession. «Menteuse !», «Corrompue !», «Sayonara !» beuglent des électeurs en colère par-dessus le cordon de policiers et de militants qui assistent au discours. Sans troubler l'oratrice.

C'est que sondages et analystes prédisent en chœur la victoire de Yuriko Koike dimanche. Le candidat sortant bénéficie en général de ce que les Japonais appellent *seiken tantō nōryoku*, ou capacité à gérer. Jamais un gouverneur se présentant pour sa réélection n'a perdu. Et Yuriko Koike n'a pas commis de grosses fautes pendant ses mandats, même durant l'épidémie de Covid-19 et les Jeux olympiques de 2021. «Renho est une bonne débâteuse, mais elle n'a pas de fond. Si l'écart entre les deux est inférieur à 1 million de voix, elle évitera l'humiliation», estime l'éditorialiste Takao Toshiyuki.

Le jeu en vaut la chandelle. La plus grande ville du monde (13,5 millions d'habitants) est un monstre au poids économique équivalent à un pays du G7. Elle a un PIB de 760 milliards d'euros, deuxième en taille derrière

New York (831 milliards) et loin devant Paris (267 milliards), a calculé l'agence publique FinCity. Soit 20 % de l'économie nationale, ramassée sur 0,6 % du territoire. Selon la mairie, la moitié des entreprises disposant d'un capital supérieur à 1 milliard d'euros ont leur siège à Tokyo. Six des dix gares les plus empruntées au monde se trouvent dans la capitale japonaise.

L'ardoise des Jeux olympiques

Cet énorme «morceau» de Japon attire les fortes personnalités, incapables de se couler dans le moule national, où la politique est affaire de parlementaires et se joue comme un sport d'équipes, par coalitions, où les victoires résultent non de confrontations mais d'arrangements. Avant Yuriko Koike, la mairie fut notamment occupée par le polémiste nationaliste Shintaro Ishihara et l'intellectuel Yoichi Masuzoe, iconoclastes médiatiques dans un paysage couleur de muraille. «Le gouverneur de Tokyo est comme un président. Il est, au Japon, la personnalité élue au suffrage universel direct avec le plus grand nombre de suffrages exprimés», rappelle le politologue Koichi Nagano.

Cet énorme enjeu ne suscite qu'un débat public médiocre. Les Tokyoïtes ne manquent pas de sujets. Celui des

Jeux olympiques justement, qui ont laissé une énorme ardoise à la ville (le seul stade olympique coûte environ 50 000 euros par jour d'entretien) sans patrimoine urbain. Ou celui de la privatisation prochaine de son gigantesque métro. Mais ils ne sont pas soulevés par Renho, qui préfère souligner son accointance avec les pouvoirs au pouvoir et promettre «moins de corruption». Yuriko Koike, pour sa part, se repose sur les troupes du Parti libéral démocrate et du Komeito, les deux partis de la majorité, sans faire campagne, sans programme.

Mais, paradoxalement, les règles électorales ont donné naissance à des dizaines de candidats fantaisistes qui, au mieux, égayent les électeurs, au pire désolent les amateurs de débats d'idées. La réglementation de l'affichage oblige les candidats aux pires contorsions : ainsi peuvent-ils poser des affiches uniquement sur les espaces qui leur sont alloués. «Je n'ai pas le droit de mentionner le nom et de montrer le visage de ma candidate», se désole Yuriko Renho. Dans sa main : des prospectus où la candidate apparaît en ombre chinoise, au-dessus de son programme présenté de manière anonyme.

Mais, en revanche, puisque les formations sont libres d'exploiter leur espace médiatique, certaines d'entre elles, incitées, le revendent par portion à des quidams assoiffés de publicité pour faire un «coup de com» durant la campagne. Parmi ces «candidats» : un «joker» maquillé et hystérique, une stripteaseuse, un robot, un chien... Si Paris vaut bien une messe, Tokyo ne vaut visiblement pas un programme politique. ■

ARTCURIAL

6-10 JUILLET 2024
HÔTEL HERMITAGE
MONTE-CARLO

MONACO AUCTION WEEK*

Catalogues en ligne sur artcurial.com monaco@artcurial.com +377 97 77 51 99

*Une semaine de ventes aux enchères à Monaco

760 milliards
PIB, en euros, de la ville de Tokyo, soit 20 % de l'économie nationale.

Quel est le secret de la longévité exceptionnelle des requins du Groenland ?

Delphine Chayet

La clé de l'espérance de vie de ces poissons, estimée autour de 400 ans, pourrait se trouver dans leur métabolisme.

Le requin du Groenland détient-il le secret de la longévité ? C'est en tout cas ce que pensent les chercheurs qui s'intéressent à cette espèce parmi les plus mystérieuses de la planète. Dans une étude parue en 2016, l'âge du plus vieux individu de *Somniosus microcephalus* a été mesuré à 392 ans, grâce à la datation au carbone 14 de protéines dans l'œil du spécimen. Même si la mesure est très imprécise, avec une incertitude de plus ou moins 120 ans, la borne inférieure de 272 ans en fait de toute façon le plus vieux vertébré connu. Selon les calculs des chercheurs, l'animal n'atteindrait sa maturité sexuelle qu'aux alentours de 150 ans.

« Nous voulons cerner les mécanismes physiologiques qui leur permettent de vivre aussi longtemps », raconte Ewan Camplisson, doctorant à l'université de Manchester (Royaume-Uni), qui a présenté mercredi 3 juillet le résultat de ses travaux à la conférence annuelle de la Société de biologie expérimentale, à Prague. Pour le scientifique, la clé de la durée de vie hors norme du grand requin se trouve sans doute dans son métabolisme, cet ensemble des réactions chimiques qui permettent de produire l'énergie nécessaire à l'organisme.

Ewan Camplisson et son équipe ont analysé des échantillons de muscles de 23 mâles et femelles. Ils ont testé l'activité de cinq enzymes sous différentes températures et à divers âges de l'animal. Les enzymes sont de petites « ouvrières » au sein des cellules qui relarguent des acides gras, fabriquent de l'énergie, et assurent ainsi l'activité de la machine corporelle. Chez *Somniosus microcephalus*, ce fonctionnement est ralenti, ce qui lui permet de survivre dans un environnement pauvre en nourriture.

Les scientifiques ont eu la surprise de découvrir que l'activité des enzymes musculaires ne variait pas en fonction de l'âge. « Dans la plupart des espèces, en particulier chez l'être humain, le vieillissement s'accompagne d'un ralentissement du métabolisme », commente le Dr France Pietri-Rouxel, directrice de recherche CNRS à l'Institut de myologie. Selon les scientifiques de l'université de Manchester, cette particularité pourrait avoir un lien avec l'exceptionnelle longévité de l'espèce. Mais les ressorts de cette corrélation doivent encore être élucidés.



Le requin du Groenland, qui peut atteindre 7 mètres de longueur, est le plus gros poisson carnivore de la planète derrière le requin blanc. ALAMY STOCK PHOTO/ABACA

Le requin du Groenland, dont la taille peut atteindre jusqu'à 7 mètres de long, est le plus gros poisson carnivore de la planète derrière le requin blanc. Il a un corps large et massif qui lui donne une apparence indolente, un nez court et arrondi, une bouche fine et de très petits yeux. Sa croissance, particulièrement lente en raison de son faible métabolisme, est inférieure à un centimètre par an. Un même individu capturé deux fois à seize ans d'intervalle dans les années 1950 n'avait grandi que de 6 centimètres (son âge a été estimé à 200 ans). Il vit dans les eaux froides de l'hémisphère Nord et supporte des températures allant de -2 °C à 17 °C. L'animal se plaît entre 300 et 500 mètres de profondeur, mais il peut s'aventurer jusqu'à 2600 mètres

avant de remonter à la surface pour se nourrir des restes rejetés par l'homme. La lenteur de ses déplacements (1 km/h en moyenne), qui ne l'empêche pas d'être lui-même un prédateur redoutable, ainsi que son aspect débonnaire lui ont valu le surnom de requin dormeur.

Pas de fonte musculaire

« Autrefois très présent dans les eaux arctiques, il a été très exploité et est aujourd'hui menacé, indique Bernard Seret, spécialiste des requins et biologiste retraité (ex-Institut de recherche pour le développement). Les Inuits le pêchaient pour consommer sa chair, qui doit être séchée très longtemps en raison de sa grande toxicité, ainsi que ses dents, dont ils faisaient des rasoirs et des couteaux. » Son

temps de reproduction très lent pourrait compromettre son adaptation à des changements climatiques rapides.

Mais le grand carnivore est encore loin d'avoir dévoilé tous ses mystères. « La longévité même de l'animal demande encore à être confirmée, commente Bernard Seret. Pour cela, il faudrait suivre plusieurs individus avec des balises électroniques. »

France Pietri-Rouxel souligne l'importance de ces investigations : « Les recherches de ce type, portant sur les mécanismes d'adaptation mis en place par des espèces sauvages au profil particulier, sont très importantes pour identifier et comprendre certains processus retrouvés chez l'être humain. » La scientifique, qui travaille dans son laboratoire (centre de re-

cherche en myologie, Sorbonne université InsermU974, Paris) sur la fonte musculaire liée à l'âge, cite l'exemple d'une autre étude publiée mercredi (*Cells*), menée sur des ours. « Alors qu'ils sont complètement inactifs pendant plusieurs mois d'hibernation, ces animaux réussissent à conserver leurs muscles - contrairement à l'homme qui perd très rapidement de la masse musculaire quand il reste alité, explique-t-elle. Grâce à l'utilisation d'une technologie très puissante, les chercheurs confirment chez l'ours la présence de la protéine GDF5 et montrent qu'elle est plus présente en hiver qu'en été, suggérant son rôle dans le maintien musculaire pendant l'hibernation. » Une observation qui valide la stratégie thérapeutique que le Dr Pietri-Rouxel est en train de développer. ■

Bénéfices cachés du mécanisme du marché carbone en Europe

Marc Cherkil

Les quotas d'émissions de CO₂ pour les industriels ont aussi permis d'avoir un impact très positif sur la santé des Européens.

Inefficace à ses débuts, le marché européen des quotas d'émissions carbone a finalement contraint les grandes entreprises à diminuer leurs émissions de CO₂. Cette réglementation a, de plus, un bénéfice caché. Elle a favorisé la baisse des émissions de particules fines, d'oxydes nitreux et de dioxydes de soufre, nocifs pour la santé humaine, qui n'étaient pas visés par ce mécanisme. Au global, cette politique européenne a eu des bénéfices en termes de santé publique qui peuvent être évalués « à des centaines de milliards d'euros », selon une étude publiée en début de semaine dans les *PNAS* (*Comptes rendus de l'Académie américaine des sciences*), par des chercheurs de l'Institut Max Planck en météorologie, des universités de Hambourg (Allemagne) et de Bordeaux.

Car, du fait de la réglementation européenne, depuis 2005, quelque 10 000 grandes installations industrielles qui représentent environ 40 % des émissions de CO₂ du Vieux Continent ont dû adopter des mécanismes de production d'énergie moins émetteurs en carbone. Certaines ont décidé d'abandonner le lignite ou le charbon pour se porter vers une production d'énergie deux fois moins émettrice en

CO₂, en optant pour le gaz naturel ; moins polluante pour l'air ambiant, comme avec la biomasse ; ou presque neutre en carbone, grâce aux énergies renouvelables ou au nucléaire. Le prix de plus en plus dissuasif qu'elles devaient payer pour émettre du gaz carbonique a incité à cette conversion vers des énergies « plus propres » pour l'environnement. « Depuis 2005 et pendant une bonne dizaine d'années, ce mécanisme de droit à émettre n'a pas eu beaucoup d'impact sur les émissions de CO₂, notamment car les quotas d'émissions étaient trop élevés, rappelle Raphaël Trotignon, expert du climat à Rexecode. Mais, depuis 2018 et la hausse progressive du prix de la tonne de CO₂, ce mécanisme a permis de réduire les émissions des grandes entreprises, en particulier, car le mécanisme est devenu très incitatif depuis 2019. Certains groupes ont anticipé une diminution de leurs plafonds des quotas d'émissions. »

L'effet de cette conversion vers des productions moins émettrices en dioxyde de carbone a réduit également les particules fines et les gaz nocifs pour la santé humaine dégagés par le charbon et le gaz naturel. Il est déjà bien établi que les seules PM_{2,5} (certaines fines de moins de 2,5 micromè-

tres de diamètre) favorisent des maladies chroniques (asthme, maladies cardio-vasculaires, cancer et même diabète) et sont responsables d'un grand nombre de décès prématurés. De plus, une trop forte concentration dans l'air d'oxydes nitreux et de dioxyde de soufre irrite notamment les voies respiratoires. Ainsi, la mise en place des quotas d'émissions, grâce au

« C'est la première fois que l'on quantifie les effets bénéfiques des quotas d'émission de CO₂. Il y avait déjà eu une étude pour la Californie, mais sans évaluer les bénéfices chiffrés en termes de santé publique »

Piero Basaglia
Chercheur affilié à l'université de Bordeaux et de Hambourg

marché carbone, a contribué à réduire de 39 % les émissions de SO₂ (dioxyde de soufre), de 28 % celles des PM_{2,5} et de 14 % les rejets d'oxydes nitreux entre 2005 et 2021, évalue l'étude. Ce résultat a été calculé au moyen de statis-

tiques européennes et d'une compilation de données effectuées par l'Agence allemande de l'environnement.

Les chercheurs ont évalué ces bénéfices directs pour la santé publique « au minimum à 200 milliards d'euros », explique Piero Basaglia, chercheur affilié à l'université de Bordeaux et de Hambourg et premier auteur de l'article. C'est un minimum, car l'estimation se fonde sur une partie des entreprises qui ont diminué leurs émissions. Au moyen d'outils sophistiqués (apprentissage automatique et dernières avancées de la littérature en matière d'économie), les chercheurs ont isolé le seul impact des quotas de carbone afin d'éliminer l'effet des réglementations européennes spécifiques aux particules fines, aux oxydes nitreux et au dioxyde de soufre, instaurées depuis 2005. Ils ont, de plus, construit « des scénarios "synthétiques" provenant de secteurs non réglementés par le système d'échange de quotas », ajoute le scientifique. Globalement, en termes de santé publique en Europe, les effets cumulés sont évalués entre 300 milliards et 400 milliards d'euros, précise la publication.

« C'est la première fois que l'on quantifie ces effets bénéfiques des quotas

d'émissions de dioxyde de carbone. Il y avait déjà eu une étude pour la Californie (qui a adopté un mécanisme comparable à celui de l'Europe en matière de quotas d'émissions NDRLR), mais sans évaluer les bénéfices chiffrés en termes de santé publique », complète Piero Basaglia. Une dizaine d'États du nord-est des États-Unis ont également adopté une réglementation qui a favorisé la fermeture de centrales au charbon, remplacées par des centrales au gaz. Par ailleurs, « la Chine a mis en place des zones tests pour la baisse des émissions de CO₂, car elles ont des bénéfices conjoints en termes de santé humaine, grâce à la baisse des particules fines », ajoute Raphaël Trotignon. Ce dernier, qui n'a pas participé à ce travail, assure que cette étude est « originale et très intéressante. Car avoir une analyse plus globale sur l'impact des quotas des émissions de gaz carbonique va encourager à la baisse des émissions au niveau européen et peut-être au niveau mondial ».

Au-delà des objectifs directs pour contenir l'impact de l'effet de serre, la baisse des émissions de CO₂ pourrait avoir des effets bénéfiques pour la santé de l'humanité. Comme le gaz carbonique, les particules fines ne connaissent pas de frontières. ■

Armél Le Bescon
Envoyé spécial à Gevrey-Chambertin

La Grande Boucle ajoute un chapitre important à son histoire avec l'arrivée de la 8^e étape.

Colombey-les-Deux-Églises se dresse comme un seul homme à la mémoire du général de Gaulle en accueillant, ce samedi, le Tour. Christian Prudhomme, son directeur, parle du symbole dans cette halte du peloton dans la petite commune de 400 âmes nichée en Haute-Marne : « On est dans la vraie histoire avec Colombey-les-Deux-Églises car l'arrivée aura lieu à une dizaine de mètres où le général de Gaulle avait salué le peloton le 16 juillet 1960. On garde notre lien avec l'Italie puisque le Général avait serré la main de Gaston Nencini, le Maillot jaune que l'on a célébré il y a quelques jours en Toscane. » Nicolas Lacroix, le président du département, a été l'artisan de cette arrivée inédite ajoutant non sans malice, un passage par Bologne déjà sur la carte lors de la 2^e étape en Émilie-Romagne ! Une journée historique pour Pascal Babouot, le maire de Colombey-les-Deux-Églises : « Ce ne sera pas une étape comme les autres. Ce moment est extraordinaire et on a beaucoup de fierté à accueillir le Tour de France. Je rappelle qu'au moment de la présentation du parcours en octobre dernier au Palais des congrès à Paris, la seule étape où les gens ont applaudi c'était celle de Colombey-les-Deux-Églises. Il y a bien une signification. Colombey marque encore les gens. »

Le poids de l'histoire du pays nous ramène à la figure du Général, l'homme du 18 juin 1940, de la Libération avant celle du président de la République, commémoré chaque année au-delà de la commune du Grand Est. « On reste un village rural à vocation paysanne et artisanale. Mais c'est surtout un village paisible conscient de son rôle historique car on aura à jamais l'ombre du Général au-dessus de nos têtes, souligne le maire. Tout ceci inspire le respect et la discrétion. » Depuis la disparition du Général en 1970, un peu plus de cent mille personnes affluent chaque année dans la petite commune où La Boissière, lieu de résidence de la famille de Gaulle et le mémorial de la croix de Lorraine sont visités avant le recueillement au cimetière. Colombey a ouvert ses bras au passage de la flamme olympique le 28 juin dans une séquence où le village associe exceptionnellement l'histoire au sport.

« Tout n'a pas été simple »

Habitué aux événements et aux nombreuses cérémonies, Pascal Babouot explique l'hommage qui sera rendu au Tour de France et au grand homme : On a fait tout un parcours avec différents tableaux du général de Gaulle en situation avec le sport. Pas uniquement en rapport au cyclisme mais le sport dans sa globalité car c'est également un clin d'œil aux Jeux olympiques. On a de Gaulle qui ouvre les



Le 16 juillet 1960, le Tour de France s'arrête à Colombey-les-Deux-Églises, entre Besançon et Troyes, pour rendre hommage au général de Gaulle (au centre). AFP

Tour de France: le symbole Colombey-les-Deux-Églises

Jeux olympiques de Grenoble, de Gaulle qui assiste à un entraînement d'escrime, de Gaulle lors d'une finale de Coupe de France de football. On a bien sûr deux images du président de la République dans la foule qui salue les coureurs du Tour de France en 1960 à Colombey. La petite commune a déployé tous ses moyens en énergie et en bonne volonté pour être à la hauteur de l'événement. Entre le passage de la flamme olympique et le Tour de France, on va dépenser 25 000 euros car il y a la réfection des trottoirs, on a préparé également quelques goodies, mais on est plus dans un budget fonctionnel pour la moitié de l'investissement », note le Maire soutenu dans sa tâche par la Haute-Marne.

Jean-Paul Olivier, historien du Tour a écrit de nombreux ouvrages sur le Général et rappelle cet instant du 16 juillet 1960 quand le peloton met pied à terre à Colombey en provenance de Besançon :

« C'était une manière d'abord de saluer le chef de l'Etat car le général de Gaulle avait une aura très particulière. Il avait fait les guerres, il était devenu président de la République donc c'était le grand président et il fallait s'arrêter mais tout n'a pas été simple. » Jean Garnault avait été envoyé en éclaireur à Colombey par Jacques Goddet, le directeur du Tour. « Le Général est bien là au bord de la route parmi la foule », avait confirmé le chef de service sportif du Tour. « Il n'y a que la guerre qui a arrêté le Tour », souffle Félix Lévitan au patron du Tour qui se demande quelle attitude adopter. Jean-Paul Olivier note que la discussion se passe sur Radio Tour alors que le peloton à faible allure est à une trentaine de kilomètres de Colombey.

Goddet décroche sur le champ : On va faire un arrêt à Colombey. Mais encore faut-il prévenir le peloton avant qu'il ne s'embarque avec ses sautes d'humeur dans

la perspective de l'arrivée à Troyes. Jacques Goddet fera appeler Henri Anglade, l'ex-champion de France, et lui explique la situation raconte Jean-Paul Olivier. Il devait passer l'ordre et demander aux porteurs de maillots distinctifs de se mettre en première ligne avant d'arriver à Colombey. Tenuës et rigueur des 14 équipes nationales et régionales en course étaient indispensables à cet instant, même après 21 étapes épuisantes d'une édition marquée par la chute dramatique de Rivière dans la descente du Perjuret.

« Un silence respectueux »

Le peloton met les freins sur la route nationale 19 avec, aux avant-postes, Gaston Nencini, le Maillot vert, André Darrigade, le champion du monde en titre, Henri Anglade, l'homme de la manœuvre et le vétéran du peloton, Antonin Rolland qui participe à son dernier Tour à l'âge de 35 ans. « Il y a un peu de flottement dans cette affaire, note l'ancien journaliste de France Télévisions, il y a même un silence car on ne sait pas ce qui va se passer en réalité. C'est François Flohic, l'aidé de camp du Général, qui lui dit : "Mais mon Général, allez donc les saluer ! Et le Général va saluer les 5 coureurs porteurs de maillot distinctif." » Les photos ne sont pas nombreuses mais le peu immortalise le moment insolite de cette rencontre. « Le Général était un habitant de Colombey à ce moment-là et habitait d'autre. Il était parmi les habitants de Colombey-les-Deux-Églises et cette photo illustre bien tout cela. Il était content d'être au milieu des Colombéens », explique Jean-Paul Olivier.

Au plus proche de cette scène, l'envoyé spécial du Télégramme de Brest, André Herné dit « d'un silence respectueux dans son écrit du jour. Je ne croyais pas que quelqu'un put mettre fin au vacarme du Tour. Ici, l'essentiel absent était le bruit qui venait mourir dans ce carrefour de Colombey-les-Deux-Églises. Il restait encore une centaine de kilomètres avant de rejoindre l'arrivée à Troyes où le Français Pierre Beuffeul s'imposait après avoir manqué la totalité de cet instant historique ! Comme il n'est jamais trop tard pour remettre l'église au milieu du village de Colombey, notre merveilleux conteur rappelle les faits : Beuffeul était resté à l'arrière du peloton. Mais il ignorait les raisons de cet arrêt car avant d'arriver au village, il avait fait régler son dérailleur qui lui causait du souci. Croyant à une chute, il avait profité de cet arrêt pour satisfaire un besoin naturel avant de repartir quand le peloton et les voitures avaient repris leur route. Bernard Gauthier lui avait expliqué à sa manière - avec humour - les raisons de cette pause et Beuffeul, pas contrarié pour un sou, en était resté là, satisfait des explications de son ami Gauthier qui portait les couleurs de l'équipe du Sud-Est. Mais c'était un bon coureur ce Beuffeul, un excellent attaquant. Il s'est échappé à 35 km de l'arrivée signant sa première victoire dans le Tour à Troyes. »

Voilà comment la petite histoire se mêle à la grande histoire avec cette phrase d'Antoine Blondin dans sa chronique du jour : Je suis enfin d'accord avec un président de la République qui ne laisse rien passer, même pas le Tour de France », rappelle Jean-Paul Olivier. ■

8^e étape, samedi : Semur-en-Auxois - Colombey-les-Deux-Églises (183,4 km); 9^e étape, dimanche : Troyes-Troyes (199 km).

La fusée Evenepoel remporte le contre-la-montre et revient sur Pogacar

Au terme d'un chrono irrespirable où les cadors du général se sont rendus coup pour coup, le Belge Remco Evenepoel (Soudal Quick-Step) s'est imposé entre Nuits-Saint-Georges et Gevrey-Chambertin (25,3 km) après un effort de 28 min 52 s et ce malgré une légère défaillance. Le Belge de 24 ans a, pendant quelques secondes, eu peur d'avoir déraillé. Plus de peur que de mal pour le champion du monde du contre-la-montre, qui a coupé la ligne avec 12 s d'avance sur le maillot jaune Tadej

Pogacar. Primoz Roglic complète le podium. Premier Français, Kevin Vauquelin, qui a longtemps tenu la corde, termine à la 6^e place. Au général, Evenepoel (2^e) réalise une très bonne opération en revenant à 33 s du leader de la formation UAE, Tadej Pogacar. Cette 7^e étape a été marquée par l'embrassade entre Julien Bernard (Lidl-Trek) - natif de Nevers - et sa femme. Ce samedi, le peloton va pouvoir faire tourner les jambes avant d'affronter les terribles chemins blancs d' dimanche. T. L. B.

Le XV de France à la recherche de nouveaux talents en Argentine

David Reyrat

Les Bleus affrontent ce samedi soir les Pumas. Un test de croissance pour une équipe inexpérimentée.

Saisons à rallonge, cadences infernales. Victime de son succès, le rugby n'en finit plus d'entasser les compétitions. Pour aboutir à des choix tubusques mais inévitables afin de préserver la santé de ses troupes. Pour la tournée estivale du XV de France en Argentine (test-matches ce samedi et le 13 juillet), le sélectionneur, Fabien Galthié, n'a guère eu le choix. Aucun joueur majeur - les Dupont, Alldritt et autres Fickou, sollicités il y a un an par la Coupe du monde, ont été laissés à l'herbage - mais quelques retours en bleu et beaucoup de sang frais.

Si quelques (rares) "anciens" se voient offrir une opportunité de relancer leur carrière internationale - comme le demi de mêlée de Toulon, Baptiste Serin, pro-

mu capitaine de cette sélection hétéroclite, son coéquipier du RCT, le pilier Gros, ou encore Jaminet et Couilloud (remplaçants pour ce premier test) - c'est une équipe de France rajeunie (24,5 ans de moyenne d'âge) et très inexpérimentée (7 sélections en moyenne) qui va se présenter ce soir (21 heures françaises, Canal+) face à des Pumas qui n'auront pas de pitié.

Dans le brasier de Mendoza

Fabien Galthié, qui espère dénicher quelques perles rares pour étoffer son groupe en vue de la Coupe du monde 2027, lance en effet huit novices (dont six titulaires) dans le brasier de Mendoza, petite ville argentine au public réputé très chaud. Parmi les novices, seront

particulièrement scrutés les débuts en bleu du très jeune ailier de Pau, Théo Attissogbé, ou du centre Antoine Frisch, exilé en Irlande (sous le maillot du Munster) et qui découvrira enfin, à 28 ans, le Top 14 la saison prochaine puisqu'il a signé au RC Toulon. Attendu aussi, la première de Jordan Joseph au centre de la troisième ligne. Désigné meilleur joueur du Mondial U20 en 2018, où les Bleuets de Romain Ntamack avaient été sacrés, le Racingman a perdu beaucoup de temps. À lui de profiter de cette tournée pour enfin confirmer des attentes pour l'instant déçues.

À ceux qui doutent que cette tournée révèle les talents de demain, on rappellera qu'en 2021, lors de celle en Australie, la bleussaille avait vaillamment résisté (une

victoire sur l'île-continent attendue depuis plus de trente ans et deux défaites de peu), permettant à quelques joueurs de gagner leur place pour la Coupe du monde 2023 (Jelouch, Woki, Danty, Villière, Jaminet...). C'est ce que l'on peut souhaiter à ces Bleus new-look qui « ont tout à gagner », ne cesse de leur répéter Fabien Galthié. « Je suis prêt à parier que cinq ou six joueurs seront "premium" pour les années futures. Cette tournée va être un accélérateur de croissance. Une sélection, c'est l'équivalent d'une année d'expérience de joueur de rugby. » ■

Le XV de France : Barré - Attissogbé, Galliton, Frisch, Etien - Hastoy, Serin (cap) - Jégou, Joseph, Nouchi - Pesenti, Auradou - Colombe, Barlot, Gros. Remplaçants : Baubigny, S.Taofiféna, Bamba, P. Tuliagi, Guillard, Nouchi, Couilloud, Jaminet.

EN BREF

F1 : à domicile, Lando Norris veut prendre sa revanche sur Max Verstappen

Une semaine après son accrochage au GP d'Autriche avec Max Verstappen (Red Bull) alors qu'il tentait de lui chiper la première place, Lando Norris (McLaren) tentera dimanche (15 h 55, Canal+) de prendre sa revanche devant son public à Silverstone. Sur l'un des circuits les plus mythiques de la saison de Formule 1, le Britannique, qui avait dû abandonner au Red Bull Ring alors que le triple champion du monde était parvenu à terminer 5^e, voudra confirmer les progrès des monoplaces de couleur papaye qui ne cessent de se rapprocher de Red Bull.

EURO QUARTS DE FINALE

ESPAGNE	hier	ALLEMAGNE
PORTUGAL		FRANCE
PAYS-BAS	samedi 21h TF1, 8e IN	TURQUIE
ANGLETERRE	18h M6, 8e IN	SUISSE

Avis de tempête sur la démocratie occidentale : Quel rôle pour les citoyens ?

➤ Lire aussi **PAGES 2 A 10**

Cela faisait des années que la crise couvait. Un mouvement « *inarrêtable car existentiel* », note dans *Le Point* cette semaine le géographe Christophe Guilluy, qui décrit depuis des années l'insurrection des classes moyennes occidentales abandonnées par les élites et entrées en révolte culturelle et politique contre le modèle des frontières ouvertes. En 2016, le Brexit et la victoire de Trump avaient produit un premier coup de tonnerre à travers l'Occident assoupi et distrait, faisant germer l'idée de créer à Tocqueville une conférence transatlantique sur la démocratie pour y discuter de ces insurrections populaires et des moyens d'y remédier sous le magistère du grand philosophe normand de l'âge démocratique Alexis de Tocqueville, auteur de *De la démocratie en Amérique*.

Six ans plus tard, voilà la démocratie occidentale en avis de tempête généralisé alors que les Conversations Tocqueville, coorganisées par la Fondation Tocqueville et *Le Figaro*, avec la participation de l'Atlantic Council, de la région Normandie, du département de la Manche et de la communauté de communes du Cotentin, tiennent ce week-end leur 6^e édition dans le charmant bocage normand. « *Faut-il voir dans le fait qu'une visite ait été organisée au musée océanographique de Cherbourg, qui abrite actuellement une exposition consacrée au Titanic, un avertissement du destin ?* », s'est demandé en forme de clin d'œil le philosophe ukrainien Constantin Sigov, à la veille de l'événement.

La déferlante des crises, des défis et des lourdes incertitudes qui submerge un Occident déboussolé est impressionnante. Comme si un lent travail de sape, de renoncements successifs, d'erreurs stratégiques de jugement et d'exaspérations finissait par arriver à maturation, mettant les crises en résonance les unes avec les autres, et accélérant la débâcle de l'« ancien régime » et l'avènement d'une révolution. À Paris, le Rassemblement national, parti au passé d'extrême droite qui suscite d'énormes inquiétudes sur ses intentions, ses compétences (et incompétences) mais qui a opéré une mue politique qui le place dans le cadre républicain, quoi qu'en disent ses adversaires, est aux portes du pouvoir, promettant l'ordre, l'endiguement de l'immigration, la lutte contre l'islamisme et le rétablissement du pouvoir d'achat. Le véritable raz de marée dont il a bénéficié représente un signal retentissant envoyé à l'élite. Une sorte de sommation de se saisir des sujets qu'il juge primordiaux. Il représente la même vague populaire et la même volonté de renverser la table qui a produit Trump et qui vient de le ressusciter, la même tempête qui met du vent dans les voiles de toute une série de révoltes nationalistes et de partis populistes et d'extrême droite à travers l'Europe. C'est la même colère contre les élites gouvernantes occidentales qui, depuis 1991, ont rêvé et encouragé de manière obsessionnelle et largement irresponsable la fin des nations, l'absence des frontières, l'immigration de masse, la globalisation à tous crins et l'interchangeabilité des peuples. Surgit une demande de protection, d'ordre minimal, de limites, d'autorité, dans un monde fluide, de plus en plus barbare et chaotique, qui semble ne plus en avoir aucune. Les Français, désillusionnés sur l'avenir, votent Jordan Bardella non parce qu'ils croient spécialement en ce jeune homme de 28 ans dont l'absence d'expérience et les programmes économiques confus et changeants suscitent le vertige, mais parce qu'il leur promet ces limites. Et qu'il donne le sentiment qu'il essaiera, au minimum, de les installer.

« Nous avons évacué le problème des inégalités obscènes de nos sociétés et de la nécessaire redistribution de la richesse pour vendre au peuple des guerres culturelles et identitaires »

Daniel Levy

Essayiste et consultant anglo-israélien

À gauche, face à cette déferlante, digérant lentement ses concurrents auxquels il a réussi à imposer ses conditions et son programme au sein d'un Front populaire de gauche hétéroclite, et affichant ouvertement l'antisémitisme virulent de son mouvement et ses liens ouverts avec les islamistes, le leader extrême de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui prône l'insurrection, l'assaut contre les riches, l'immigration massive et l'emballlement d'une dette déjà colossale, est en embuscade, semblant jouer le chaos. Pour leur part, dévastés et réduits pour beaucoup à une tambouille honteuse avec le nouveau Front de gauche au nom du grand barrage « républicain » qui doit selon eux empêcher le RN de gouverner, les partis du centre et de la droite traditionnelle ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes après la dissolution ordonnée par un président Macron qui a sabordé sa majorité, anéanti sa formation politique et ce qui restait de son crédit. Dans les scénarios qui s'offrent aux Français, les prédictions oscillent entre celle, révolutionnaire (ou non) et plaçant le pays en terra incognita, d'une arrivée du RN et celle d'une France ingouvernable.

Des perspectives qui inquiètent à travers l'Europe, vu le rôle essentiel de la France au cœur du réacteur politique, économique et militaire européen, notamment sur la question de la guerre de Poutine qui

continue de battre son plein en Ukraine. Les liens sulfureux et extrêmement étroits du Rassemblement national avec le dictateur russe depuis le début des années 2000 et les intentions longtemps affirmées du RN de sortir de l'organisation intégrée de l'Otan pour se rapprocher de la Russie (ces plans étaient encore sur son site internet il y a quelques jours) suscitent un profond émoi dans l'est de l'Europe, où le positionnement récent du président Macron, très à l'offensive aux côtés de Kiev, avait été perçu comme une divine surprise. Loin de se limiter à la France, la révolte touche aussi maints autres pays européens, où les partis populistes ont aussi le vent en poupe, comme en Allemagne, traversée elle aussi par un vent de révolte et une montée sans précédent de l'Alternative pour l'Allemagne, d'extrême droite, beaucoup plus extrémiste encore que le RN. Et si la Grande-Bretagne s'apprête à voter pour les travaillistes, elle assiste bouche bée au naufrage du parti conservateur et à l'émergence sur ses ruines du parti de la réforme de Nigel Farage, dont les liens avec Marine Le Pen et Donald Trump ne sont un secret pour personne. De l'autre côté de l'Atlantique, le tableau des divisions béantes de l'Amérique et du duel pénible d'un Joe Biden ne parvenant plus à exprimer clairement ses idées et à suivre le fil de sa pensée avec un Donald Trump que ses conseillers décrivent comme plus réagien qu'isolationniste mais qui projette l'image d'un Narcisse imprévisible donne aussi une inquiétante image de faiblesse. Sauf surprise de dernière minute, Trump semble s'acheminer vers une nouvelle victoire. Pas parce qu'il enchante l'Amérique (70 % des Américains rêveraient d'un autre candidat). Mais parce que lui aussi, comme Bardella, parle de limites. Celles des frontières, celles des nations, celle de la différence des sexes. Répétons-le, cette crise est une crise des limites.

Car une bonne partie des élites à l'ouest s'est égarée ! Non contentes d'avoir travaillé pour des raisons idéologiques à l'affaiblissement du cadre national, puis d'avoir laissé entrer des millions de personnes que nous avons renoncé à intégrer, non contentes d'avoir désindustrialisé et désarmé nos pays pour le plus grand profit des puissances néotalitaires russe et chinoise, qui défient le droit international par un révisionnisme agressif, ces élites, minoritaires mais passivement adouées, ont accepté sans consultation aucune de convertir nos sociétés à une idéologie wokiste de déconstruction qui mine toutes nos certitudes, jusqu'à la distinction biologique fondamentale entre l'homme et la femme au nom d'un individualisme sans limites supposé avoir tous les droits, même celui de changer la nature. Aujourd'hui, dans les entreprises d'Amérique et même d'Europe, il est à la mode de battre sa coulpe, d'énoncer « ses promesses », et de vouer aux gémonies l'oppression patriarcale.

Comment, dans ce contexte, inspirer notre jeunesse ? La notion d'universalisme, d'égalité devant la loi, est piétinée par les nouveaux censeurs des départements d'équité et d'inclusivité des universités américaines au nom d'un décolonialisme de plus en plus débridé. Ces nouveaux gardiens du temple identitariste, supposés guetter les discriminations, paraissent pourtant se moquer comme d'un guigne de la vague d'antisémitisme qui a déferlé sur les campus américains désormais hérissés de drapeaux palestiniens et flirtant avec l'idéologie du Hamas. Et contrairement à ce qu'avait espéré Yascha Mounk lors de précédentes Conversations Tocqueville, loin d'échapper aux fureurs de la culture de l'annulation en raison de son héritage catholique non puritain et de sa culture de pensée critique, même la France s'est mise à faire du copier-coller de l'« Évangile américain selon saint Woke ».

Bien sûr, au départ, derrière cette idéologie, il y a eu une intention légitime et louable, placée dans le sillage des combats pour les droits civiques, de protéger les minorités de politiques discriminatoires. Mais, comme le note Joshua Mitchell, qui a écrit un livre remarquable dédié à la signification de cette nouvelle révolution américaine, il s'agissait jadis de combler la blessure inacceptable de l'inégalité des droits entre Blancs et Noirs, bref, de rétablir la justice et de rendre l'Amérique meilleure, pas de la punir et ni la saborder. « *Martin Luther King voulait que la promesse de l'Amérique soit accessible à tous, que la communauté noire ait accès à Shakespeare, alors que les woke veulent annuler Shakespeare* », nous disait-il ces derniers jours. À quel moment la sortie de route s'est-elle opérée, et pourquoi ?

Le sujet est au cœur des débats qui se tiennent depuis hier à Tocqueville sur cet identitarisme omniprésent qui gomme les citoyens au bénéfice des tribus. Mais comment ne pas voir que la colère populaire qui se manifeste dans un soutien aussi massif aux partis populistes est aussi une révolte des citoyens contre ceux qui ont parfois décidé de bafouer le bon sens le plus élémentaire ? « *Ce qui se passe actuellement : une révolte populaire contre un modèle politique imaginé par les élites qui a complètement échoué politiquement mais a persisté à imposer ses choix, disqualifiant tous ceux qui s'y opposaient à l'aide de l'étiquette d'« extrême droitisation » du débat. La rébellion se fait contre un extrême centre autoritaire* », analyse l'intellectuel de droite québécois Mathieu Bock-Côté, qui est à Tocqueville pour les Conversations. « *Ce qui se passe aujourd'hui en France, en Amérique et ailleurs à travers l'Occident montre à quel point le système démocratique occidental est cassé. Nous avons évacué le*

problème des inégalités obscènes de nos sociétés et de la nécessaire redistribution de la richesse pour vendre au peuple des guerres culturelles et identitaires. Je dirais que la gauche a abandonné les classes populaires. L'extrême droite est sans doute la seule à ne pas les avoir abandonnées, mais elle leur propose une impasse », explique de son côté l'essayiste et consultant anglo-israélien Daniel Levy, lui aussi présent à Tocqueville.

Malgré leur responsabilité, les partis de gouvernement ne semblent pourtant pas se presser de faire l'autopsie de leurs erreurs, préférant crier paresseusement au loup fasciste et appelant au « barrage ». Un réflexe qui rappelle l'accueil qui fut réservé à Trump à son arrivée aux affaires. Ainsi, des médecins, des professeurs ou des fonctionnaires lancent-ils des appels à la « résistance » de leurs organisations professionnelles, se disant prêts à ne pas reconnaître le jeu de la démocratie, au nom de la préservation de cette dernière. L'extrême gauche a aussi menacé de semer le feu dans le pays si le RN arrive aux affaires. Une tentation de la délégitimation qui a porté des fruits catastrophiques aux États-Unis, où elle a nourri les paranoïas de Trump contre l'État profond et son désir, dangereux et contagieux, d'en découdre avec lui. Jusqu'à quel point le 6 janvier 2021 a-t-il été le résultat de cet enchaînement délétère ? Les appels au meurtre de Bardella et au viol de Marine Le Pen lancés dans une vidéo incendiaire publiée par vingt rappeurs français supposément pour inciter leurs fans à aller voter révèlent la bascule dans la barbarie qui guette, et l'ampleur des haines et des dangers qui pèsent sur notre pays.

Comme le montre une note récente de la fondation Fondapol, les populations d'Europe se sont massivement tournées vers les partis populistes et d'extrême droite car elles se sentent abandonnées dans leur constat qu'il fallait mettre une limite à l'immigration devenue hors de contrôle

Ce spectre d'une confrontation montre l'urgence du réengagement du citoyen dans la cité, sujet central des Conversations Tocqueville cette année. Nous parlons de réengagement, car il faut bien dire que le citoyen a été presque effacé de la carte par l'obsession identitaire et tous les « ismes » - wokisme, islamisme, autoritarisme, individualisme effréné, consumérisme - qui tentent de l'enfermer ou de le subjuguer, le détournant de ses responsabilités dans la cité.

Plusieurs sujets majeurs devraient être notamment sous notre loupe commune. Curieusement, ces défis tournent tous autour de la question des limites. Le premier défi a trait à la réponse à apporter aux questions posées par le vote populiste, essentiellement celles de l'immigration, de l'autorité, et celles que soulèvent d'une part la place croissante de l'islam dans notre pays et de l'autre l'islamisme. Comme le montre une note récente de la fondation Fondapol, les populations d'Europe se sont massivement tournées vers les partis populistes et d'extrême droite car elles se sentent abandonnées dans leur constat qu'il fallait mettre une limite à l'immigration devenue hors de contrôle. Au lieu de crier au fascisme, les citoyens d'Occident ne doivent-ils pas prendre ce sujet à bras-le-corps, pour formuler des propositions citoyennes afin de ne plus abandonner la question de l'immigration au seul Rassemblement national ? Autre sujet majeur dont les électeurs rechignent l'examen mais qui reste largement tabou, celui de la place de l'islam dans notre société. Là aussi se pose un problème de limite. Celle qui existe entre la religion et la politique dans un État laïque et démocratique. Comment s'y prendre avec l'islam, religion englobante qui selon Tocqueville ne permettait pas d'établir cette séparation ? Les pays occidentaux sont-ils en train d'inventer un nouvel islam compatible avec la laïcité et la démocratie, ou vont-ils devoir accepter des accommodements incompatibles avec nos valeurs ? Faut-il chercher dans la disparition croissante du christianisme des sociétés occidentales et l'effacement de la parole chrétienne, la cause des nouvelles quasi-religions comme le wokisme, qui surgissent sur les ruines du protestantisme ?

Il est un autre sujet lié à la crise que nous traversons qui reprend ce thème des limites et doit occuper les citoyens d'Europe et d'Occident. C'est le danger de la Russie poutinienne, comme nous l'explique le professeur ukrainien Constantin Sigov. Poutine, nous rappelle-t-il, est « *le politique qui franchit toutes les limites : celles des frontières quand il entre en Ukraine, celles du droit international qu'il piétine ; celle de la déshumanisation, celle du vrai et du faux, de la manipulation de l'histoire. C'est l'homme du bespredel, qui en russe signifie à la fois « arbitraire » et « absence de limites »* ». Un danger qui menace donc tout l'Occident où la Russie, aidée par la Chine et voyant notre faiblesse, s'emploie à semer le chaos par une forme de guerre hybride à grande échelle. « *De ce point de vue, il semble que ceux qui au Rassemblement national pensent qu'ils tireront profit de leur alliance avec « l'homme fort » se trompent car il n'acceptera d'alliés que couchés devant lui* », note Sigov. ■

LAURE MANDEVILLE

Les Conversations Tocqueville, qui tiennent ce week-end leur 6^e édition, se pencheront sur la déferlante des crises, des défis et des lourdes incertitudes qui submergent un Occident déboussolé. Les élites gouvernantes occidentales ont rêvé et encouragé la fin des nations, l'absence des frontières, l'immigration de masse et la globalisation à tous crins. Surgit une demande de protection, d'ordre minimal, de limites, d'autorité, dans un monde fluide, de plus en plus chaotique.

La majorité plurielle du parti unique



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, la classe dirigeante française a eu peur. Par classe dirigeante, j'entends tout à la fois ceux qui gouvernent depuis quarante ans, environ, et ceux qui sont reconnus comme l'opposition légitime, qu'on peut maudire, et même accuser d'extrémisme, mais qui sont toujours réintégrés, à la dernière seconde, dans l'arc républicain, qui sont du bon côté du « cordon sanitaire ». J'entends tous ceux qui sont au cœur du système, qui en dépendent, qui s'y opposent de l'intérieur ou qui partagent ses a priori philosophiques. Pour cela, je parlerai du régime.

Le régime, donc, a pris peur. Il s'est imaginé, pour la première fois, vraiment, le RN au pouvoir – le RN qu'il assimile à l'extrême droite, et cette dernière représentant la catégorie négative fondatrice contre laquelle il s'est constitué. L'extrême droite, dont personne ne se revendique, et qui est une catégorie contestée par ceux à qui on l'accorde, étant considérée comme le plus grand mal, tout est permis. Le dispositif antifasciste s'est activé. L'état d'exception est déclenché, et, pour sauver la démocratie d'un peuple à la veille de commettre un dérapage électoral collectif, tout est permis.

On notera que les gardiens idéologiques du régime interprètent cette jacquerie d'étonnante manière. La progression de la droite nationale (car c'est d'elle dont on devrait parler) n'est pas présentée comme celle d'une force politique rationnelle, gagnant des électeurs par ses diagnostics et ses propositions, mais comme celle d'un démon sorti des enfers s'emparant de l'esprit d'une population d'un coup possédée, et qu'on doit exorciser en répétant

sans cesse la formule « extrême droite », censée la désenvoûter.

Première chose à faire : rappeler que la percée du parti dissident ouvrirait dans la société les valves de la haine raciste. Que cela soit vrai ou faux importe peu, qu'il s'articule à partir de rumeurs douteuses qui seront invalidées ensuite ne compte pas non plus. On a même entendu une leader du NFP expliquer que les immigrés sont victimes de ratonnades, la nuit, de la part de miliciens néofascistes. Le mensonge s'institutionnalise. Certains médias, et plus encore ceux du service public, fabriquent les scandales dont ils ont besoin pour favoriser la diabolisation. Ils nomment cela la vigilance citoyenne.

En un deuxième temps, on l'a vu, l'ensemble des forces politiques qui, hier encore, se combattaient se fédèrent dans une forme de parti unique qui ne dit pas son nom, pour tenir les insurgés loin du pouvoir. C'est la fameuse doctrine du barrage. On découvre qu'en dernière instance leur différence n'est pas de nature, mais de degrés. Ils travaillent ensemble pour le Nouveau Front populaire. Ils partagent, devant l'émergence de la droite nationale, une vraie convergence « de valeurs ».

Dans un troisième temps, la société civile est appelée à se mobiliser. Toutes les associations doivent afficher leur soutien au parti unique. Les tribunes se multiplient, et, à quelques nuances près, disent toutes la même chose. Le vote n'est plus secret, chacun doit dire le sien. La traque aux dissidents potentiels est lancée. Qui s'éloigne minimalement de la ligne, qui ne répète pas le bon slogan de la bonne manière est soupçonné publiquement de complicité avec la bête. On le dénoncera à coups de pétitions inquiètes.

Et, contrairement à ce que certains ont voulu croire ces dernières années, la diabolisation fonctionne encore. Ceux qui, de près ou de loin, vivent dans la lumière du pouvoir, ou qui en dépendent, ou qui le redoutent, s'y montrent très sensibles. On ne doit pas non plus sous-estimer les effets de quarante ans de conditionnement mental à réagir de manière pavlovienne dès lors qu'on entend le mot « extrême droite ». Ces quarante années s'inscrivent dans une histoire plus longue, et dans une structuration du clivage politique qui donne un avantage moral à la gauche.

Au final, les seuls à oser se révolter contre le régime sont ceux qui subissent le modèle de société qu'il promet et qui, en plus, sont constamment humiliés par ceux qui leur expliquent qu'ils devraient plutôt se réjouir de leur sort et sont moralement coupables de ne pas le faire. À l'échelle de l'histoire, le pouvoir l'emporte la plupart du temps, quand on se révolte contre lui. On le verra probablement dimanche soir. La mobilisation totale sera parvenue à ses fins.

Enfin viendra la majorité plurielle du parti unique. Et, une fois l'insurrection matée, le peuple sera puni. Il a voulu d'abord une politique de droite. On lui infligera une politique de gauche. On modifiera ensuite les institutions, par exemple en réformant le mode de scrutin. On essaiera de fermer les médias jugés dissidents. On étendra le domaine des propos interdits. On multipliera les persécutions contre les opposants déclarés. Le dispositif antifasciste va jusqu'au bout de lui-même : plus jamais ça. Plus jamais d'insurrection électorale non maîtrisée. On appelle cela la démocratie. Peut-être même la République. ■

« La “mélonisation” du Rassemblement national n'est qu'un mirage électoraliste »

« **A**u plus fort de l'orage, il y a toujours un oiseau pour nous rassurer. C'est l'oiseau inconnu. Il chante avant de s'envoler », écrivait René Char. Alors que le Rassemblement national est aux portes du pouvoir, l'oiseau gazouille à nos oreilles que le parti de Marine Le Pen serait en passe de se « méloniser » et de muer en un parti de droite conservatrice, pragmatique sur le plan économique et prêt, derrière quelques postures rhétoriques, à embrasser aussi bien le projet européen que l'Alliance atlantique. Dans les diners en ville, les élites et les milieux d'affaires apprécient cette douce mélodie, aussi réconfortante que légitimante.

Force est cependant de constater qu'en matière de politique étrangère, ce parallèle ne résiste pas à l'épreuve des faits. Il y résiste d'autant moins que la vision européenne et internationale de Giorgia Meloni s'inscrit dans une histoire idéologique et des alliances antagonistes à celles de Marine Le Pen. Le premier point de divergence a trait à la relation transatlantique. Alors que l'antiaméricanisme a été, tout au long de son histoire, l'une des matrices du Rassemblement national, Fratelli d'Italia s'est affirmé, dès sa création en décembre 2012, comme un parti atlantiste. Après s'être rapprochée des conservateurs américains, Giorgia Meloni a veillé, dans les mois précédant son entrée au palais Chigi, à nouer des liens étroits avec l'Administration Biden. Au moment même où Marine Le Pen appelait à sortir du commandement intégré de l'Otan et à nouer une alliance avec le Kremlin sur la sécurité européenne, Adolfo Urso, un proche de Meloni qui occupe désormais le poste stratégique de ministre des Entreprises, se rendait à deux reprises dans la capitale américaine afin de réaffirmer l'implication totale de l'Italie au sein de l'Alliance atlantique.

Depuis son accession au pouvoir le 22 octobre 2022, la présidente du Conseil s'est affirmée comme l'une des figures incontournables du bloc occidental. Tandis que le gouvernement de Giuseppe Conte avait décidé en 2019 de rejoindre les « nouvelles routes de la soie » de Pékin, Meloni a qualifié cette décision de « grave erreur » et en a retiré son pays. Mais c'est à l'égard de la Russie que le contraste avec le RN est le plus saisissant. Dans l'opposition puis au pouvoir, la dirigeante italienne a toujours défendu le principe d'une aide militaire à Kiev. Avant même son accession au pouvoir, elle

envoyait des émissaires dans la capitale ukrainienne pour assurer le président Zelensky de son soutien. Dans les couloirs de Bruxelles, elle a joué un rôle clé pour faire adopter les sanctions qui ont visé le régime poutine et ses affiliés.

De son côté, vitupérant les sanctions imposées à l'égard de la Russie, Marine Le Pen, sous prétexte d'un principe de réalité qui n'est que le masque d'une fascination pour Poutine dont elle ne s'est jamais départie, appelle l'Ukraine à accepter l'annexion de la Crimée et du Donbass. Surtout, c'est la Maison-Blanche qu'elle rend, plus que le Kremlin, responsable de cette guerre. Cet antiaméricanisme primaire, elle le justifie en prétendant s'inscrire dans l'héritage du gaullisme. Par là même, elle ne fait en réalité que trahir la pensée et l'action de l'homme du 18 juin. Elle oublie en effet que le général de Gaulle, s'il veilla inlassablement à défendre l'indépendance de la France, fut toujours, et sans une once d'hésitation, aux côtés des États-Unis dans les périodes d'extrême tension.

« Dans les couloirs de Bruxelles, Giorgia Meloni a joué un rôle clé pour faire adopter les sanctions qui ont visé le régime poutine et ses affiliés »

Jérémie Gallon

Au cours des cinq dernières années, c'est aussi sur la scène européenne que Fratelli d'Italia s'est, par contraste avec le RN, imposé comme une force crédible. Sur la question migratoire, les politiques de compétitivité et de défense, la dirigeante italienne et ses troupes ont su bâtir des coalitions et devenir un acteur central du jeu européen. En s'appuyant sur des figures respectées dans la bulle bruxelloise tel que l'ancien commissaire et président du Parlement européen, Antonio Tajani, dont elle a fait son ministre des Affaires étrangères, Giorgia Meloni a renforcé l'influence italienne sur l'échiquier européen. À l'inverse, malgré l'importance de sa délégation à Bruxelles, le RN n'est jamais parvenu, depuis 2019, à être perçu comme autre chose qu'une force marginale.

Il est enfin deux autres points qui ne font de la prétendue « mélonisation » du RN qu'un mirage électoraliste. Au cours de sa longue expérience ins-

titutionnelle, Giorgia Meloni avait établi de nombreux liens dans les cercles diplomatiques qui se sont avérés essentiels lorsqu'elle a pris le pouvoir. Il est peu probable que Marine Le Pen ait un pouvoir d'attraction similaire à l'égard des meilleurs talents.

Plus essentiel encore, la présidente du Conseil italien sait qu'il n'y aura pas d'Italie crédible sur la scène internationale sans une économie forte. Dans la continuité de son prédécesseur Mario Draghi, elle a donc poursuivi un agenda courageux de réformes structurelles. Par contraste, le programme économique du RN, mélange toxique d'argent magique, de démagogie et de repli sur soi, condamnera notre pays à être au ban de l'Europe. Pour paraphraser les mots du grand historien britannique Edward Gibbon à propos de l'Éthiopie médiévale : à vouloir oublier le monde, la France deviendra, sous un gouvernement du Rassemblement national, oubliée de celui-ci. ■

* Dernier livre paru : « Henry Kissinger, l'Européen » (2021, Gallimard).

FABRIEN CLAIREND



JÉRÉMIE GALLON

Le parallèle entre Fratelli d'Italia et le parti de Marine Le Pen ne résiste pas à l'épreuve des faits, estime l'avocat et essayiste*. Selon lui, les réformes économiques ambitieuses menées par Giorgia Meloni et son approche proeuropéenne contrastent fortement avec l'isolationnisme du RN.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillemin (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Theard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergu
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vos abonnés Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 15h ou 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 524 €. Semaine : 475 €. Week-end :
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allier. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier 100% recyclé et 100% européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutropisation** : P.Phot 0.002 kg/tourne de papier.

FIGARO VOX
Débats, opinions, controverses

HISTOIRE

« Pourquoi la gauche s'est toujours opposée à "l'appel au peuple" », une tribune de l'historien et enseignant Thierry Lentz

ROYAUME-UNI

« Comment le Labour a renversé la table », une tribune de l'ancien conseiller en communication de François Hollande, Gaspard Gantzer

Laurence Devillairs : « Il est urgent de créer un ministère de la Transition esthétique ! »

La philosophe publie « La Splendeur du monde », chez Stock, une invitation à aller à la rencontre de la beauté, au-delà des barrières qui s'élèvent entre elle et nous, la considérant comme un droit et un devoir.



PAR
Dorian Grellier

« Les privilèges de la beauté sont immenses. Elle agit même sur ceux qui ne la constatent pas », disait Cocteau. Laurence Devillairs est normalienne, docteur et agrégée en philosophie. À une époque où toute considération esthétique semble banylée de l'espace public, elle est en quête perpétuelle de beauté. Ou plutôt de « splendeur », qu'elle définit comme ce qui, de prime abord, ne cherche pas

à séduire. Mais favorise la communion avec ce qui nous entoure, « comme si le monde resplendissait, et peut-être moi avec lui ». Pour vivre pleinement cette expérience, la philosophe propose plusieurs « exercices d'esthétique appliquée ». Elle appelle surtout à ce que la politique s'empare de cette valeur pour agir en conséquence.



« La beauté est un devoir et un droit, à l'égal de celui de penser, d'aller et venir... Nous avons plus que jamais besoin de la beauté », plaide Laurence Devillairs.

Ce qui fait obstacle aussi, ce sont les écrans. Il faut honorer la réalité, et non pas l'instagrammer. Souligner la beauté est l'affadir. C'est pourquoi je me méfie de l'émerveillement, qui demande au monde de nous épater. Je préfère l'humble présence des choses, pas le show. Le monde n'est pas un spectacle fait tout exprès pour moi. Le bruit constitue également un obstacle. Il faudra très sérieusement envisager une charte de préservation du silence, comme une politesse envers les autres et soi-même. Car le bruit nous coupe de nous-mêmes tout en nous isolant des autres.

De même, des désastres urbains, certains connus sous l'appellation de « France moche », sont des atteintes à la beauté. L'État doit-il s'emparer du sujet à bras-le-corps ?

J'en suis persuadée. Pourquoi ne pas inclure la beauté dans les politiques de la ville, et de la campagne aussi ? Pourquoi ne pas prendre en compte la valeur esthétique dans les projets de construction ? La beauté est un devoir et un droit, à l'égal de celui de penser, d'aller et venir. Végétaliser nos bêtons, nous offrir des élevages industriels, inscrire l'éducation esthétique dans les programmes scolaires, ne pas transformer nos centres-villes en galeries marchandes : de la philosophie ? Ou un appel au courage politique ? Nous avons plus que jamais besoin de la beauté. Je pense même qu'il est urgent de créer un ministère de la Transition esthétique !

Au nom de la préservation de l'environnement, certains militants écologistes n'hésitent pas à vandaliser des œuvres d'art. Quel regard portez-vous sur de tels comportements ? D'abord, cette opposition entre nature et culture est profondément appauvrissante : le beau se trouve aussi bien dans les livres, les actes et les paroles que dans le bleu de la mer et du ciel. Le monde comprend tout cela dans un destin commun. Tout est vivant, les œuvres comme les mers et les forêts. Ensuite, ce sont des actions qui contreviennent à la cause que ces militants prétendent défendre. On devrait en effet adopter face à la nature et aux animaux, au vivant en général, la même attitude que celle que nous avons face aux œuvres d'art : ne pas toucher, ne pas parler fort, avancer avec respect. Pour ce faire, encore faudrait-il mettre en place une éducation esthétique en France. Pourquoi ne pas emmener des classes contempler des paysages, aussi bien urbains que ruraux, et les inviter davantage à franchir la porte des musées ? Les musées nous donnent le sens des limites à ne pas franchir, une sorte d'éthique de l'interdit, très bénéfique.

Vous proposez également de doter les forêts, les mers, ou encore les fleuves du statut de personnalité juridique. Or, la nature ne pourra être sauvée sans l'homme. Ne faut-il pas y voir un dangereux anthropomorphisme ? On peut imaginer constituer les mers, les fleuves en personnalités juridiques, détentrices de droits, mais il faudra des hommes pour les défendre. Et ils le pourront s'ils se sentent une obligation morale à en préserver la beauté. Nous sommes les dépositaires et gardiens de la splendeur du monde : la mer Méditerranée, les tableaux de Van Gogh, les ours polaires me concernent, moi, en propre. C'est mon legs, mon ambition. Pour qu'il y ait un monde en commun, il faut d'abord qu'il y ait cette expérience personnelle du beau. C'est une écologie esthétique, une « esthétique » non punitive. Elle repose sur une conviction : le beau est l'équivalent d'un bien à accomplir. Notre époque n'est pas celle de l'apocalypse, mais du courage.

En fin de compte, la splendeur n'est-elle pas l'affaire d'idéalistes ? Je suis idéaliste et le revendique si, et seulement si, cela ne veut pas dire déprécier le monde dans lequel nous vivons. Mais ce n'est pas non plus être aveugle à la laideur, qu'elle soit morale ou esthétique ; c'est se dire que désespérer est trop facile. L'idéalisme, c'est « croire au monde », selon l'expression de Hannah Arendt, croire malgré la perte de tant d'espérances. Don Quichotte est mon maître : il peut paraître ridicule aux yeux de certains, mais ce sont les idéalistes qui ont raison. Si l'on n'prend pas à vouloir grand, on se contente trop facilement de peu. ■

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ hors-série

MARCEL PAGNOL, L'ÉTERNEL ENFANT DES COLLINES

Cinquante ans qu'il a tiré sa révérence, et pas une ride à son œuvre. Sa saveur est intacte, la profondeur de ses héros inchangée. L'âme de Marcel Pagnol n'a cessé de rayonner sur sa Provence natale, des sentiers du Garlaban à la criée du Vieux-Port, qui bercèrent son enfance avant de lui servir de décor de cinéma. Ses œuvres exhalent la chaleur de l'été, le goût des grandes vacances et le parfum du thym mêlé à la lavande.

Pour célébrer l'anniversaire de sa mort, *Le Figaro Hors-Série* fait revivre en une luxueuse édition le dramaturge, le cinéaste et le romancier étonnant que fut Marcel Pagnol. Le récit de 9 journées de sa vie, le dictionnaire de ses personnages, illustré par les dessins cocasses de son ami Albert Dubout, les coulisses des tournages de « la bande à Pagnol », jusqu'aux adaptations de Daniel Auteuil, font de ce numéro exceptionnel le plus bel hommage rendu à l'artiste provençal. Une cure de jouvence au pays de l'enfance, coloré d'aventures et d'insouciance.



11€, 116 pages, édition de luxe, en vente actuellement
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie



Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook



LE FIGARO

économie



ALLEMAGNE
UN ACCORD À L'ARRACHÉ
SAUVE LE BUDGET
ET LA COALITION **PAGE 24**

FOOTBALL
WARNER FAIT IRRUPTION
DANS LE FEUILLETON DES DROITS
DE DIFFUSION DE LA LIGUE 1 **PAGE 27**



CNCC: AURELIA FAUDOT; A. SCHMIDT/REUTERS; EURASIA/SPORT IMAGES/SPORTS PICS; PHOTOSIPA, USA VIA REUTERS/CONNECT



L'angoisse des chefs d'entreprise à la veille du second tour

Les participants aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, sous le choc de la dissolution, se préparent à faire le deuil de sept ans de politiques probusiness. **PAGES 22 ET 23**

États-Unis : le marché de l'emploi atterrit en douceur

En surchauffe depuis la fin de la pandémie de Covid-19, le marché de l'emploi aux États-Unis multiplie les signes d'atterrissage en douceur. En légère hausse sur un mois, le taux de chômage dépasse désormais les 4 %, à 4,1 %. Les créations d'emplois restent à des niveaux supérieurs aux attentes, avec près de 206 000 nouveaux emplois proposés en juin. Mais el-

les sont moins élevées qu'en mai. Ces données confirment une enquête récente selon laquelle, sans le rebond des recrutements dans l'hôtellerie et les loisirs, les créations d'emplois dans le secteur privé seraient en recul. Le marché de l'emploi est l'un des indicateurs du ralentissement, longtemps attendu, de l'économie américaine alors que

la Réserve fédérale (Fed) tente de ramener l'inflation vers sa cible de 2 %. L'emploi est une priorité de la politique monétaire de la banque centrale au même titre que l'inflation. Mais le taux de chômage, très faible jusqu'ici, lui a permis de se focaliser sur le déclin de l'inflation, qui atteignait 9,5 % en juin 2022, en relevant ses taux.

Les analystes s'attendent à une première action sur les taux en septembre, lors de la dernière réunion de la Fed avant les élections présidentielles du 5 novembre. Mardi, Jerome Powell, président de la Fed, a souligné la tendance positive et a indiqué que le nombre d'emplois vacants, en recul rapide outre-Atlantique, devrait entraîner une hausse du chômage.

ARMELLE BOHINEUST

> FOCUS

MAUVAISE RÉCOLTE DE BLÉ EN VUE

À l'heure où les premières moissonneuses-batteuses sortent, la récolte de blé tendre s'annonce mauvaise dans les campagnes françaises. Les rendements en France de cette céréale phare ne dépasseront pas 64 quintaux par hectare cette année, selon l'institut Arvalis et le syndicat Intercéréales. Soit une chute de 13 % sur un an, et de 11 % par rapport à la moyenne de la décennie passée.

« Entre une climatologie exceptionnelle ayant retardé les semis, des fortes pluies tout le printemps, un enherbement non maîtrisé et un regain de maladies, les dégâts ont été nombreux », détaille Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales. Les tonnages ne devraient pas excéder 30 millions de tonnes selon les estimations les plus optimistes (35,1 millions en 2023).

Cette récolte maussade serait une double peine pour la profession, alors que les prix du blé tendre évoluent autour de 225 euros la tonne à Rouen. Et ce malgré une petite remontée depuis mars, à la faveur de craintes sur la récolte en Russie. « À ce niveau de prix, la plupart des producteurs ne couvrent pas leurs coûts de production », jugeait mi-mai Philippe Chalmin, spécialiste des matières premières agricoles, quand les prix étaient tombés sous la barre des 200 euros la tonne.

Alors que le trésor de guerre accumulé en 2022 et 2023 par nombre de céréaliers, quand les cours étaient au sommet, a souvent fondu comme neige au soleil, la profession alerte sur des risques de défaillances. « Les grandes banques devraient se préparer à aider des exploitations dès cette année. Au vu de la situation, il serait bien que l'on ait, pour une fois, une approche par anticipation », conclut le président.

OLIVIA DÉTROYAT

le PLUS du FIGARO ÉCO

RÉSEAUX SOCIAUX

LinkedIn, terrain de jeux des politiques

PAGE 27

LA SÉANCE

DU VENDREDI 05 JUILLET 2024

CAC 40
7675,62 -0,26%

DOW JONES
39322,89 +0,04%

ONCE D'OR
2350,00 (2350,00)

PÉTROLE (Brent)
87,780 (87,550)

EUROSTOXX 50
4974,39 -0,26%

FOOTSE
8203,93 -0,45%

NASDAQ
20362,86 +0,87%

NIKKEI
40912,37 -0,00%

L'HISTOIRE

Les commissaires aux comptes au cœur d'un « thriller » économique

Attirer les jeunes, remettre au goût du jour le métier d'auditeur légal et lui redonner ses lettres de noblesse. Voilà l'ambition de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC). Pour convaincre, les idées ne manquent pas : après avoir noué un partenariat avec le média en ligne Konbini et le célèbre humoriste Panayotis Pascot pour « pitcher » la profession d'auditeur légal aux jeunes, la CNCC dévoile désormais une fiction en podcasts intitulée *Anatomie d'une bulle*. On découvre dans cette série, composée de six épisodes, les aventures d'un jeune auditeur légal, Sofiane, envoyé en mission auprès d'une prestigieuse maison de champagne dont le directeur général vient de décéder... Le premier épisode est prometteur : maîtrisant parfaitement les codes de la fiction, la mise en récit du quotidien de Sofiane

est percutante et ponctuée de messages forts. Car si s'agit de rompre avec les préjugés attachés au métier, sans pour autant le trahir... Loin d'être une profession ennuyeuse ou « obscure », c'est un métier de terrain qui assure la transparence et l'intégrité. En mettant en scène un « thriller » économique, la CNCC et l'agence Louie Creative rappellent que l'auditeur joue un rôle clé dans l'économie : sur lui reposent la limitation des manipulations comptables et la confiance des différentes parties prenantes au sein de l'entreprise. Adressant un clin d'œil aux affaires Enron (2001), Andersen et WorldCom (2002) ou encore Société Générale (2008), cette série de podcasts donne tout son sens au métier d'auditeur, semblable à celui d'un détective. De quoi séduire les jeunes générations, confrontées au choix d'une orientation. ■

RAPHAËLE CAMARCAT



Le pétrolier Shell pénalisé par l'arrêt d'un projet de biocarburants

Au lendemain de l'annonce par Shell de la mise en pause d'un immense projet visant à produire des biocarburants aux Pays-Bas, le géant pétrolier en a dévoilé vendredi les conséquences financières : des dépréciations évaluées entre 600 millions et 1 milliard de dollars, qui seront enregistrées dans ses comptes du deuxième trimestre.

Prévu pour se situer à Rotterdam, le projet suspendu devait produire 820 000 tonnes par an de « carburant durable d'aviation » (CDA) et du « diesel renouvelable » à partir de déchets. Il était souvent présenté comme l'un des plus importants projets de ce type en Europe. Produits à partir d'huiles usagées, résidus de bois ou algues, les carburants durables d'aviation (CDA) sont utilisables en complément du kérosène (jusqu'à 50 %) dans les avions actuels. Ils sont considérés comme le principal levier de décarbonation du transport aérien.

Shell a indiqué jeudi qu'il allait « suspendre temporairement les travaux de construction » du site. Pour justifier cette décision, le groupe souligne qu'il veut « assurer la compétitivité future » du site « compte tenu des conditions actuelles du marché ».

En réalité, Shell est dans une phase de révision à la baisse de ses objectifs climatiques depuis quelques mois. En mars, il a baissé son objectif de diminution de « l'intensité carbone nette des produits énergétiques vendus d'ici à 2030 ». Un mouvement similaire à celui du britannique BP, qui a suspendu le mois dernier deux nouveaux projets de production de CDA et diesel renouvelables. Shell va enregistrer des dépréciations bien supérieures à celles liées au projet de biocarburants néerlandais sur le trimestre, car il doit également en comptabiliser en lien avec ses installations à Singapour. Au global, le géant pétrolier les évalue entre « 1,5 et 2 milliards d'euros ».

EMMANUEL EGLOFF

À Aix, les adieux des patrons à sept années de

Marie Visot, Cécile Crouzel et Thomas Engrand Envoyés spéciaux à Aix-en-Provence

Toujours sous le choc de la dissolution, les chefs d'entreprise invités aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence

« Il y a un côté république de Wetmar, ici, souffle un habitué des Rencontres économiques d'Aix en Provence. On est bien entre nous, mais la catastrophe semble proche. Mes clients internationaux sont très inquiets. » Alors que le soleil brille entre les cyprès et les platanes du parc Jourdan, sous une température idéale (28°C) comparée à la canicule de l'an passé, l'humour noir est de sortie. « Faites gaffe ! Vous aussi, vous êtes sur la liste », lance un patron en se passant le pouce sur le cou. « On fait juste l'aller-retour, témoigne une directrice de la communication. On a tous le moral dans les chaussettes. »

Une drôle d'ambiance règne sur le millésime 2024 de ce mini-Davos provençal, qui réunit chaque année des centaines de personnalités des mondes économique, académique, politique et syndical venues de France et de l'étranger. À quarante-huit heures du second tour des élections législatives, l'anxiété domine. « Nous vivons un moment dramatique dans l'histoire de France, rappelle l'économiste Philippe Aghion en introduction de l'événement. Le pays va-t-il à l'avenir être capable de relever les défis de demain ? C'est cela qui se joue. »

Aucun des scénarios post-législatives ne rassure les membres de ce cénacle : ni

un gouvernement RN mené par Jordan Bardella avec ou sans majorité absolue à l'Assemblée nationale, ni une grande coalition aux contours incertains, ni même un gouvernement d'experts... « Il y a une crainte d'un basculement dans une politique antilibérale, anticapitaliste, déclare une communicante qui suit beaucoup d'ETI (entreprises de taille intermédiaire). Sans parler de la crainte aussi de mouvements sociaux. »

Jean-Hervé Lorenzi, le grand ordonnateur de l'événement, est bien forcé de le reconnaître : « Nous sommes dans un contexte particulier, on ne peut pas le nier. » Une absence est remarquée : celle des hommes et femmes politiques français, qui avaient l'habitude de débattre sur scène des sujets d'actualité et de distiller leurs confidences au Café éphémère du parc Jourdan. Ils ne pouvaient plus prendre la parole dès ce samedi. Mais « on a pris l'initiative de tous les annuler, parce qu'on veut être apolitiques, confie-t-on au sein du Cercle des économistes. Les extrêmes n'ont jamais été invités aux Rencontres, donc soit c'était tout le monde, soit personne. »

En revanche, des futurs ex-membres de cabinets ministériels sont là, sans leur ministre. « C'est un bon endroit pour commencer à chercher du boulot, non ? », plaisante l'un d'eux. Les partenaires sociaux (patronat et syndicats) avaient

également, dans un premier temps, disparu de la programmation... avant d'être rappelés quelques jours plus tard. Autant dire que certains n'ont pas apprécié et ne sont pas venus.

Annuler l'événement, en revanche, il n'en a pas été question. « Au contraire, il faut encore plus faire vivre le débat en ce moment d'entre-deux-tours », assure un organisateur. Le Cercle a tout de même sacrifié la traditionnelle journée de dimanche, pour que les participants puissent rentrer voter. Les 80 débats ont été ramenés à 70, avec toutes les acrobaties que cela implique.

Après des atermoiements de certains (« fallait-il venir, dans le contexte ? »), les 129 chefs d'entreprise qui s'étaient engagés sont présents, assure-t-on dans l'organisation. Deux d'entre eux seulement auraient demandé à ne pas participer à une table ronde. Mais il y en a quand même quelques-uns qu'on cherche... et qui ne sont pas là. Alexandre Bompard, le patron de Carrefour, un habitué de l'événement, n'est pas descendu à Aix cette année. Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, se fait discret : il intervient samedi matin à une table ronde, mais ne prévoit aucune rencontre avec la presse. Ils sont nombreux, ceux qui ont prévenu les organisateurs qu'ils ne souhaitent pas rencontrer de journalistes. La rumeur,

finale, finalement infondée, de la présence d'une équipe de « Cash Investigation » n'a pas dû aider.

Il n'empêche, l'expectative a tendu à rendre silencieux. « Alors que c'est précisément maintenant qu'il faut faire entendre des voix censées, avoir un peu de courage, dire sans dogmatisme que les programmes des extrêmes conduiraient à une catastrophe économique », peste un dirigeant qui, lui aussi, requiert l'anonymat. Certains devaient publier des

« J'ai beaucoup d'appels d'investisseurs étrangers qui me disent : pourquoi cette dissolution ? C'est une énorme surprise pour eux. Pour nous aussi... »

La dirigeante d'une société de gestion de fonds

tribunes cette semaine, dans le cadre des Rencontres ? Ils les ont annulées... « Ce qui est important, pour moi, en ce moment, c'est la préparation des JO », se contente de dire laconiquement Augustin de Romanet, le PDG du groupe ADP, dont le mandat a été prolongé jusqu'à la fin des Jeux olympiques seulement.

Certains n'hésitent pas à voir dans cette retenue le début d'un désengage-

ment durable des patrons sur les questions politiques et sociétales. « Il y a quelques années, ils ont voulu pénétrer ce périmètre pour se donner un côté moderne et attractif, grince un banquier d'affaires. Entre le conflit à Gaza et la montée du RN aujourd'hui, ils se rendent compte qu'ils sont dans une position impossible. N'importe quelle déclaration va leur attirer des problèmes. À mon avis, cela va leur servir de leçon dans le futur. »

Pourtant, le second tour des législatives est dans toutes les conversations. C'est même devenu le sujet quasi unique des échanges avec les journalistes, organisés ou imprévus, sur les pelouses du parc, sur fond de chants de cigales. « Et vous, vous pensez que ça va se finir comment ? » Mais personne n'a de boule de cristal. Alors, on tente de décrypter les sondages, on fait des conjectures, on sonde ses alter ego... « Je reste plus longtemps à Aix, cette année, pour échanger avec mes pairs et mieux comprendre la situation française », confie le patron étranger d'une société française.

Leurs peurs ont vite fait de refaire surface. « J'ai beaucoup d'interrogations : peut-on aller jusqu'à une révolution, c'est-à-dire de grands mouvements sociaux ? », s'inquiète ce patron, attaché sous les parasols du Café éphémère. « Les élections auront aussi un impact sur les négociations annuelles obligatoires



Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence permettent aux chefs d'entreprise de participer à 70 débats avec des intervenants du monde politique, économique, associatif, institutionnel ou syndical.



Comment Emmanuel Macron a progressivement perdu le vote des cadres

Pierre-Loïc Thomas

« Le choucou », « le préféré » ou « le favori »... Lors de la campagne présidentielle de 2017, les qualificatifs ne manquaient pas pour définir la romance entre les cadres et Emmanuel Macron. Quelques mois plus tard, l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande arrivait en tête du premier tour de l'élection présidentielle, en partie grâce à leur vote. À l'époque, 37 % des cadres et professions intermédiaires supérieures avaient glissé un bulletin en sa faveur dans l'urne, selon un sondage de l'Ifop. Sept ans après ce premier succès, l'image du président s'est quelque peu ternie auprès des catégories socioprofessionnelles les plus aisées. Ils ne seraient plus que 25 % à avoir voté pour un candidat de la majorité présidentielle - d'après un sondage Ifop effectué pour TFI et LCI après le premier tour des élections législatives -, confirmant le désamour qui s'est peu à peu installé entre cet électeur et le pensionnaire de l'Élysée.

La lune de miel avait pourtant bien commencé. En 2017, Emmanuel Macron avait pleinement joué de son ima-

ge « pro-entreprise » pour séduire les cadres. « Il est perçu comme un candidat moderne à l'écoute des entreprises car il vient lui-même du privé, il a travaillé dans la banque », notait à l'époque Aurélien Preud'homme, directeur des études en stratégies d'opinion chez Viaovoice. L'institut de sondage publiait alors une étude sans équivoque : 48 % des cadres estimaient que le programme économique d'Emmanuel Macron serait « efficace ». Des mesures comme la baisse de l'impôt sur les sociétés ou un bonus-malus pour favoriser les CDI étaient autant de promesses qui avaient convaincu les CSP. Si certaines ont été tenues, la séparation s'est malgré tout creusée entre le président et les catégories socioprofessionnelles les plus aisées. « En 2022, il y avait une attraction vers Mélenchon et une percée de Marine Le Pen, observe Frédéric Dabi, directeur général de l'institut de sondage l'Ifop. Ça s'est accéléré après le début de ce deuxième quinquennat. »

Réforme des retraites, usage répété du 49.3, répression des mouvements sociaux, la cote de popularité d'Emmanuel Macron a fondu à vitesse grand V lors de ces deux dernières années. Et les récentes tentatives de reconquérir sa

base électorale, comme avec cette interview fleuve d'1h45 accordée à l'entrepreneur Matthieu Stefani quelques jours après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, ne semblent pas avoir suffi à la remobiliser. Pire, ce choix a fini de sceller le divorce entre un bon nombre d'électeurs et la majorité.



Cette catégorie raconte le rejet qui s'est installé entre Emmanuel Macron et les Français et qui s'est peu à peu amplifié

Frédéric Dabi Directeur général de l'institut de sondage Ifop

Plus d'un tiers des cadres ont désormais une opinion défavorable du chef de l'État, un chiffre jamais atteint en sept ans de mandat.

« Même parmi ses soutiens dans l'opinion, l'image du réformateur audacieux de 2017 qui avait muté en image de gestionnaire de crises au fil du temps est devenue celle d'un stratège un peu perdu et sans plan B comme en attestent les hésitations sur le « front républicain », résume dans une note le chercheur au CNRS Bruno Cautrès, au lendemain du premier tour des législatives. « Cette catégorie raconte le rejet qui s'est installé entre Emmanuel Macron et les Français et qui s'est peu à peu amplifié », abonde Frédéric Dabi.

Mais le simple rejet de la figure présidentielle n'explique pas tout. « Les cadres sont des Français comme les autres, ajoute Frédéric Dabi. Eux aussi ont le sentiment d'une perte de pouvoir d'achat. Eux aussi ont peur du déclasserment. » Deux thèmes de campagne dont se sont saisies les forces d'opposition. « La nouveauté de la séquence électorale de 2022, est d'avoir permis à la droite radicale de revendiquer la défense du pouvoir d'achat et de se positionner comme la porte-parole des injustices subies non pas seulement par les catégories popu-

laires mais aussi par les catégories moyennes, voire supérieures », écrit Luc Rouban, chercheur au Cevipof dans son ouvrage *La Vie Victoire du RN*.

Selon le sociologue spécialisé dans l'étude des élites, cette peur du déclassement, associée à une baisse de confiance dans l'efficacité des services publics, pousse aujourd'hui cette population à se tourner vers le parti à la flamme. Pour le Rassemblement national, l'arrivée de cet électeur de cadres est une nouvelle étape dans la quête de légitimité du parti. Pour Marine Le Pen et Jordan Bardella, « cet électeur était une citadelle inexpugnable, des terres inconnues », note Frédéric Dabi.

Le RN n'est pas le seul à bénéficier de ce report. « On a parfois tendance à réifier cette catégorie », note Frédéric Dabi. Mais il y a des situations très différentes entre le cadre moyen et le cadre supérieur dirigeant. Si les premiers sont plus enclin à se tourner vers la droite et le Rassemblement national, d'autres se rapprochent plus de la gauche. Selon des chiffres de l'Ifop, au premier tour des législatives, un tiers des cadres ont voté pour un candidat du Nouveau Front populaire. Nul doute que le second tour permettra d'y voir encore plus clair. ■

politique probusiness

s'interrogent avec anxiété sur l'avenir de la France.

(sur les salaires) de l'automne», estime Thibault Desmarest, président France du laboratoire pharmaceutique britannique GSK. Autre épouvantail, un coup de bambou fiscal, difficile à anticiper à ce jour tant les programmes des uns et des autres sont évolutifs. «À mon avis, on n'échappera pas au rétablissement de l'ISF, au moins dans une forme climatique», estime un banquier d'affaires.

«Je suis comme les chefs d'entreprise, j'ai 18 milliards d'euros d'investissement engagés pour les infrastructures, les rénovations... qui sont subventionnées par l'État et l'Europe, se désolent Renaud Muselier, le président de la région Sud. Si jamais l'État se retire au lendemain des élections, l'Europe suivra. Ce sera dix ans de travail perdus», dit Emmanuelle Malecaze-Doulet, à la tête du PMU depuis deux ans et demi, a mené une transformation à marche forcée, à la fois en réduisant les coûts et en accélérant le développement digital et international. «Ma crainte, confie-t-elle, c'est que le flottement empêche la prise de décision au conseil d'administration, où siège la double tutelle de Bercy et du ministère de l'Agriculture. Le pire, ce serait qu'on cause la dynamique de la transformation de l'entreprise en ne faisant plus rien pendant trois ans.»

C'est dans l'ADN des chefs d'entreprise, il faut être combatif et résilient.

«Quoi qu'il se passe (politiquement, NDLR), nous serons toujours là demain. Personnellement, mon rôle sera toujours d'arriver au plein-emploi avec l'aide, ou pas, des politiques publiques. Dans tous les cas, on s'adaptera», souligne Alain Roumilhac, président de Manpower France. «Le principe de réalité va s'imposer. L'enjeu climatique est là et il faut investir pour y répondre», martèle la patronne d'une société de gestion, spécialisée dans les infrastructures. Beaucoup se sont résignés à travailler avec la nouvelle majorité, quelle qu'elle soit : «Mes clients prennent contact avec le RN. Ils se disent qu'il faudra faire avec et espèrent les éduquer», ajoute une communicante.

Il n'empêche, dans l'air doux de Provence, c'est le glas d'une époque qui somme : celle de sept ans de politique pro-entreprises menée par la majorité actuelle. «Un climat de confiance avait été établi, rapporte Thibault Desmarest, patron de GSK France. C'est une des raisons, avec la présence de sites et l'excellence des équipes, qui ont fait que le groupe a choisi d'investir 600 millions en France de 2024 à 2026. Mais cette confiance peut être détruite en quelques secondes.»

Un grand industriel, lunettes de soleil sur le nez, résume bien la situation : «Pour les entreprises, le plus difficile à

gérer, c'est l'incertitude, notamment dans le paysage fiscal et réglementaire. Quand on investit sur des actifs pour dix ou vingt ans, c'est un vrai problème de ne pas avoir de visibilité sur la politique économique. Sans compter, pour les groupes internationaux, les tensions protectionnistes que l'on voyait déjà poindre et que l'on craint de voir aller en s'accroissant.» Ce dirigeant se dit «extrêmement inquiet pour le pays. Et puis, que vont faire les fonds qui étaient revenus en France si l'extrême droite ou l'extrême gauche arrive au pouvoir ? Parce que, quoi que l'on pense d'Emmanuel Macron, sa politique d'attractivité a été un réel succès.»

Et un autre dirigeant, ancien haut fonctionnaire, de surenchérir : «En termes de business, on va perdre notre attractivité : on va passer de Chose France à Why France. Les partenariats étrangers ne valorisent que la stabilité. Depuis le 9 juin, je commence tous mes réunions par des éléments de droit constitutionnel pour leur donner des éléments de compréhension.» Enfant chéri d'Emmanuel Macron, la tech est en première ligne. «Mes investisseurs m'ont tous appelé, confie Alexandre Fretti, directeur général de Malt (plateforme d'interim). Nous sommes très inquiets. Si des politiques de repli sont instaurées, il deviendra beaucoup plus difficile de lever des capitaux étrangers mais aussi d'attirer les talents mondiaux, qui sont essentiels notamment pour les sujets d'intelligence artificielle.»

Regrets, incompréhension, voire sidération vis-à-vis d'une décision de dissolution qui a jeté le pays dans l'inconnu : l'étoile d'Emmanuel Macron a plus que pâli. «J'ai beaucoup d'appels d'investisseurs étrangers qui me disent : "Pourquoi cette dissolution ?" C'est une énorme surprise pour eux. Pour nous aussi...», confie cette patronne de société de gestion. «On est dans un monde où le rationnel n'a pas de prise, se désolent Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'Entreprise. Nous sommes en train de devenir déraisonnables au moment où le Royaume-Uni devient raisonnable. Le pays n'avait pas besoin de ça.»

Certains dirigeants tentent de trouver des raisons d'espérer. «Il y a une inquiétude, une forme d'attente dans les milieux financiers, reconnaît Stéphane Richard, ex-patron d'Orange et partner chez Perella Weinberg. Ce qui relativise la chose, c'est qu'il y a des incertitudes sur tous les grands marchés, que ce soit au Royaume-Uni ou aux États-Unis ; la France n'a pas le monopole de l'incertitude. Mais c'est vrai que nos partenaires à l'étranger se demandent comment nous avons pu en arriver là, il y a une vraie perplexité... Aujourd'hui, ils voient néanmoins s'éloigner ce qui était leur hantise, à savoir le programme du front populaire ; quant à la perspective d'un RN en majorité absolue, il ne semble qu'il n'est plus d'actualité non plus.» ■

«Trop d'impôt tue l'impôt» : le débat s'enflamme

Julie Ruiz Perez

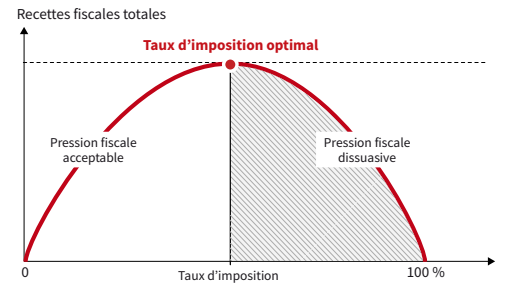
Pour certains économistes libéraux, c'est une autre loi d'airain : lorsque les taux d'imposition dépassent un certain niveau, les recettes fiscales commencent à baisser, car les agents économiques sont dissuadés de travailler davantage. Un concept théorisé par l'économiste américain Arthur Laffer, illustré par sa célèbre courbe en cloche, et synthétisée par une formule choc : «Trop d'impôt tue l'impôt».

Grand classique des débats économiques, la «courbe de Laffer» s'est invitée dans la campagne des législatives. «Ne craignez-vous pas un effet Laffer ?», a demandé le journaliste Nicolas Doze à Marine Tondelier, chef de file des écologistes, invitée jeudi soir sur BFM. Sous-entendu les hausses d'impôts prévues par l'union des partis de gauche ne risquent-elles pas d'être contre-productives ? Le Nouveau Front populaire prévoit en effet d'instaurer quatorze tranches d'impôt sur le revenu - contre cinq dans le système actuel - avec une tranche allant jusqu'à 90 % de taxation pour les plus hauts revenus. À cela s'ajoute un impôt sur la fortune «renforcé», avec un «volet climatique».

Ancien conseiller du président Ronald Reagan, chanteur du néo-libéralisme, Laffer aurait, selon la légende, griffonné sa courbe sur un coin de table lors d'un dîner à la Maison-Blanche en 1974. Le schéma formalise l'idée selon laquelle il existe un taux optimal d'imposition, qui permet de maximiser les recettes fiscales. Passer ce taux optimal, les agents développent des stratégies d'évitement, ainsi une augmentation d'impôt au-delà du taux optimal provoquerait une baisse des recettes via une baisse de l'assiette fiscale.

Mais ce concept est loin de faire consensus parmi les économistes, règle pour les uns, fable pour les autres.

La courbe de Laffer



Source : Le Figaro



Bercy accélère l'étude des projets d'acquisitions par des groupes étrangers

Olivia Détryot et Danièle Guinot

Cela a de quoi surprendre. Alors que les milieux d'affaires sont tétanisés par l'incertitude politique, quelques groupes continuent à faire leurs emplettes en France. Le suisse Emmi, spécialiste des produits laitiers, a ainsi annoncé vendredi son intention d'acquiescer le fabricant français de pâtisseries, Mademoiselle Desserts, détenu par le fonds I.K. Partners.

Cette opération devra être soumise au contrôle des investissements étrangers en France (IEF), piloté par Bercy. Cette procédure permet de contrôler les investissements réalisés par des entreprises étrangères dans des secteurs stratégiques, comme la sécurité alimentaire, la défense ou la souveraineté sanitaire. Depuis près de trois semaines et l'annonce de la dissolution, les services en charge de ces contrôles au ministère de l'Économie accélèrent les procédures afin de boucler le plus de dossiers avant un possible changement de majorité législative. «Pour les dossiers très avancés, il est probable que les autorisations d'investissement seront données avant les changements législa-

tifs attendus, ou au plus tard en début de semaine prochaine», dit Laurent Bensaïd, à la tête du cabinet d'avocats King & Spalding en France. En revanche, pour les dossiers déposés récemment, les procédures d'autorisation pourraient prendre plus de temps, d'autant que les services de Bercy concernés pourraient voir imposer de nouvelles recommandations ou de nouvelles règles par une majorité adoptant une approche plus protectionniste.

En attendant d'y voir plus clair, les dirigeants d'entreprises et de fonds de capital-investissement ont le levé le stylo - et mis sur pause leurs projets d'expansion. «Le marché des fusions et acquisitions n'aime pas l'incertitude», souligne Laurent Bensaïd. Ne sachant pas dans quel sens anticiper de nouvelles évolutions fiscales ou sociales, les acquéreurs ou investisseurs potentiels préfèrent pour le moment attendre. Il en va de même pour les investisseurs étrangers qui envisageaient de mettre la main sur une entreprise tricolore. «Ils n'ont pas encore complètement appréhendé les implications d'un changement de majorité ou de l'absence de majorité stable. Ils préfèrent donc attendre le résultat des élections», note Laurent Bensaïd.

Dans ce contexte, depuis trois semaines, seules les rares opérations déjà pratiquement bouclées avant la dissolution, vont à leur terme. C'est le cas du projet de rachat de Mademoiselle Desserts par le groupe Emmi. «Cela faisait un an que nous discutions», confirme Didier Boudy, qui préside à la destinée de Mademoiselle Desserts depuis plus

«Pour les dossiers très avancés, il est probable que les autorisations d'investissement seront données avant les changements législatifs attendus, ou au plus tard en début de semaine prochaine»

Laurent Bensaïd Dirigeant du cabinet d'avocats King & Spalding en France

de 15 ans. «Comme ces discussions étaient satisfaisantes et que le groupe Emmi semblait convaincu depuis 4 ou 5 mois de l'intérêt profond de réaliser une opération stratégique pour renforcer leur pôle boulanger, cette volonté d'avancer

n'a en rien été bousculée», complète Rémi Buttiaux, associé chez I.K. Partners. Avec une offre ferme remise comme prévu le 2 juillet par l'acquéreur suisse, le calendrier ne semble donc en rien avoir été bousculé par le paysage politique français en pleine ébullition.

De fait, si les industriels de l'alimentaire évoluant en France ne sont pas immunisés contre la crise économique, avec des volumes en baisse en France de 2 % sur les 12 derniers mois selon le panéliste Circana, ils restent par nature plutôt résistants aux remous et changements de bord politique. Surtout, Mademoiselle Desserts réalise la très grande majorité de ses 420 millions d'euros de chiffre d'affaires sur des produits qu'il vend aux restaurateurs, ou aux enseignes de la distribution. Soit pour leurs marques propres (MDD) soit pour remplir les fournitures de leurs coins boulangeries et pâtisseries, notamment sur les formats «minis» qui ont le vent en poupe. En deux ans, à la faveur de l'inflation en rayon, ces marques de distributeurs ont ainsi gagné 2,4 points de part de marché dans les grandes surfaces tricolores, toujours selon Circana, et présentent près de 36 % des ventes en rayon.

«De plus, le groupe est devenu paneuropéen», ajoute Rémi Buttiaux. Après trois opérations de croissance externe en France, et une en Belgique, le groupe français fort de 12 usines, donc 5 à l'étranger, s'est ainsi fortement internationalisé. Notamment en Asie, où il exporte ses pâtisseries haut de gamme jusqu'en Malaisie, au Japon ou en Corée du Nord. Mais aussi aux États-Unis. De quoi booster la valeur de l'entreprise : l'accord d'option de vente signé vendredi valorise ainsi l'ETI tricolore à 900 millions d'euros. Un montant trois fois supérieur aux quelque 300 millions d'euros déboursés en 2018 par le fonds d'investissement I.K. Partners.

Sous l'aile d'Emmi, coopérative créée dans les produits laitiers, Mademoiselle Desserts compte poursuivre cette dynamique. Son arrivée doublera le poids du pôle boulanger de la coopérative suisse pour lui faire dépasser les 800 millions d'euros de chiffre d'affaires. «Cela nous ouvre une nouvelle dynamique et un immense potentiel de géographies nouvelles, notamment aux États-Unis avec les trois usines qu'Emmi possède sur place», détaille Didier Boudy, qui pilotera cette nouvelle entité boulangerie industrielle du groupe. ■



CHARLENE LOUESON CHAZAM LAURENT LE CRABE CLARE JARVIES RENCONTRE ÉCONOMISTES D'AREN PROVENCE

cette année dans un contexte incertain lié aux élections législatives.

Dans un « monde en crise » et à la veille d'élections législatives françaises jugées « inquiétantes », l'Allemagne entend incarner « un pôle de stabilité ». Telle est l'ambition à large spectre que le gouvernement d'Olaf Scholz a délégué à son projet de budget 2025, censé servir d'exemple politique à ses partenaires. Ses modalités ont été âprement négociées depuis des semaines entre les trois partenaires de la coalition, dont les priorités étaient, à l'origine, largement divergentes. Présenté vendredi devant la presse, le consensus qui prévoit le maintien de la discipline fiscale, consacre la victoire - momentanée - du FDP, au risque de provoquer des aigreurs chez les socio-démocrates du chancelier (SPD).

Le petit parti libéral, qui détient le portefeuille des Finances, menaçait de quitter la coalition, et de provoquer des législatives anticipées, si la règle sacrosainte du frein à la dette venait à être abandonnée. Inscrite dans la constitution, déjà respectée en 2024 après avoir été mise entre parenthèses en 2023, la « Schuldenbremse » ordonne aux gouvernements allemands de limiter à 0,35 % du PIB l'ampleur du déficit public structurel (hors effets conjoncturels). En contrepoint, un plan pompeusement baptisé « Turbo pour la croissance » et aux modalités encore floues promet d'ajouter 0,5 point supplémentaire au PIB 2025.

« Pour notre pays situé au cœur du continent, doté d'une importance stratégique, et d'un tel poids politique et économique, il n'y avait pas d'autre alternative que ce compromis », a globalement résumé Olaf Scholz. Le ministre de l'Économie, Robert Habeck, a parlé « d'éthique » politique. Avant même ces fortes paroles, le président de la fraction SPD au Bundestag, Rolf Mützenich, avait fait voler en éclats l'unité de façade en s'en prenant au ministre des Finances, Christian Lindner, l'apôtre de l'orthodoxie budgétaire. Le débat sur le frein à la dette n'est pas clos, a contredit cette figure de la coalition, qui a dénoncé les « artifices » permettant de combler les « trous » budgétaires.

Un trou de dix milliards d'euros

« Ce budget n'est pas sérieux et la bagarre est déjà programmée », a renchéri la CDU (opposition), alors que le texte budgétaire sera présenté au Conseil des ministres le 17 juillet puis au Bundestag la rentrée. « Pour cette coalition épuisée, il ne s'agit que d'une trêve de quelques jours », estime Friedrich Merz, le président du parti démocrate-chrétien, favori des élections législatives de 2025.

À sa décharge, le gouvernement traine derrière lui trois boulets qui plombent ses prévisions budgétaires : une croissance anémiée à la traîne de l'UE, un jugement de la cour Constitutionnelle de novembre 2023 qui sanctionne toute acrobatie comptable inhérente à



De gauche à droite : le ministre des Finances, Christian Lindner (FDP), le ministre de l'Économie, Robert Habeck (Verts) et le chancelier Olaf Scholz (SPD), lors d'une conférence de presse commune sur le projet de budget 2025, vendredi, à Berlin. AXEL SCHMIDT / REUTERS

Olaf Scholz sauve tant bien que mal son budget et sa coalition

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Arraché de haute lutte, le fragile compromis qui maintient le frein à l'endettement pourrait n'être que transitoire. Et insuffisant pour relancer une croissance atone.

l'exercice, et enfin le diktat fiscal et politique imposé par un parti (FDP), ne pesant que 5 % des voix.

En mai, le niveau des commandes industrielles - indicateur conjoncturel clé - a reculé pour le cinquième mois consécutif (-8,6 % sur un an) et après une récession en 2023, Berlin ne prévoit que 0,3 % de croissance pour cette année. Des obligations nées du jugement de la cour de Karlsruhe, reste un trou de dix milliards d'euros, que la coalition doit combler. Le ministre des Finances, Christian Lindner, s'était appuyé sur le verdict des magistrats pour imposer une discipline budgétaire, cette même rigueur qui l'empêche, contrairement à

ce qu'il avait promis à son électorat, de baisser massivement les impôts. Grâce à cet accord, « la coalition vit encore », résume patiemment le Spiegel.

Les principaux arbitrages ont été effectués au profit des ménages, clientèle chère au SPD. Les abattements fiscaux dus aux enfants seront augmentés de 60 euros, soit 9 600 euros à retrancher des revenus imposables annuels. En revanche, le ministre de la Défense n'a obtenu que 1,2 milliard d'euros sur les 7 milliards qu'il réclamait pour moderniser la Bundeswehr. Conséquence, à partir de 2028, l'Allemagne ne pourrait plus remplir ses obligations d'alliée de l'Otan. Celles-ci lui enjoignent de dé-

penser l'équivalent de 2 % du PIB aux dépenses militaires, aujourd'hui sanctuarisées dans un fonds spécial de 100 milliards d'euros. « Le gouvernement a fixé les bonnes priorités pour la sécurité de notre république », a positif le président (FDP) de la commission de la défense au Bundestag, Marcus Faber.

Pour relancer une machine économique en panne, Olaf Scholz compte sur un futur plan croissance axé sur le renforcement d'une politique de l'offre au profit des entreprises. Exemple, pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, les cotisations patronales de l'assurance-chômage et la retraite seront redirigées sous forme de salaires

vers les salariés retraités actifs. Les milieux d'affaires ne manifestent aucun enthousiasme. « Tout cela est bien trop peu pour renforcer durablement les forces de croissance » regrette la Fédération nationale de l'industrie (BDI).

Dans une étude publiée mi-juin, le principal lobby patronal avait chiffré à 400 milliards d'euros les montants nécessaires à la concrétisation des investissements déjà programmés. Pour les seules infrastructures de transport, il manquerait 158 milliards d'euros selon le BDI. Plus réaliste, Christian Lindner s'est félicité qu'aucune coupe n'ait été appliquée au détriment de la Deutsche Bahn. ■

La Grèce instaure la semaine de six jours de travail

Alexia Kefalas Athènes

Le gouvernement conservateur veut notamment pallier la pénurie de travailleurs qualifiés.

Alors que la Grèce détient le record du temps de travail hebdomadaire de l'Union européenne, avec 41 heures, il est difficile d'imaginer faire plus. C'est pourtant le cas aujourd'hui. En instaurant la semaine de six jours, soit 48 heures - deux heures de plus par jour - pour certaines catégories d'entreprises, le pays va à contre-courant d'une Europe où certains États comme la Belgique et le Royaume-Uni expérimentent la semaine de quatre jours.

L'idée du gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis est de trouver la parade au recul inexorable de la population - la Grèce détient l'un des plus bas taux de natalité d'Europe - et de pallier la pénurie de travailleurs qualifiés qui touche le pays. En légalisant la possibilité de travailler un jour de plus, l'exécutif estime que « c'est ainsi que les heures supplémentaires non payées jusqu'à présent le seront et que le travail non déclaré diminuera, assène-t-on dans les couloirs du ministère des Finances d'Athènes. C'est du gagnant-gagnant. L'employeur verra le coût et la charge administrative

des heures supplémentaires considérablement réduits. »

Pour beaucoup d'experts, le problème en Grèce vient surtout d'un manque de productivité, qui selon les données d'Eurostat est inférieure de 40 % à la moyenne européenne. L'une des raisons venant du déficit d'investissement, en particulier dans les nouvelles technologies et de l'excès de bureaucratie.

La mesure sera limitée aux industries et aux entreprises privées fonctionnant en continu et faisant face à une charge de travail accrue du lundi au samedi. Sachant que la décision du temps de travail sera à la discrétion de l'employeur. Reste que la disposition n'est pas sans provoquer des remous. « En fonction des besoins de production, le patron décidera si une partie de son personnel devra travailler le samedi. Mais où est le consentement de l'employé ? Où est la démocratie ? », s'insurge Thanasis Pafilis, député du Parti communiste grec KKE. « Le gouvernement cherche le profit à tout prix sans tenir compte des conditions de travail qui ne sont pas aux normes européennes. Comment travailler

6 jours par semaine avec une canicule récurrente ? Et la santé des salariés, qui s'en préoccupe ? Alors que l'Union européenne cherche la progression, nous sombrons dans la régression. C'est pire que le retour des Temps modernes de Charlie Chaplin, c'est le Moyen Âge ! »

800 000 cerveaux

ont fui la Grèce pendant les dix ans de sévère crise, entre 2008 et 2018

Outre les industries, la semaine de travail de 48 heures peut être utilisée par les entreprises fonctionnant du lundi au samedi, pendant 24 heures (avec 3 équipes quotidiennes de 8 heures chacune). Cela peut par exemple concerner une entreprise située dans une zone touristique qui fabrique et commercialise des produits locaux. De

même pour les sociétés de chargement et de déchargement des ports qui fonctionnent 24 heures sur 24.

En revanche, les six jours de travail ne sont pas appliqués dans la fonction publique, ni dans la banque. Les entreprises touristiques et le secteur de la restauration sont également expressément exclus. Redoutant tout de même que cette mesure fasse tache d'huile, les syndicats ont manifesté jeudi à Athènes. « 7 heures, 5 jours, c'est ce que demande le salarié, cette circulaire restera sur papier », scandaient les manifestants devant le ministère du Travail. « Nombre d'employeurs prétextant le besoin de croissance s'engouffrent dans cette mesure et les employés n'auront pas d'autre choix que d'accepter, c'est révoltant », s'inquiète Thanasis Pafilis.

Sur le plan pratique, les salariés pourront travailler deux heures de plus par jour ou une journée supplémentaire de huit heures. En contrepartie, ils bénéficieront d'une majoration salariale de 40 % le sixième jour travaillé. Si cette journée coïncide avec un dimanche ou un jour férié, la majoration

atteindra 115 %, et sera encore plus importante en cas de travail de nuit (25 % supplémentaires).

Mais avec un salaire minimum grec qui ne dépasse toujours pas les 900 euros mensuels, malgré l'augmentation instaurée à trois reprises par le gouvernement Mitsotakis, les syndicats doutent que le dispositif séduise beaucoup les salariés.

Pendant les dix ans de sévère crise, entre 2008 et 2018, près de 800 000 cerveaux ont fui la Grèce, et le pays peine encore à se reconstruire, malgré l'embellie économique affichée ces dernières années. Le chef du gouvernement avait promis de tout faire pour que les cerveaux reviennent au pays. Mais le manque d'attractivité des salaires et des conditions de travail restent un frein majeur à cette opération.

Si le patronat ne recense pas encore de demande concrète de passer à six jours, la plupart des employeurs se disent soulagés de pouvoir utiliser une telle opportunité de produire plus, et assurent qu'ils respecteront les nouvelles règles imposées sur les majorations de salaires. ■

L'Inde, géant des médicaments génériques

Emmanuel Derville New Delhi

Torrent et Aurobindo, deux groupes locaux, sont candidats au rachat du français Biogaran, filiale de Servier.

Implantée dans la zone industrielle de Vadodara (État du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde), l'usine pharmaceutique de PAB Organics a des allures de distillerie. De gigantesques cuves de produits chimiques ensèrent les bâtiments qui se dressent sur trois étages. Ici, on concocte des « intermédiaires avancés ». Ces ingrédients sont la matière première des principes actifs qui sont eux-mêmes les composants de base des médicaments. Des tuyaux de verre descendent vers les niveaux inférieurs jusqu'à des centrifugeuses au rez-de-chaussée. Les machines ronnoient.

Construit en 2001, le site emploie 300 salariés et peut produire cent tonnes d'intermédiaires avancés par mois. « On réalise 50 % de notre chiffre d'affaires en exportant vers l'Europe, explique son directeur, Anurag Maheshwary. La Food and Drug Administration (FDA), l'agence américaine du médicament et de la sécurité alimentaire, nous a audités cinq fois ces dernières années. Et on aura une visite de l'agence japonaise en août. » La part des exportations dans les revenus de PAB Organics a plus que doublé en quinze ans. La PME fournit notamment Torrent Pharmaceuticals et Aurobindo Pharma, les candidats au rachat du champion français des génériques Biogaran. « Quand on s'est lancé il y a vingt ans, nous avions une usine de chimie organique. On voulait se diversifier et monter en gamme », raconte le PDG, Pankaj Maheshwary.

L'histoire de PAB Organics, petite entreprise chimique devenue PME exportatrice, en dit long sur la montée en puissance du secteur pharmaceutique indien. Un générique sur cinq vendu dans le monde est produit dans le pays. Pour comprendre le phénomène, il faut remonter aux années 1990. Cette industrie est alors passée maître dans la copie des médicaments depuis le « Patents Act » de 1970. La législation autorise les entreprises à fabriquer des médicaments étrangers sans payer de royalties à condition de mettre au point leurs propres techniques de fabrication. Ce régime prendra fin en 2005, après l'entrée de l'Inde à l'OMS. Mieux, celles-ci bénéficient d'un marché domestique en plein essor. « Nous avions des taux de croissance de 10 % par an et nous sommes devenus très rentables. Notre puissance financière nous a permis d'investir et d'innover », raconte Pranav Amin, directeur général d'Alembic, qui fabrique des principes actifs et des médicaments génériques.



Des salariés de l'entreprise indienne Alembic Pharmaceutical conditionnent les médicaments produits dans l'usine de Halol, dans l'État de Gujarat.

Dans le même temps, les groupes occidentaux cherchent des sous-traitants en Asie pour réduire leurs coûts. La Chine ne leur inspire pas confiance. « Les Américains se heurtaient à la barrière de la langue, un problème qu'ils n'avaient pas en Inde où toute l'industrie travaille en anglais, se souvient Pankaj Maheshwary. En outre, le gouvernement chinois était réticent à accorder des visas aux inspecteurs de la FDA. Une fois sur place, ils étaient parfois emmenés dans la mauvaise usine parce que le site visé ne respectait pas les normes américaines. À l'époque, la petite histoire racontait que la FDA exigeait des sous-traitants chinois qu'ils donnent la latitude et la longitude de leur implantation pour ne pas se faire berner. L'Inde, elle, accordait des visas sans difficulté. »

Les autorités comprennent tout le parti qu'elles peuvent tirer de la sous-traitance occidentale pour doper les exportations. Des États comme le Gujarat accordent des exonérations de charges

et vendent des terrains à prix cassés aux sociétés désireuses d'augmenter leurs capacités de recherche et de production. Les investissements privés passent de 720 millions à 2,6 milliards de dollars par an entre 2002 et 2006, d'après une étude de KPMG. Le Gujarat devient, avec Hyderabad, dans le Sud, l'un des principaux clusters pharmaceutiques nationaux. « Les vingt plus gros acteurs y sont implantés. C'est un véritable écosystème avec ses fabricants de médicaments, de principes actifs et d'intermédiaires avancés, ses centres de R&D, ses start-ups... », observe Pranav Amin.

Scandales sanitaires

Si les entreprises investissent tant, c'est qu'un bouleversement majeur se profile. À partir de 2008 et jusqu'en 2015, de nombreux traitements conçus en Europe et aux États-Unis verront leur brevet expirer. Des médicaments contre les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension, le cholestérol et des anti-

presseurs entre autres, vont pouvoir être copiés légalement. Un rapport de la banque indienne Yes Bank estime qu'un marché de 105 milliards de dollars va s'ouvrir rien qu'aux États-Unis. « Nos équipes de recherche avaient commencé à mettre au point la production de ces médicaments cinq à neuf ans avant l'expiration des brevets », raconte le docteur Keshav Deo, directeur exécutif d'Almelo, une entreprise d'Hyderabad. Ce scientifique travaillait à l'époque dans les départements R&D de plusieurs sociétés au Gujarat. « En quelques années, nous avions déposé une centaine de brevets sur la production de ces médicaments, poursuit-il. Si l'un d'entre eux tombait dans le domaine public le 31, on était prêt à le lancer le 1^{er}. »

Entre 2017 et 2023, les exportations pharmaceutiques bondissent de 66 % à 28 milliards de dollars. Mais cette croissance est aussi portée par le laxisme des autorités sanitaires indiennes qui, pour protéger leur industrie, ont laissé des en-

treprises violer les règles d'hygiène et de stérilisation. Avec des conséquences parfois dramatiques. En 2022, l'OMS a publié une alerte mondiale sur quatre sirops contre la toux fabriqués en Inde après la mort de 66 enfants en Gambie. En cause : la présence de produits chimiques utilisés dans la production d'antigels. Ces sirops ont également fait 18 victimes en Ouzbékistan. Aux États-Unis, des gouttes pour les yeux fabriqués par deux groupes indiens, Kilitch Healthcare et Global Pharma Healthcare, ont tué quatre patients et en ont rendu une vingtaine aveugle l'an dernier.

La plupart des géants du secteur ont toutefois été épargnés par ces scandales jusqu'à présent. En outre, le coût de la main-d'œuvre et de l'énergie en Inde est inférieur de 40 % à 70 % à celui des pays développés. « Si Torrent ou Aurobindo rachètent Biogaran, il est probable que la majeure partie de la production française sera délocalisée ici », prédit Anurag Maheshwary. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

JOËL VERANY Stellantis

Nouveau directeur B2B pour l'Europe, Joël Verany cède ses fonctions de directeur des marques premium (Alfa Romeo, DS Automobiles, Lancia) à Alain Descat, créateur du customer management office de Stellantis France regroupant les activités marketing, e-commerce et relations services. Celui-ci est remplacé par Anne-Laure Baudino. Rubina Rovere arrive à la direction des véhicules utilitaires légers le 1^{er} septembre, prenant la suite de Pierre Janthial.

BERNARD CHERQUI Alliance du commerce

Directeur général du groupe Mondial Tissus, Bernard Cherqui a été élu président de l'Alliance du commerce à compter du 1^{er} juillet. Ex-DRH adjoint du BHV, il avait intégré le réseau de vente de tissus et de mercerie pour une mission de conseil avant de gravir les échelons. Il remplace Christian Pimont, qui présidait l'Alliance depuis 2011. Nicolas Houzé, DG des Galeries Lafayette, est nommé vice-président.

MICHAEL WALKER Covéa

Après avoir rejoint le groupe en 2020, Michael Walker est devenu DG des finances de Covéa le 1^{er} juillet, siégeant au comité de direction.



La troisième génération de la famille Pinault monte en puissance

Financière Pinault, la société patrimoniale de la famille Pinault, cogérants de cette société en commandite par action, et à ce titre invités permanents du conseil de surveillance, accueillent trois membres de la famille dans cette instance, où siègent déjà Laurence et Dominique, la sœur aînée et le benjamin du PDG de Kering. Il s'agit de l'aîné de chacun des trois enfants du fondateur du géant du luxe, Olivia Fournet, fille de Laurence, exerce actuellement comme directrice du développement de Balenciaga, une des marques phare de Kering; François Louis Pinault, fils de François-Henri, a récemment rallié le conseil d'administration de la maison d'enchères londonienne Christie's, qui appartient à Financière Pinault; Gaëlle Pinault, fille de Dominique, fraîchement diplômée, officie outre-Manche, auprès du gestionnaire d'actifs Pimco, filiale d'Allianz. Ces nominations interviennent pour trois ans et, par la suite, aura lieu une rotation dans les trois branches.

« Nous sommes très heureux et fiers d'accueillir une nouvelle génération de la famille au sein du conseil de surveillance, soulignent

François Pinault et François-Henri Pinault. Cette évolution s'inscrit naturellement dans la vision de long terme de notre famille pour le groupe. Fidèles à nos racines entrepreneuriales, nous continuerons à accompagner des entrepreneurs et des équipes qui se distinguent par leur capacité à innover, à voir loin et à agir vite, en leur assurant les moyens de leur développement en France et à l'international. »

Fort potentiel de croissance

Fondée en 1992, Financière Pinault est la maison mère d'Artemis, qui investit dans des entreprises à fort potentiel de croissance. Artemis est le principal actionnaire de Kering (Gucci, Yves Saint Laurent, Bottega Veneta...) et détient Christie's, Artemis Domaines, Ponant, Creative Artists Agency, Pinault Collection, le Stade Rennais, Le Point, Point de Vue, les Éditions Tallandier, Courrèges et Giambattista Valli. Artemis est par ailleurs actionnaire minoritaire de référence de l'équipementier sportif allemand Puma et du fonds franco-américain dans la tech Red River West. Depuis 2017, le holding accompagne également le déploiement de la chaîne de crêperies Breizh Café lancée par le Breton Bertrand Larcher.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

ALESSANDRO VALENTI Givenchy



Alessandro Valentini succède à Renaud de Lesquen à la direction générale de Givenchy. Après être passé par Bull, Carrefour, Versace et Armani, il a rejoint LVMH en 2014 en tant que directeur général de Louis Vuitton France et Monaco, avant d'évoluer pour endosser finalement la présidence de la région EMEA de la marque en avril 2022.

ARTHUR MARTIANO LeLynx

Le comparateur d'assurances, de mutuelles et de fournisseurs d'énergies LeLynx.fr désigne comme directeur général Arthur Martiano, ex-directeur stratégie produit, go-to-market et marketing de Doctolib. La direction technique revient à Elias Daher, un ancien de Talan.

DENIS LE FERS Bpifrance

Denis Le Fers rallie Bpifrance en tant que directeur général assurance export. Il a œuvré ces quinze dernières années à la direction générale du Trésor du ministère de l'Économie et des Finances, notamment comme chef de l'unité en charge des financements export pour les secteurs naval, militaire, spatial et aéronautique. Il assurait, depuis 2020, la sous-direction des relations économiques et des partenariats. M. K.

Comment investir dans des marchés qui font le grand écart ?

Hervé Rousseau

Les marchés européens et américains avançaient d'un même pas en début d'année. Paris a depuis décroché.

Après avoir avancé de concert en début d'année, les marchés mondiaux font le grand écart. Wall Street navigue toujours proche des sommets. L'Europe a perdu une large part de son avance et Paris est désormais à la traîne. Les remous provoqués par les élections européennes puis législatives ont nettement réduit la belle hausse enregistrée par le CAC 40 en début d'année.

Depuis son sommet du 10 mai dernier, à 8 259,19 points en séance, l'indice phare de la Bourse de Paris a décroché d'environ 7,5 %. Le Stoxx 600, paneuropéen, a lui aussi perdu de son avance même s'il affiche encore 7,5 % de hausse depuis janvier. Loin de cette agitation, Wall Street est en grande forme. Le Standard & Poor's 500, l'indice de référence des gérants sur les marchés américains, grimpe de plus de 16 % depuis le début de l'année et le Nasdaq, riche en valeurs technologiques, s'ajoute plus de 20 %.

Depuis de longs mois, les marchés américains sont portés par les promesses de l'intelligence artificielle (IA). Le décollage du Nasdaq a coïncidé avec l'arrivée de ChatGPT en novembre 2022.

Depuis, l'indice s'est adjugé plus de 50 %. Le spécialiste des cartes graphiques Nvidia, qualifié par Morgan Stanley de « parrain » de l'IA, a été le grand gagnant de cette vague d'optimisme. Son titre s'est envolé de 1 000 % depuis

novembre 2022. Les méga-capitalisations de la technologie - Microsoft, Apple, Alphabet (la maison mère de Google), Amazon ou encore Meta Platform, rejoints désormais par Nvidia - concentrent plus de 30 % de la valeur du Standard & Poor's 500, l'indice regroupant les 500 premières entreprises américaines cotées en Bourse. « La concentration n'a jamais été aussi forte depuis les années 1930 », constatent les gérants d'Edmond de Rothschild AM.

Pour Goldman Sachs, cette dépendance de Wall Street à une poignée de valeurs « est clairement un signe de vulnérabilité des marchés ». La domination des « méga-capitalisations » américaines s'approche d'un point « critique », estiment de leur côté les analystes de Société Générale. S'ils sont convaincus du haut potentiel de l'IA, nombre d'experts estiment que le Nasdaq peut être allé trop haut et trop vite. Le marché ne prend pas suffisamment en compte « l'environnement inhabituel » dans lequel est entré le marché avec « une dynamique de croissance qui commence à faiblir ou encore les prochaines élections aux États-Unis », ajoute Goldman Sachs. Depuis peu, l'étoile de Nvidia commence d'ailleurs à pâlir.

Bien que moins marqué, ce phénomène de concentration de la cote autour de quelques champions est également à l'œuvre en Europe. La hausse du Stoxx 600 doit en effet beaucoup à l'envolée du fabricant de machines pour l'industrie des semi-conducteurs ASML (+50 % depuis le début de l'an-

née) et au laboratoire danois Novo Nordisk et ses coupe-faim (+40 %). Conscients que les arbres ne montent pas au ciel, les investisseurs se mettent en quête de nouveaux horizons. Face à la montée des risques politiques, bon nombre de professionnels empochent une part de leurs (copieux) bénéfices sur les champions de la tech ou de la pharmacie et renforcent la part de cash dans les portefeuilles.

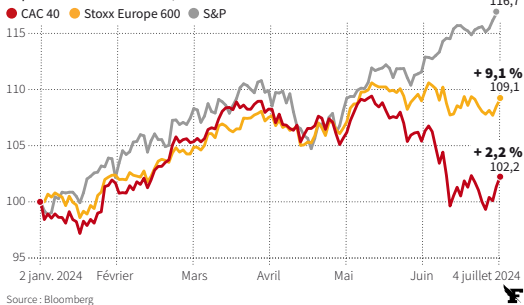
Si la plupart des spécialistes se tiennent sur leurs gards avant les élections, ils préparent activement la suite. « Pour la deuxième partie de l'année, les investisseurs devront composer avec un environnement économique plutôt porteur, mais avec des problèmes politiques qui prennent déjà le dessus, explique Benjamin Melman, directeur des investissements chez Edmond de Rothschild AM. La bonne nouvelle est que les réactions de marchés aux crises politiques sont parfois excessives et peuvent livrer de belles opportunités. »

Pour Christopher Dembik, chez Pictet AM, le secteur de l'automobile « très décoté offre un beau potentiel avec par notamment Stellantis ». Le groupe est en grande forme financière et le solide rendement sur dividende du titre (environ 8,5 %) assure une bonne protection. Il privilégie également le secteur du luxe avec les fameux Khol (Kering, Hermès, L'Oréal et LVMH) « très peu exposés aux turbulences politiques françaises ». Les champions français du luxe réalisent seulement 7 % à 8 % de leur chiffre d'affaires en France, dont une bonne part avec des touristes. Edmond de Rothschild AM avance deux convictions fortes pour le second semestre : les « small caps » européennes, dont la décade est historique, et les marchés émergents, avec une préférence pour l'Inde et son vaste marché intérieur.

Il est possible d'investir sur ces deux thématiques au travers de fonds d'investissement, notamment d'ETF (fonds indiciels cotés) qui permettent de prendre position en un éclair et de faire volte-face aussi vite, le tout avec des frais réduits. ■

L'Europe distancée par les marchés américains

Les indices CAC 40, Stoxx Europe 600 et Standard & Poor's 500 depuis le début de l'année, en base 100



Source : Bloomberg

QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier

Rénovation énergétique : de quelles aides peut-on bénéficier ?

Les conditions pour toucher l'aide MaPrimeRénov' ont été assouplies depuis le 15 mai. Vous avez jusqu'à fin décembre pour en bénéficier.

1. Quels sont les travaux éligibles ?

Tous les monogestes (un seul poste de travaux) donnent droit à MaPrimeRénov' dans le cadre du parcours « par geste ». On peut entreprendre l'isolation des murs ou remplacer ses fenêtres, par exemple, sans être obligé de changer de mode de chauffage comme cela était obligatoire avant le 15 mai. « Attention, il existe une exception : la pose d'un système de ventilation s'accompagne obligatoirement d'un geste d'isolation », avertit Pierre-François Morin, directeur de l'activité rénovation de Hello Watt, la plateforme pour suivre et réduire sa consommation d'énergie.

Par ailleurs, les propriétaires de passoires thermiques, classées F et G au DPE (diagnostic de performance énergétique), devaient obligatoirement choisir le parcours « rénovation d'ampleur », à partir du 1^{er} juillet. Or ils peuvent encore se contenter du parcours « par geste » jusqu'à fin 2024.

Une fois les travaux éligibles identifiés, il reste à choisir des matériaux et les équipements. Ils doivent répondre à des caractéristiques précises (listées dans l'arrêté du 17.11.20, JO du 19/11/2020). Sinon, pas de subvention ! « Les clients ont intérêt à vérifier ou faire vérifier par le service France Rénov' ou un mandataire leurs devis, pour être certains d'obtenir les aides », insiste Baudouin de La Varenne, cofondateur du bureau d'études Ithaque, qui épaula les ménages dans leur projet de rénovation. « Ainsi, seuls les isolants affichant une performance thermique minimale sont éligibles et la prise en charge de nouvelles fenêtres est conditionnée au remplacement d'un simple vitrage », indique-t-il.

Attention, un seul geste ne parvient que rarement à faire sortir un bien de la catégorie des passoires thermiques. De plus, il est déconseillé de multiplier les monogestes en raison de possibles inforts et surcoûts, mais aussi un risque de pathologies dans le logement (humidité, moisissures...). ■

2. Comment obtenir l'aide ?

Il faut commencer par se créer un compte sur le site maprimerenov.gouv.fr. « Dans l'idéal, il faut d'abord contacter l'agence France Rénov' qui va vous orienter sur les primes accessibles en fonction de vos ressources, de la composition de votre ménage et des travaux que vous pouvez faire. C'est elle aussi qui vous indiquera des artisans disposant du label RGE, reconnu garant de l'environnement », précise Jean-Louis Pradoux, directeur général de l'entreprise Objectif ÉcoEnergie, qui accompagne les particuliers dans la réalisation et le financement de leurs travaux. Vous pouvez vous charger de l'ensemble des démarches administratives vous-même - mais cette tâche est compliquée et chronophage ! - ou désigner un mandataire. Il existe trois types de mandats différents. Le mandat administratif, qui permet à l'entreprise de déposer la demande de subvention ou de paiement à votre place (vous pouvez confier un tel mandat à Renolih ou Ithaque, notamment). Le mandat financier, qui prévoit que le mandataire vous avance les frais à hauteur du montant de la prime. Il récupère l'argent à votre place une fois les travaux terminés, mais ne réalise aucune tâche administrative (adressez-vous aux Compagnons de la sobriété énergétique - CSE - ou à OC2E, par exemple). Enfin, le mandat mixte, qui mêle les deux statuts (Hello et Effy le proposent notamment).

3. Peut-on cumuler MaPrimeRénov' avec d'autres aides ?

Oui. Les monogestes, par exemple, n'empêchent pas de bénéficier des certificats d'économie d'énergie (CEE). Ces derniers sont délivrés par les fournisseurs d'énergie comme Engie ou Total, les supermarchés qui vendent du carburant (E.Leclerc, par exemple) ou des enseignes de bricolage. Vous pouvez les monétiser par vous-même ou passer par des mandataires (Effy, PrimesEnergie, notamment) qui les récupéreront en votre nom. Ce sont souvent eux les mieux-disants. Les travaux doivent être éligibles aux CEE ; la liste de ceux concernés est consultable à l'adresse ecologie.gouv.fr/operations-standardisees-deconomes-denergie et réalisés par un artisan disposant du label RGE. Les CEE sont la seule aide dont bénéficient les ménages aisés qui n'ont pas accès au parcours de rénovation énergétique par geste. Ils peuvent recevoir 2900 euros de CEE pour la pose d'une pompe à chaleur air-eau, par exemple. Alors qu'un ménage à revenus intermédiaires obtiendra, pour ce même chantier, les 2900 euros de CEE et une aide MaPrimeRénov' de 3000 euros. Enfin, les villes, départements, régions ou certaines caisses de retraite délivrent aussi des subventions. Pensez à les solliciter. ■

LOUVOIC CLEMINA

à suivre sur lefigaro.fr/bourse

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sciv et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone



LA SÉANCE DU VENDREDI 5 JUILLET

LE CAC									
	DIFF	STOX	GRANDI STOX	ASIA STOX	SCAP ECH	SI/12		DIFF	STOX
ACCOR	38,65	-2,32	39,68	38,58	0,204	+11,71	LVMH	716,4	-0,47
AIR LIQUIDE	163,46	-1,17	165,32	162,76	0,092	-7,19	MICHELIN	35	-0,6
ARBUS	136,28	+0,13	138,14	136,16	0,118	-2,5	ORANGE	9,776	+1,05
ARCELOORMITAL SA	21,49	-0,78	21,78	21,38	0,172	-16,3	PERNODRICARD	130,15	-0,38
AXA	21,96	-0,37	22,35	21,78	0,131	+8,38	PUBLICIS GROUPE SA	100,75	-0,2
BNP PARIBAS ACT A	63,66	-0,41	64,1	63,17	0,206	+1,71	RENAULT	50,1	-0,4
BOUYGUES	31,51	+0,35	31,76	31,26	0,126	-7,65	SAFRAN	202,5	-1,07
CAPGEMINI	191,15	-0,18	192,4	190,7	0,135	+1,27	SAINT GOBAIN	77,34	-0,13
CARREFOUR	14,17	+1,25	14,25	14,05	0,363	-14,46	SANOFI	90,94	-0,07
CREDIT AGRICOLE	13,625	-0,48	13,64	13,47	0,152	+6,01	SCHNEIDER ELECTRIC	227,75	-1,21
DANONE	58,56	-0,51	59,14	58,26	0,155	-0,2	SOCIETE GENERALE	21,675	+0,64
DASSAULT SYSTEMES	35,78	-1,42	35,78	35,26	0,068	-10,11	STELLANTIS NV	18,102	-1,1
EDENRED	41,05	+0,07	41,37	40,77	0,096	-24,18	STMICROELECTRONICS	38,93	+2,21
ENGIE	14,29	+1,35	14,32	14,15	0,271	-11,23	TELEPERFORMANCE	11,3	-0,44
ESSILORLUXOTTICA	202,3	-0,74	204,9	200,5	0,061	+0,14	THALES	154,9	-0,99
EUROFINS SCIENT	47,93	+4,38	48,3	46,95	0,312	-18,74	TOTALENERGIES	65,36	-0,65
HERMES INTL	216	-0,28	210	2106	0,134	+0,28	UNISAIL-ROAMCO-WE	76,08	-0,13
KERING	335,05	-0,24	341,3	333,4	0,082	-16,03	VEDIJA ENVIRON	29,48	+0,72
L'OREAL	410,05	+0,5	411,85	408,2	0,044	-9,01	VINCI	105,2	+1,84
LEGRAND	94,5	-0,23	95,54	93,98	0,144	+0,43	VIVENDI SE	10,085	+0,87

LES DEVICES			L'OR		
MONNAIE	1 EURO	VEILLE	31/12		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6073	AUD	Lingot 100g	70 838,70C
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4736	CAD	Lingot 50g	35 419,35C
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8461	GBP	Lingot ONCE (31,10g)	2 214,44C
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,4544	HKD	Lingot 10g	78 580C
JAPON	YEN	174,06	JPY	Lingot 2,5g	187,82C
SUISSE	FRANC SUISSE	0,973	CHF	20F-NAPOLÉON	441,01C
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0824	USD	20F-SUISSE	436,08C
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,372	TND	SOVERAIN	552,66C
MAROC	DHARAM	11,103	MAD	KRUGGERAND	2 356,27C
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	35,4062	TRY	50 PESOS	2 855,61C
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	91,89	EGP	10 DOLLARS	1 151,91C
CHINE	YUAN	7,8655	CNY	20 DOLLARS	2 302,82C
INDE	ROUPIE	90,3685	INR		
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,65	DZD		

LA VALEUR DU JOUR

L'intelligence artificielle propulse le bénéfice de Samsung

Le géant sud-coréen Samsung Electronics s'attend à un bénéfice d'exploitation multiplié par 15 sur un an au deuxième trimestre, grâce à un rebond des prix des puces et à une hausse de la demande pour alimenter les systèmes d'intelligence artificielle générative.

D'avril à juin, Samsung devrait enregistrer un bénéfice d'exploitation de 10 400 milliards de wons (6,9 milliards d'euros), contre 670 milliards un an plus tôt. Ces prévisions dépassent de 25,8 % les prévisions des analystes. Les semi-conducteurs sont au centre de l'économie mondiale. Ils sont utilisés dans tous les domaines, des appareils électroménagers aux téléphones portables, en passant par les voitures et les armées. La demande de composants avancés pour les systèmes d'intelligence artificielle est montée en flèche ces derniers mois grâce au succès de ChatGPT et de l'IA générative. « Le développement

de l'IA a stimulé la demande de disques SSD (disques statiques à semi-conducteurs) de grande capacité », selon Arach D'U, analyste de la société de recherche TrendForce basée à Taipei, en référence à une nouvelle génération de dispositifs de stockage utilisés dans les ordinateurs. Samsung devrait être l'un des principaux bénéficiaires de cette envolée de la demande.

Les semi-conducteurs sont le principal produit d'exportation de la Corée du Sud. Ils ont rapporté au pays 11,7 milliards de dollars en mars, leur niveau le plus élevé depuis près de deux ans, selon les statistiques officielles. Cela représente un cinquième des exportations totales du pays. Samsung doit dévoiler le 10 juillet à Paris ses derniers modèles de smartphones pliables, un de ses produits phares, dotés de fonctions d'intelligence artificielle, ainsi qu'une série d'accessoires, dont une nouvelle bague intelligente qui permet de surveiller son état de santé. ■

Warner Bros Discovery s'invite dans le dossier de la Ligue 1

Chloé Woitier et Ingrid Vergara

Le groupe et la Ligue de football professionnel négocient la diffusion de la chaîne 100 % Ligue 1 sur la plateforme Max.

Les discussions s'accroissent à la Ligue de football professionnel (LFP) alors que le compte à rebours d'ici la reprise du championnat de France n'affiche plus que six semaines. Vendredi, un conseil d'administration a fait le point sur les options à sa disposition pour diffuser les matchs de la Ligue 1. Et un nouveau nom, révélé par RMC, a fait son apparition dans ce complexe dossier : celui de Warner Bros Discovery et de sa plateforme Max.

Lancé en France le 11 juin dernier, ce nouveau service de streaming vidéo propose un riche catalogue de séries (*Game of Thrones* : *House of the Dragon*, *Friends...*) et de films (*Harry Potter*, *Batman...*) ainsi que la diffusion de compétitions sportives, notamment via Eurosport (JO, Tour de France, 24 Heures du Mans...). La chaîne 100 % Ligue 1, que la LFP envisage de bâtir elle-même comme plan B, pourrait-elle venir bientôt renforcer cette offre ? Le groupe américain

et la Ligue sont entrés en négociations pour la distribuer sur la plateforme Max. Cette future chaîne serait accessible via un abonnement à 27,99 euros par mois qui donnerait accès à une offre combinant à minima les matchs de la Ligue 1 à l'ensemble du catalogue séries et films de Max. Les contours exacts du « bundle » sont encore flous, notamment quant à la présence des autres sports. Actuellement, les abonnés Max payent 9,99 euros par mois pour la version standard (sans publicité), auxquels il faut ajouter 5 euros pour accéder à l'option sport.

Le britannique DAZN sur les rangs

L'accord en discussion serait non exclusif, et concernerait uniquement la distribution de la chaîne. Les coûts de production et de marketing de cette dernière seraient entièrement à la charge de la LFP, qui pourrait aussi la distribuer via d'autres canaux. Les plans initiaux de la

Ligue, communiqués fin juin lors d'une audition au Sénat de Vincent Labrune, président de la LFP, prévoyaient de commercialiser la chaîne entre 20 euros et 25 euros par mois, hors taxes, via les opérateurs télécoms. « Il reste encore beaucoup de travail », précise une source proche du dossier. Selon un expert des médias interrogé fin juin par *Le Figaro*, « trouver une rédaction et produire des matchs coûte près de 50-60 millions d'euros par an », auxquels il faut ajouter une centaine de millions d'euros en coût d'acquisition d'abonnés. Ce dernier point serait sensiblement réduit si la LFP s'allie à Max et à sa force de frappe.

Pour se donner les moyens de ses ambitions sur le marché français, Warner Bros Discovery a en effet passé des accords avec un large réseau de partenaires : Canal+, les quatre opérateurs télécoms (Orange, Free, SFR, Free) et Amazon Prime Video. L'application Max est aussi disponible sur les télévisions

connectées et sur les consoles de jeux. La Ligue 1 serait donc potentiellement accessible sur tous les écrans. De son côté, Max, qui mise sur les contenus différenciants pour attirer un large spectre d'audience, bénéficierait avec la Ligue 1 d'un produit d'appel de premier choix pour se faire une place aux côtés de Netflix ou de Disney+. La LFP se refusait vendredi après-midi à tout commentaire.

Le conseil d'administration de la LFP et les présidents des clubs ont toutefois une autre option sur la table. Le britannique DAZN, qui n'a jamais fait mystère de son envie d'acquiescer les droits du championnat français après avoir remporté depuis 2020 ceux de la Bundesliga, de la Liga et de la Serie A italienne, a déposé une offre. Présentée vendredi matin au conseil d'administration de la LFP, elle met sur la table une moyenne de 375 millions d'euros par an durant cinq ans pour huit des neuf matchs de chaque journée. Selon *L'Équipe*, le paiement serait de

300 millions d'euros la première année, pour monter à 500 millions pour la saison 2028-2029. Obtenir ces droits permettrait à la plateforme britannique d'atteindre une tout autre stature en France. Elle détient actuellement les droits de la NFL (football américain) et de la Professional Fighters League (arts martiaux mixtes), et vient de signer les droits du championnat français de basket Betclio Elite pour les saisons 2024 à 2029.

Resterait toutefois à trouver un autre diffuseur pour le dernier match de la journée de Ligue 1. Or, aucune plateforme ne s'est à ce jour manifestée auprès de la LFP. Le total des droits versés sera quoi qu'il en soit bien loin des 863 millions d'euros par an initialement espérés par la LFP pour la diffusion en France du championnat...

Les scénarios Max et DAZN seront présentés samedi en fin d'après-midi au collège de Ligue 1, qui réunit l'ensemble des clubs. ■

De Bardella à Le Maire, comment LinkedIn devient un terrain de jeu pour les politiques

Carla Piombi

Le réseau social, où les discussions politiques deviennent moins taboues, permet de toucher cadres et dirigeants.

Un nouveau terrain de jeu pour la communication politique. Comme les grands patrons jouant les influenceurs, les personnalités politiques investissent aussi LinkedIn, à l'instar de Jordan Bardella, qui a créé son profil il y a quelques jours. La plateforme américaine, rachetée par Microsoft en 2016, est fréquentée par 18,6 millions d'internautes français par mois, à quasi-égalité avec X (ex-Twitter). Ce réseau social est avant tout connu pour être le théâtre des réussites professionnelles et de l'entrepreneuriat. « LinkedIn touche un public que les politiques n'atteignent pas sur X, plus professionnel, cadre, moins jeune, moins dans l'invective et peut-être plus éduqué », note Paul-Antoine Sigelon, consultant chez Havas Paris et ancien conseiller communication dans plusieurs cabinets ministériels. Selon plusieurs experts, le site pourrait devenir la première terre d'expression politique, et particulièrement « à l'aune des municipales 2026, où elle pourrait devenir la plateforme de la politique locale. »

Le bloc central, dont le Parti socialiste, Les Républicains et Renaissance, s'y taille la part du lion. Le président de la République, Emmanuel Macron, est quasiment hors compétition avec presque 3 millions d'abonnés, suivi de Bruno Le Maire et d'Édouard Philippe, selon les données récoltées par l'entreprise Visibrain. Juste derrière Raphaël Glucksmann, Gabriel Attal est la cinquième figure politique la plus suivie après avoir enregistré une importante hausse d'audience lors de son arrivée à Matignon, passant de 175 000 à plus de 320 000 abonnés. Il bénéficie du label « Top Voice » de LinkedIn, un badge réservé à une poignée de sélectionnés et attribué aux comptes reconnus comme des personnalités influentes sur le site.

« Personne ne sait vraiment ce que ce label donne comme avantage concurrentiel », souligne Pierre Vallet, PDG de l'agence d'influence Reputation Age. LinkedIn est en effet une boîte noire, tant sur son fonctionnement que sur ses algorithmes de tri des publications. Pour autant, la plateforme représente



Très actif sur LinkedIn, Bruno Le Maire compte parmi les premiers politiques à avoir adopté cette plateforme. En cette période de campagne électorale, le ministre utilise ce réseau pour, notamment, défendre le bilan économique du gouvernement. PHOTOMONTAGE LE FIGARO : WHO IS DANNY/STOCKADOBECOM/LINKEDIN

« Toute la macronie a investi LinkedIn pour toucher des salariés, des personnes qui parlent écologie ou qui cherchent le consensus »

Paul-Antoine Sigelon

Consultant chez Havas Paris et ancien conseiller communication dans plusieurs cabinets ministériels

une opportunité pour l'acteur politique qui sait s'en saisir, notamment en période électorale. « Vous pouvez inonder internet tant que vous voulez, ce n'est pas décompté du temps de parole », poursuit Pierre Vallet. « La part de voix algorithmique, c'est un angle mort de l'Arcom », ajoute Hamza Benmira, data analyst. Samuel Lafont, responsable des campagnes numériques du parti Reconquête porté par Eric Zemmour appuie que « l'important, c'est la caisse de résonance, de toucher un maximum de personnes ».

Devant la déchetterie où les éboueurs d'Abbeville sont en grève, à l'entrée d'une usine Goodyear ou en bas des immeubles, François Ruffin, candidat Nouveau Front populaire à Amiens,

met en scène sa campagne sur LinkedIn avec des vidéos accrocheuses. Comme un journal de campagne, il en profite pour étayer dans ses posts les propositions de la coalition de gauche. « C'est une figure singulière, une voix distinguée sur LinkedIn », estime Hamza Benmira. « À vous, chefs d'entreprise, entrepreneurs, artisans, commerçants : ne cédez pas aux sirènes du Rassemblement national. L'heure est grave », écrit quant à lui le ministre de l'Économie. Très actif sur cette plateforme, Bruno Le Maire compte parmi les premiers politiques à avoir adopté LinkedIn. Il n'hésite pas à y encourager l'équipe de France de football ou à poster une photographie de la tour Eiffel en souhaitant un « bon vendredi à toutes et à tous ». En cette période de campagne électorale, le ministre utilise aussi ce réseau pour défendre le bilan économique du gouvernement et aller à l'encontre des propositions du Rassemblement national. Car sur la plateforme des cadres et des dirigeants, les idées plus tranchées ont elles aussi progressivement trouvé leur place.

Sur le réseau social de Microsoft, l'heure a longtemps été aux publications mesurées, voire aseptisées. Sur un réseau où le profil public est la norme,

pour le salarié comme l'entrepreneur, l'affichage d'une appartenance politique est souvent une ligne rouge à ne pas franchir. « Les utilisateurs de LinkedIn ne parlent pas vraiment politique, un peu d'être ostracisés dans le monde professionnel », soutient le porte-parole d'Éric Zemmour. La culture du clash y semblait jusqu'alors inexistante, voire proscrite. Mais elle s'exacerbe en cette période d'élections et il n'est désormais plus rare de voir des internautes s'opposer vivement dans les commentaires. « L'algorithme de LinkedIn aime les publications qui font débat, qui font réagir. On touche ici à un nerf du politique », glisse le PDG de Reputation Age.

Ministres, parlementaires, maires ou conseillers régionaux... nombre d'entre eux ont saisi les avantages de LinkedIn. Une Marion Maréchal avec un rythme lent de publications (une à deux par mois) comme un Manuel Bompard beaucoup plus actif, obtenant l'un et l'autre un engagement significatif. D'autres restent au contraire plutôt éloignés de la plateforme. Très actif sur les autres canaux, Jean-Luc Mélenchon y a une page officielle inanimée depuis plus de huit mois. D'autres absents se font remarquer, à l'instar de François Bayrou, Éric Dupond-Moretti ou Ma-

thilde Panot. « Certains partis se disent de facto : "ce n'est pas ma boutique électorale, c'est trop CSP+ pour moi" », appuie Paul-Antoine Sigelon. « L'état-major de La France insoumise se dit "ce n'est pas notre but, ni notre cible, donc on n'y va pas". Je pense qu'ils ont tort. Il y a des habitudes politiques qui créent des stratégies de communication digitale décalées avec la réalité. » Ces forces politiques préfèrent la puissance de frappe d'un TikTok, où la cible est majoritairement jeune, ou d'un post sur le réseau X, là où les utilisateurs aiment débatter. A contrario, « toute la macronie a investi LinkedIn pour toucher des salariés, des personnes qui parlent écologie ou qui cherchent le consensus », poursuit le consultant du groupe Havas.

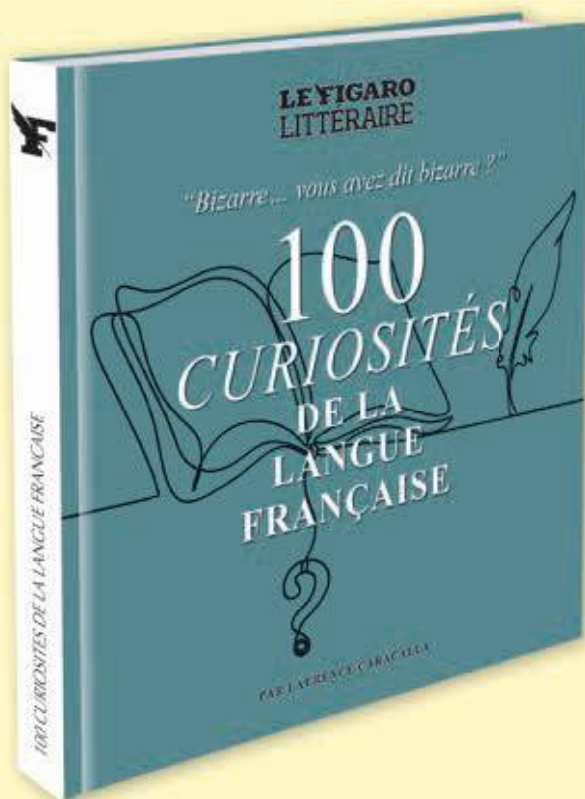
Pour le Rassemblement national, également très présent sur TikTok, « LinkedIn permet de professionnaliser la stature de Jordan Bardella, de construire un narratif professionnel autour de lui, alors qu'il n'a pas eu sa licence de géographie », analyse Paul-Antoine Sigelon. Les acteurs du secteur se posent la question : l'arrivée du président du RN sur la plateforme va-t-elle permettre aux idées de son parti « de s'y diffuser ou, au contraire, LinkedIn va rester cette espèce de village gaulois anti-RN » ? ■

NOUVEAU

**LE FIGARO
LITTÉRAIRE**

présente

BIZARRE, BIZARRE...



On « passerait des nuits blanches »
tout en « broyant du noir » ?

On « nourrirait
des applaudissements » ?

On connaîtrait « d'illustres
inconnus » ?

On adresserait un courrier
« à l'attention de » plutôt
« qu'à l'intention de » ?

On serait incapable d'utiliser
« fur » sans « mesure » ?

***Notre langue est
vraiment curieuse !***



**9€
,90**

150 pages, EN VENTE ACTUELLEMENT
Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO et vous



STYLE
DANS LES COULISSES
DU « 24 FAUBOURG », LE PETIT
GRAND MAGASIN D'HERMÈS **PAGE 33**



PHOTOGRAPHIE
NOS EXPOSITIONS
COUPS DE CŒUR
AUX RENCONTRES D'ARLES **PAGE 34**

BENOÎT TEILLER, AVEC L'AIDE D'AUTOUR DE L'ÉTAT L'URAGUICHILLOUS TROIL MARLENE L'ABARON DENEN KANTTUA



Le Petit Grill Basque

Erroa

Denen Kanttua

Les restaurants bistrots fleurissent dans la cité côtière basque, qui devient un passage obligé des gourmands. **PAGE 30**

« Paris l'été » est une fête

Étienne Sorin

Le festival fait l'école buissonnière au lycée Jacques-Decour avec des propositions de spectacles frais et inattendus.

J eux olympiques obligent, Paris l'été réduit la voilure. Même ramassé dans le temps et concentré en un seul lieu, le festival pluridisciplinaire ne cède rien de ses ambitions ni de sa joie communicative. À l'heure des grandes vacances et des résultats du baccalauréat, le lycée Jacques-Decour, entre le boulevard de Rochechouart et l'avenue Trudaine (Paris 9^e) se transforme en lieu de spectacles.

Dès 19 heures, Olivier Dubois s'occupe de l'échauffement sur le terrain de basket. Avec Podium (gratuit sur réservation), le danseur et chorégraphe réunit des sportifs issus de trois disciplines : boxe, gymnastique rythmique et aérobique. Des hommes et des femmes. Des jeunes et des vieux. Des corps de tous les gabarits, loin du formatage des corps de ballet. Des amateurs habitués à transpirer mais pas à se donner en spectacle. Le rituel sportif est bien présent, les gestes, reconnaissables. Les gants des boxeurs se mêlent aux rubans et aux cerceaux des gymnastes. Rien n'est plus émouvant que la mise en mouvement de corps dansants non professionnels. La technique n'est pas parfaite. Il y a parfois des hésitations mais ces compétiteurs se fondent dans un collectif. Sport ou danse, il n'y a pas de hiérarchie dans la beauté du geste.

Après cette performance physique, les Jazz Box de Cécile Léna mettent en scène la disparition des corps. L'installation conçue par la scénographie de théâtre se compose de huit isolements. À l'intérieur, un dé-

cor miniature dans une boîte et un casque à visser sur les oreilles. Huit étapes de l'histoire du jazz, ses villes et ses courants emblématiques. Du New York de Charlie Parker au swing de La Nouvelle-Orléans, l'atmosphère fantomatique évoque les toiles d'Edward Hopper et les maquettes de Charles Matton.

Langue charnue et abrasive

Retour à la chair et à la sueur avec Dear Jason, Dear Andrew, de Sébastien Barrier, auteur de *Savoir enfin qui nous buvons*, géniale épopée du buveur de vin naturel. Dans une salle de classe sous les combles, le phraseur fou rend hommage à Sleaford Mods, « duo post-électro-punk shakespearien de Nottingham », en « fan dans l'acception la plus tordue du terme ». Un prétexte pour parler de lui, de son chat Wee-Wee, de son fils Abel, de son métier de saltimbanque sur les routes avec son camion, de ses doutes. Tout cela sans pathos et avec humour. Cet admirateur de Georges Perros, breton d'adoption, parle une langue imagée, charnue et abrasive. Il nous venge de tous les discours politiques, démagogues et creux. Barrier est déjà en route pour le Festival Off d'Avignon. Mais Paris l'été continue et offre un bouquet d'autres spectacles. De quoi se consoler sans démodation. ■

Paris l'été, jusqu'au 16 juillet. Réservations sur parislete.fr ou au 01 44 94 98 00.

Dear Jason, Dear Andrew, de et avec Sébastien Barrier, à la Manufacture, à Avignon, du 11 au 13 juillet.

LONGINES
PILOT MAJETEK

Elegance is an attitude

LONGINES

*L'élégance est une attitude



Asier Alcalde, nouveau chef d'Alcalde.



Thon rouge mariné aux fruits rouges par Mathieu Moity chef Erroa.



Luke Dolphin (à gauche), chef de Pluviôse.

Le réveil de la gastronomie luzienne

Le retour au pays d'Inaki Aizpitarte, chef de file de la bistronomie parisienne avec son Chateaubriand, est un signe. Avec l'arrivée d'autres chefs en vue, il fait écho au nouvel îlot Foch, qui accueille Bizpoz, hybride flamboyant réunissant bars, commerces de bouche (dont la boulangerie Du Pain et des Idées, fraîchement importée de Paris), logements et futur hôtel (2025). Le centre-ville de Saint-Jean-de-Luz retrouve de l'appétit : la preuve par cinq.

Dans la rue Saint-Jacques, le Petit Grill Basque, institution tenue pendant trois générations par la famille De Gregorio, est désormais entre les mains d'Inaki Aizpitarte et Delphine Zampetti. « J'avais envie de revenir ici depuis un moment bien que je n'y aie jamais travaillé », raconte le cinquantenaire natif d'Hendaye, qui corneque le bistro tandis que sa compagne orchestre le traiteur mitoyen Chez Maya, rappelant son Chez Aline parisien. Sa vitrine rétro propose de la tortilla de pomme de terre, des croquettes au jambon, de la langue de bœuf vinaigrette, du poulet pot-au-feu et plusieurs sandwiches. La découverte du lieu, resté dans son jus, déniché par l'intermédiaire d'une connaissance d'enfance du chef, fut un coup de foudre. Avec ses fresques au pochoir Art déco signées Louis Floutier et ses pankas - système oriental de ventilation manuelle -, la salle du restaurant ne manque pas de cachet.

« Saint-Jean-de-Luz a longtemps fait figure de belle endormie mais rattrape son retard ! Il y a une énergie très basque, un côté culturel qui attire les chefs arty »

François Lemarié

Patron du bistrot Denen Kanttua

« Tout est nouveau pour moi, ici, indique, modeste, le chef autodidacte, qui a découvert le métier à Tel-Aviv avant de se révéler au Café des Délices puis à La Famille, à Paris. Le fait de partager la cuisine avec Delphine, mais aussi d'abandonner le menu dégustation avec lequel je me suis bien amusé pendant quinze ans. J'avais envie de revenir à une carte fixe entrée, plat, dessert, qui offre des repères aux clients, et de la compléter avec quelques suggestions du marché à l'ardoise que je prends beaucoup de plaisir à préparer. » Côté repères, le steak au poivre et ses frites à la graisse de bœuf, le merlu sauce verte et ses paillardes ou le thon à la biscayenne sont déjà les vedettes du menu bilingue français-basque. Pour nous, ce soir-là, après le délicieux pintxo façon pissaladière aux anchois de Getaria, ce fut une tranche de thon rouge cru fondant accompagné de quelques haricots noirs fermentés avant l'apothéose d'un arroz seco aux crevettes carabineros au goût iodé intense, ultracaramélisé dans son plat à paella, et en glorieux final une île flottante généreuse. Une cuisine de bistrot qui fait la part belle aux ingrédients du coin, dénichés au

Alice Bosio Envoyée spéciale à Saint-Jean-de-Luz

L'ouverture de tables bistro-nourries de produits locaux remet la cité balnéaire sur le devant de la scène culinaire basque. Tour de piste.

marché de Saint-Jean-de-Luz ainsi qu'à Saint-Sébastien, avec la touche créative qui fait la différence.

Dans un autre genre, l'Australien Luke Dolphin, qui a construit durant sept ans sa réputation à L'Antre, à Bidart, a posé ses valises dans un petit lieu atypique et planqué, Pluviôse, à deux pas de la très fréquentée place Foch. Pour douze couverts seulement, répartis sur deux étages comme dans un appartement - l'un en sous-sol, au comptoir, devant la cuisine, l'autre en mezzanine -, le chef orchestre seul le repas et le service. « J'aimerais pouvoir recruter quelqu'un mais je n'en ai pas les moyens pour le moment », explique celui qui n'ouvre qu'à midi et une semaine sur deux le soir afin de s'occuper de ses deux filles dont il a la garde partagée. Des conditions acrobatiques qui n'altèrent en rien sa créativité, à découvrir dans trois menus fixes, végétariens ou iodés, qui changent au gré des marchés de Saint-Jean, Hendaye et Biarritz. « Je fais beaucoup d'essais afin de toujours m'améliorer », nous confie celui qui réalise en outre son propre pain au levain (fièrement entretenu depuis 2014), ses légumes fermentés, sa poutargue, son vinaigre ou sa charcuterie de la mer. « Je cuisine beaucoup de légumes, d'herbes et de poissons car nous sommes dans un port ! Très rarement de la viande, avec les produits de la ferme Biotzeko, à La Bastide-Clairence, que je connais bien. » Au menu de notre déjeuner, dans des assiettes chinées et déparpillées, un poule à la braise sur salade de quinoa, herbes et chapelure tout en textures, un thon grillé rose, courgettes fermes, écrasé de pomme de terre et vinaigrette chimichurri, et un sorbet au yaourt turbiné minute avec crème de noisettes de Mont-de-Marsan. Fraicheur, personnalité et gourmandise sont au rendez-vous de cet ovni culinaire qui fait figure de secret bien gardé.

Derniers arrivés en ville, François et Fanny Lemarié ont repris le bistrot Denen Kanttua (« le coin de tous » en basque), à deux pas de la gare, tenu pendant plus de quarante ans par Jean-Jacques Lecuona avant de passer brièvement entre les mains des gérants du Petit Louis. Cet ancien journaliste gastronomique et cette publicitaire reconverte ont quitté Paris il

y a dix ans pour s'installer à Biarritz, où ils ont géré pendant six ans Chéri Bibi, une cave à boire et à manger du quartier Bibi Beurivage. Après avoir vendu, le couple s'est lancé dans le conseil aux restaurateurs. Mais la mise en vente du Denen Kanttua les a rappelés derrière le zinc. « S'installer ici était un vrai choix de vie. Nous ne nous sommes jamais vraiment acclimatés à Biarritz. Saint-Jean-de-Luz est beaucoup plus connecté aux agriculteurs, aux éleveurs. Il a longtemps fait figure de belle endormie mais rattrape son retard ! Il y a une énergie très basque, un côté culturel qui attire les chefs arty. Il y a d'ailleurs une belle entente dans cette nouvelle génération de restaurateurs : on se croise au marché, on partage nos producteurs, on se retrouve au Bar Basque... »

« En dehors de quelques étoilés et institutions, la ville s'était un peu perdue. Mais de plus en plus de jeunes ont le courage de se lancer, d'amener une belle bistronomie »

Mathieu Moity Chef d'Erroa

Dans le « Café de quartier » vintage des Lemarié, comme le proclame l'auvent rouge, l'ambiance est sonore et détendue, que l'on vienne boire un verre de vin nature (180 références !) au comptoir ou profiter sur les banquettes en skaï de la formule déjeuner à prix doux. Les assiettes bistrotières bien sourcées de Julien Rivoiron et Mathilde Denucun sont simples mais de bonne facture, comme cette terrine maison aux trois viandes et abats servie avec graines de moutarde et pickles, cette polenta de maïs grand roux au vieux brebis et courgettes grillées et cébettes ou ce financier aux prunes moelleux. Un troquet comme on rêve d'en avoir en bas de chez soi.

Le dynamisme luzien n'a pas échappé non plus à Mathieu Moity, enfant du pays - il est né à Ascain et a commencé sa carrière sur la côte basque -, qui vient d'ouvrir, boulevard Thiers, avec quatre associés sa première affaire, Erroa (« racines » en basque) : « En dehors de quelques étoilés et institutions, la ville s'était un peu perdue ; il y avait beaucoup d'abâtard, de restos pour touristes. Mais de plus en plus de jeunes ont le courage de se lancer, d'amener une belle bistronomie. Le Kmpoir des Amis prouve, par exemple, que l'on peut faire bon et pas cher. » La vaste salle d'Erroa fonctionne à double détente : restaurant d'un côté, bar à tapas avec table haute commune de l'autre. « D'abord parce que c'est quelque chose qui se fait beaucoup au Pays basque espagnol mais aussi parce que cela me permet de réduire les déchets en utilisant un maximum de produits dans les deux espaces. » Thon rouge mariné à la fraise, kimchi et shiso ; pressé d'oreilles de cochon, seiche, crème de poivron et courgette ; abricots au miel, pollen et sésame ; depuis sa cuisine ouverte, le chef mise sur les associations surprenantes et les produits méconnus. « Lors de ma formation, chez Bras, au Noma, au Chateaubriand ou à

Mugaritz, j'ai choisi des maisons qui sortaient des sentiers battus car je ne voulais pas entrer dans un moule classique mais développer une cuisine personnelle, explique cet ancien basketteur et étudiant en physique-chimie. Je crois beaucoup au ressenti, à l'émotion, plus qu'à la technique. J'aime perturber les parfums sans pour autant dénaturer le plaisir. Les clients d'aujourd'hui cherchent à être poussés dans leurs retranchements. » Amoureux des légumes, des épices, des fermentations et des herbes sauvages, il s'inspire aussi du Mexique et de l'Asie tout en insistant sur son sourcing strictement local. « Comme notre nouvelle génération de chefs, les jeunes paysans du coin s'ouvrent sur le monde et cultivent du piment mexicain, du gingembre, du curcuma... » Si certaines trouvailles s'avèrent plus réussies que d'autres (le quai de veau ce soir-là était indubitablement trop cuite), Erroa est un restaurant ambitieux qui ne laisse pas indifférent.

Dernier arrêt au cœur du centre-ville, sur la fête festive rue de la République, chez Alcalde. Le restaurant racheté en 1983 par l'ancien rugbyman Michel Bordagaray (disparu en 2022) vient de faire peau neuve. « Après l'incendie qui a touché notre établissement, nous avons décidé de changer de concept. Malgré le tourisme sur la côte basque, nous avions remarqué une baisse de la fréquentation ; nous avons donc réfléchi à la manière de le rendre plus attractif », détaille Vincent Bordagaray, rugbyman à son tour, qui œuvre à la relance de l'aventure familiale lancée par son père. Exit le banc d'écailler, place à un nouveau décor en deux espaces - bar à tapas d'un côté, restaurant de l'autre - et à un nouveau chef espagnol qui, par le plus grand des hasards, se nomme Asier Alcalde ! Ce dernier, à la tête de l'Asador Ana Mari, à Irun, est spécialiste de la cuisine à la braise : côte de bœuf, mais aussi artichauts, chipirons, merlu de ligne local... « Sans aller jusqu'au gastro, notre objectif est de proposer quelque chose de qualitatif qui s'adresse aux touristes mais surtout aux locaux. Et Ana Mari est pour nous la Rolls du genre ! » Si la terrasse qui fait face au Kaiku, l'étoilé local, ne paye pas de mine, les croquettes au jambon ibérique sont sans reproche, les giroules en persillade, jaune d'œuf et purée, très gourmandes, les boulettes de txuleta parfumées et la torta de queso et la glace Tatin, onctueuses. Même plus besoin de se rendre de l'autre côté pour déguster les spécialités basques espagnoles. ■

Le Petit Grill Basque. 9, rue Saint-Jacques. Tél. : 05 59 22 87 95. Du mer. au sam. soir, ven. et sam. midi. Carte : 40-65 €.

Pluviôse. 3, rue du 17 Pluviôse. Tél. : 06 67 41 78 07. Du lun. au ven. midi. Une semaine sur deux le soir.

Menus à 25 €, 40 € (de) et 60 €.

Denen Kanttua. 13, av. Jaureguiberry. Tél. : 05 59 24 07 15. Du lun. au ven. midi et du mer. au ven. soir. Carte : 30-45 €. Formule déj. à 25 €.

Erroa. 32, bd Thiers. Tél. : 05 59 26 00 02. Tous les soirs s'mar. Dim. et lun. midi. Carte : 40-60 €.

Alcalde. 20-22, rue de la République. Tél. : 05 59 26 89 44. Tous les jours s'm. Carte : 40-60 €.



Arroz seco aux crevettes carabineros du Petit Grill Basque d'Inaki Aizpitarte.

A droite, Fanny et François Lemarié, patrons du bistrot Denen Kanttua.



Romain Schneider

L'État du sud-est déroule des parcours d'anthologie classés parmi les plus beaux du pays. « Le Figaro » en a testé trois.

Au sud du Maryland, la Virginie (capitale : Richmond) est réputée pour avoir été la terre de figures politiques comme George Washington ou Thomas Jefferson. Elle est aussi très appréciée des amoureux de la nature. Entre les montagnes Appalaches et l'océan Atlantique, l'État possède six parcs nationaux, dont celui de Shenandoah et ses 810 kilomètres carrés de terres protégées. Dans ce berceau historique de la bannière étoilée, le golf est aussi roi avec ses 220 parcours, dont trois resorts d'exception. Il sera d'ailleurs à l'honneur du 12 au 15 septembre, à l'occasion de la Solheim Cup (la Ryder Cup au féminin) disputée au Robert Trent Jones Club.

Pour découvrir la région club en main, cap à l'est. Et plus précisément à Williamsburg, ville coloniale, restaurée comme au temps de la guerre d'indépendance américaine. Une métropole muséifiée qui peut paraître artificielle au premier abord. Le golf attenant au Williamsburg Lodge, Autograph Collection, hôtel aux éléments décoratifs du XVIII^e siècle, n'est en revanche pas du tout. Toute l'excellence du swing à l'américaine est résumée ici : entretien, dessin, esthétisme, rapport qualité/prix. Inauguré en 1963 et construit par Robert Trent Jones senior, le Gold (le parcours doré), terrain vedette du Golden Horseshoe Golf Club, est classé parmi les 50 meilleurs parcours publics en Amérique. Une affaire de famille. Rees Jones a remodelé le tracé de son père situé sur une plantation de 230 hectares datant du XVIII^e siècle. The gold est particulièrement connu pour le trou 16 (par 3) et son green en île, dont le starter nous précise qu'il a été imaginé près de vingt ans avant le fameux numéro 17 du TPC Sawgrass. Ce trou de 140 mètres (des boules jaunes) en forte descente vers le green, s'impose comme la signature de ce tracé. Le 17, long par 4 bordé d'arbres, fait partie, au même titre que le 16, des 100 plus beaux trous du monde, mentionne un panneau au départ. Le plan d'eau qui entoure ce trou s'étire également sur le 2 (par 5), le 7 et le 12 (deux pars 3). Si les fairways se révèlent assez généreux, il faut être précis dans son jeu de fer pour atteindre en régulation des greens petits et ondulés. Un certain Jack Nicklaus détient toujours le record du parcours avec un score de 67 (-4). Mais



Le golf roi en Virginie

n'est pas Nicklaus qui peut. Le Golden Horseshoe Golf Club abrite un autre parcours, le vert (the green), situé à 5 minutes en voiture. Conçu par Rees Jones et ouvert en 1991, il se révèle très accidenté avec ses monticules sur de nombreux trous. Plus long, moins technique (et un peu moins manucuré), c'est un complément intéressant à la star des lieux.

Après cette halte de haute volée, cap à l'ouest. Il faut parcourir pas moins de 345 kilomètres et traverser les forêts de cet état poumon vert pour rejoindre un autre resort mythique. Situé le long de la frontière de la Virginie-Occidentale, l'Omni Homestead Resort, entouré par les montagnes Allegheny, n'est pas facile d'accès, mais mérite le détour. Ouvert en 1776, le Homestead Resort était, à la fin du XIX^e siècle, un prestigieux et luxueux lieu de villégiature. Vingt-trois présidents ont séjourné dans cet hôtel de 483 chambres. Cinq suites portent d'ailleurs le nom de l'un d'eux. Les prestations du spa comprennent une séance dans les Jefferson Pools qui rendent hommage au 3^e président des États-Unis qui y séjourna en 1818. Côté green, le site comprend deux parcours. Classé parmi les 100 meilleurs d'Amérique par *Golf Digest*, « les Cascades » (signé William Flynn en 1923, et remodelé par Robert Trent Jones senior en 1961), construit sur un terrain rocaillieux et vallonné, serpente à travers les monts de l'Allegheny Springs. Le parcours offre de nombreux dénivelés.

Greens accidentés et complexes

À l'instar du 12 trou dont le fairway étroit, en descente, tourne autour d'une forêt épaisse avant d'arriver sur un bordé de bunkers de chaque côté. Ce n'est pas le plus ancien parcours du resort. Cet honneur revenant au Old Course, un parcours de 6 trous ouvert en 1892, étendu à 18 trous en 1901 et redessiné par Donald Ross en 1913. Planté au pied de l'hôtel, le départ du 1 se targue tout simplement d'être le plus ancien des États-Unis. Ce tracé aux fairways moins étroits et aux grands greens s'avère moins technique que son voisin. Mais la balade est tout aussi agréable. On ne peut parler de l'histoire du Homestead sans évoquer Sam Snead, qui a vécu toute sa vie à Hot Springs. Lauréat de 82 tournois sur le PGA Tour (record co-détenu avec Tiger Woods), il a longtemps été le pro du club, travaillant dès l'âge de 7 ans comme caddie à l'Old Course. Il détient d'ailleurs le record du parcours Cascades, avec un score de 60 (-10) réalisé en 1983.

À 250 kilomètres au sud, en bordure de la Caroline du Nord, au milieu de nulle part à 90 kilomètres des aéroports de Charlotte, Primland s'impose comme le joyau ultime de Virginie. Une fois franchie l'entrée du resort, il faut grimper une quinzaine de kilomètres sur une route longue et sinueuse avant d'apercevoir l'hôtel et le parcours. Difficile de ne pas tomber sous le charme de ce resort ouvert en 2009. C'est en 1977 que les Primat - une famille d'industriels français membre des 500 plus grandes fortunes mondiales, grâce au pétrole et au transport de fret - firent l'acquisition de ce domaine de 4900 hectares, à 1000 mètres d'altitude, ayant été une réserve de chasse longtemps en jachère.

Aujourd'hui, il abrite un Lodge luxueux de 26 chambres et suites et un parcours très haut de gamme, le Highland Course. Dessiné par le britannique Donald Steele, le terrain, accessible des départs avancés mais complexe des

départs arrière (6558 mètres), serpente au milieu d'une forêt, en montagne. Pas un trou ne se ressemble et ne se croise.

Vallonné, ce tracé technique offre des vues inoubliables sur les montagnes des Blue Ridge. Les greens, parfaitement entretenus, se révèlent accidentés et complexes à lire. On y croise des biches ou des cerfs et parfois, paraît-il, des ours. Ce parcours évidemment acci-

denté reste jouable à pied pour les plus sportifs mais on conseillera la voiturette en raison de ses nombreux dénivelés. Le Lodge joue la carte du luxe avec son architecture boisée et son confort maximal. Évidemment, celui-ci à un prix (de 265 € à 510 € pour certaines chambres en haute saison)... Outre un spa de 750 m d'inspiration indienne cherokee et une piscine, le Lodge abrite aussi un



Le Highland Course de Primland offre des panoramas à couper le souffle sur les monts du Blue Ridge. Ci-dessus, le parcours des Cascades au Homestead Resort. PRIMLAND RESORT, VA: THE OMNI HOMESTEAD RESORT

restaurant gastronomique, Eléments. Pour le déjeuner, le 19th Pub est réputé pour ses hamburgers à déguster face aux trous 10 et 18. La grande originalité de l'endroit reste cet observatoire et son dôme attenant à l'hôtel doté d'un télescope (Tour of the Universe), permettant d'apercevoir des galaxies à 50 millions d'années-lumière... À Primland, on a la tête dans les étoiles. ■



MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

PROLONGATION

Jusqu'au
6 octobre
2024

MEXICA

Des dons et des dieux
au Temple Mayor



GOBIERNO DE
MÉXICO

CULTURA

INAH

cfri

fr

France
médias
mondiales

LEFIGARO

RATP

MATCH

CARNET DE ROUTE

Y ALLER

De Paris, vols directs pour Washington DC.

JOUER

- Primland Highland Course : de 153 à 290 euros ; primland.com

- Horseshoe Golf Club : gold course, de 70 à 190 euros ; Green Course, 93 euros ; colonialwilliams burghotels.com

- The Omni Homestead Resort Cascades Course, de 290 à 317 euros ; Old Course, 180 euros ; omnihotels.com

SÉJOURNER

- The Lodge Primland : à partir de 432 euros la chambre à plus de 1000 euros la suite. Se restaurer au Elements Primland, un restaurant gastronomique ; primland.com

- Williamsburg Lodge, Autograph Collection : de 230 à 500 euros la chambre ; colonialwilliams burghotels.com

- The Omni Homestead Resort : de 485 à plus de 2000 euros pour une suite. Se restaurer au Jefferson's, restaurant de viandes ; The-omni-homestead-resort.hotelsone.com

Stéphane Reynaud
Envoyé spécial à Maratea

Cet hôtel hors du temps constitue une porte d'entrée privilégiée dans une région méconnue d'Italie. Vins confidentiels et produits gastronomiques rares y satisfont les plus exigeants.

Les lieux disposent d'une salle de dégustation parmi les plus spectaculaires au monde, installée en bordure de jardin, sous une pergola qui protège des rayons du soleil de fin d'après-midi. Plus bas, il y a la plage, et derrière s'élève une falaise de plusieurs dizaines de mètres, en partie recouverte de végétation. De là-haut, on aperçoit le Stromboli, et parfois la cime de l'Etna. Le vin ne se goûte jamais mieux que dans la région où il est produit ; l'air et l'ambiance sont toujours dans l'esprit des jus. L'hôtel Santavenere se révèle comme le nec plus ultra pour découvrir les cuvées de la Basilicate. L'exercice est apprécié par la clientèle, des Italiens, des Anglais, des Américains qui posent leurs valises ici pour de longs séjours.

À l'heure de l'apéritif, Martino Palazzo, un amoureux de la région en charge de la cave de l'hôtel, passe en revue le meilleur de la production locale. Aucun crachoir à proximité. Ici, le plaisir ne s'arrête pas à mi-chemin. Palazzo a un faible pour les vins de la Cantine del Notaio, installée dans l'arrière-pays, à Rionero in Vulture. Après avoir vendu son raisin en vrac, la « cave du notaire » décida il y a un peu plus de vingt-cinq ans de produire ses propres bouteilles. Elle compte aujourd'hui de belles quilles issues de vignes cultivées sur des coteaux raides comme la justice, dominés par les sols volcaniques. Le royaume, depuis des siècles, du cépage aglianico, apporté de Grèce par les Phéniciens, les premiers habitants de Naples. Cette variété aux feuilles duveteuses, généreuse, mais sensible au mildiou, doit être cultivée dans des régions sèches et ensoleillées. Elle donne un vin souvent puissant et tannique, marqué par des arômes de fruits rouges - fraise de bois, cerise, myrtille - et de rose. Notons que les vins de la Basilicate ne comptent qu'une seule DOC notable : Aglianico del Vulture, qui doit son nom au cépage. On goûte ici un Verha de chez Elena Fucci (voir encadré) au nez d'agrumes, d'une grande légèreté. Démonstration que la Provence n'a plus le monopole de la troisième couleur. Toujours en rosé, avec des nuances orangées cette fois, on apprécie la Scrittura, sapide, aux arômes de pamplemousse et à la belle fraîcheur, un jus qui traduit l'influence maritime sur les raisins.

Le gotha mondial

En version blanc effervescent, et avec 20 % de chardonnay, cela peut donner Il Passaggio, d'une grande buvabilité, mais qui manque un tantinet de longueur. Il faut aussi se laisser tenter par le Verbo, un blanc au nez de pomme, floral à souhait. Comme si le milieu de l'été était concentré dans un verre. Un des meilleurs vins dégustés sur place est sans doute l'Atto, des Cantine del Notaio, un rouge nerveux au nez de poivre - une autre caractéristique de l'aglianico - soyeux au palais, profond, puissant juste comme il faut. Une façon de rappeler que le rouge reste la couleur reine de la région.

Quand le monde prenait le temps de vivre, l'hôtel Santavenere, premier 5-étoiles du sud de l'Italie, recevait le gotha mondial. Certains arrivaient à Maratea, sur la côte, par la petite route qui serpente dans cette région de semi-montagne, d'autres venaient en bateau, accostaient dans le miniport aménagé dans la roche. Romains et Napolitains appréciaient depuis longtemps la ville. Anita Ekberg, Alberto Sordi, Sophia Lauren, le prince Albert et d'autres prenaient du bon temps à l'hôtel Santavenere, dans ce lieu pensé par le comte Stefano Rivetti, un Piémontais venu dans la région pour y développer l'industrie textile. C'était les années 1950-1960. Le comte Rivetti sut faire prospérer cette partie de la Basilicate. Et lui

Santavenere, ambassade de l'art de vivre dans la Basilicate



L'hôtel Santavenere, 30 chambres entre mer et montagne en contrebas du village de Maratea, refuge de familles romaines et napolitaines. Un lieu pensé par le comte Stefano Rivetti comme un hymne à la douceur de la vie. SERVICE DE PRESSE

rendit hommage en faisant édifier un christ de 19 mètres de haut. Depuis, le Redentore, perché à 600 mètres d'altitude, semble bénir les dégustateurs.

Les lieux ont résisté au temps. La route qui mène à Maratea est toujours aussi sinuose. L'hôtel a été repris en 2020 par Aldo Melpignano. Il revit, baigné dans une atmosphère de tranquillité totale, comme si ce site grandiose

était hermétique au chaos contemporain. Les peintures et sculptures apportées par le comte sont toujours en place, comme le bar d'époque, où Vittorio Gassman pourrait siroter un vermouth - Elena Fucci en produit d'excellents.

Ce domaine immense entre roche et mer, doté de seulement 30 chambres, est devenu une formidable ambassade de la douceur de vivre locale et de sa



gastronomie. La table est à la hauteur de ce qu'on peut attendre d'un tel lieu. Les gamberoni, aussitôt pêchés, aussitôt flambés, sont hautement recommandables, comme les spaghetti alla vongole. On ne passe pas à côté du poisson croquant, spécialité locale, ou de la douceur du bocconotto, pâtisserie aux amandes et à la cannelle.

Au Santavenere, la soirée se termine

au bar, avec Giuseppe, jeune barman aussi volubile que créatif. Dans la tradition locale des liqueurs de fenouil, de myrte ou de laurier, l'homme distille ses propres alcools et réinterprète avec talent les classiques de la mixologie. On craque pour la Bionda - sa version locale du Negroni -, l'équilibre de son Old Fashioned et son Espresso Martini, puis dessert que cocktail. La vie est douce. ■

Elena Fucci, vigneronne lucanienne modèle

Tout son village comptait sur elle. La brillante élève obtenait des résultats scolaires exceptionnels. Elle excellait en sciences. Elle allait devenir une chercheuse en ingénierie génétique - c'était le souhait de sa mère professeur de mathématiques -, la gloire de sa région. Elena Fucci est partie à l'université, à Florence, dans la lointaine Toscane, mais elle a fini par étudier l'agronomie et puis l'œnologie, à Pise. Au désespoir de ceux qui suivaient son cursus comme on suit les étapes du Giro. Pire encore : ses études terminées, elle est revenue au pays, au pied du mont Vulture. Une folie.

« Si je n'étais pas rentrée au village, il aurait fallu vendre le domaine. Il en était hors de question. » Et la vigneronne de raconter l'histoire de cet arrière-grand-père vigneron, et de son fils, lui aussi vigneron, qui dut immigrer en Uruguay, à Montevideo, pour gagner sa vie. À son retour, il acquit le domaine sur lequel lui et son père avaient sué sang et eau « comme des esclaves » des années plus tôt. Son fils, le père d'Elena et de ses deux sœurs cadettes, put aller au lycée et devint professeur de physique. Et Elena Fucci fit la vigneronne. « Au début, en dehors de ma famille, personne n'a compris ce choix. Mes anciens copains d'école se moquaient de moi et de mon entreprise qui se résumait à quatre barriques. »

En plus, Elena Fucci s'est appliquée à ne pas produire des vins tels qu'on les attend ici. « La Basilicate et son cépage phare, l'aglianico, ont toujours été associés à des jus puissants, fort struc-

turés. Moi, je ne tiens pas à faire cela. De la même façon, je ne souhaite pas être liée à la mode actuelle des vins volcanique, la tarte à la crème de l'œnologie italienne. » On marche dans ses pas sur ses 7,5 ha de vignes, un palimpseste de couches de laves et d'argile, arpentant des petits chemins qui embaument le fenouil, la menthe, l'origan, le romarin.

Moderne sans être moderniste

La gamme de la Lucanienne (habitante de la Basilicate) se décline en trois couleurs et principalement autour d'un même cépage, l'aglianico, auquel

la DOC locale doit son nom, aglianico del Vulture, en référence au volcan qui domine le paysage et sur les flancs duquel évolue la vigne, à plus de 400 mètres d'altitude. Une région dure, sous la neige l'hiver et où l'été dure un mois.

Fucci a baptisé sa gamme Titolo, du nom du quartier de son village, un des coins les plus reculés d'Italie, où l'on parle l'albresque - un dialecte gréco-albanais antique -, et où l'on vit vieux. Son Titolo rosé, au nez d'orange sanguine et de pamplemousse, a gagné le prix des 10 meilleurs rosés d'Italie. Le plus représentatif de sa production est sans doute le classico 2021. « Il a l'acidité liée

à l'altitude des cultures, la minéralité liée aux sols volcaniques », dit-elle. Son nez de poivre se conjugue avec une bouche croquante. On apprécie tout autant le Titolo « Amphora », élevé en amphore, un jus sombre, tout aussi frais mais porteur d'une plus grande douceur. Il faut aussi déguster le Riserva 2019, un grand vin, structuré, qui sait préserver son fruit.

Quand on lui demande quels sont les secrets de ses vins, si différents des jus basiques de la région, elle parle d'une « démarche moderne sans être moderniste », avant de préciser que « la qualité ne vient pas du ciel. Il faut étudier. J'écoute mes collègues qui parlent de l'influence de la lune mais moi je crois à la science. »

Un projet social

Dans un monde rural où les femmes suivent encore leur mari, elle a su attirer le sien, un Toscan, dans sa région. L'ex-ingénieur participe au développement de l'activité familiale en développant un vin de négoce. « Andrea, mon époux, a réuni plusieurs vigneronnes locales autour d'un projet commun qui consiste à produire des vins locaux de qualité dans le strict respect de l'environnement. Il leur achète le raisin à bon prix à condition qu'il soit irréprochable. » Résultat : trois vins en trois couleurs dans un esprit très contemporain réunis sous une même marque : Verrho. « Il s'agit d'un projet social destiné à valoriser le territoire », souligne-t-elle. On trouve désormais les vins d'Elena Fucci sur les meilleures tables italiennes, françaises et d'ailleurs. ■

S. R.



La vigneronne Elena Fucci, fer de lance de la viticulture de la Basilicate.

STÉPHANE REYNAUD

« Le chiffre 24 est associé à l'harmonie, l'équilibre, la fondation solide et la responsabilité familiale », nous indique Google après une rapide requête numérolologique. Nous ne parierons pas sur le fait qu'on retienne 2024 comme une année harmonieuse. En revanche, les valeurs d'équilibre, de fondation et d'ancrage familial siéent plutôt pas mal au 24 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, adresse parisienne, si vous l'ignorez encore, de la boutique historique d'Hermès. On pourrait ajouter les notions d'imagination, de fantaisie et de créativité qui font de ce magasin un lieu à nul autre pareil. C'est donc ce 24 qui a inspiré le thème créatif de l'année du sellier français, baptisé « L'esprit du Faubourg ».

Dans nos colonnes, plus de trente ans auparavant, Jean-Louis Dumas, alors PDG, parlait de ce magasin comme d'« un château magique ». Il est vrai qu'il y a un peu du Château ambulant de Miyazaki dans ce bâtiment. Pierre-Alexis Dumas, son fils, cite, lui, un autre genre de film, *The Shop Around the Corner* de Lubitsch qu'il adore. « Le 24 Faubourg, c'est une pièce de théâtre avec un décor vivant, des vitrines qui se transforment en permanence, des vendeurs qui sont des acteurs - la vente, c'est une forme d'improvisation, il faut les bons mots au bon moment face à des gens qu'on ne connaît pas, et tout se joue en quelques secondes. D'ailleurs, les clients sont partie prenante de l'intrigue et font aussi que cette pièce n'est jamais répétitive... Il y a aussi les coulisses de cette scène, des couloirs étroits, de vieux escaliers, un jardin sur le toit », dit celui qui occupe aujourd'hui la fonction tentaculaire de directeur artistique des 16 métiers de la maison, dont les équipes créatives représentent près de 300 collaborateurs. C'est en grande partie pour eux que, chaque année, il décide du thème qui va les guider ou plutôt les accompagner durant douze mois.

Le premier thème date de 1987. À l'époque, les vénérables maisons françaises n'ont pas encore les doigts dans la prise du marketing. Jean-Louis Dumas, à la tête de l'entreprise familiale, n'a guère envie de célébrer les 150 ans d'Hermès (fondée en 1837) de façon conventionnelle. Alors qu'il a repris l'affaire vieillissante neuf ans plus tôt, et dont il a sorti la tête de l'eau (en particulier, grâce à l'engouement des Japonais pour sa soie), il décide d'organiser une grande fête en janvier 1987. « Je m'en souviens précisément parce que j'étais étudiant aux États-Unis et que mon père m'a fait rentrer pour cet événement, poursuit Pierre-Alexis Dumas. Or on ne traversait pas alors l'Atlantique sur un coup de tête, on ne le fait d'ailleurs plus aujourd'hui non plus. Il avait privatisé le pont des Arts et il faisait tellement froid que des kiosques distribuaient de la soupe aux passants et aux invités. En aval de l'île de la Cité, il avait fait construire une île en bois flottant d'où est parti, à 22 heures, un feu d'artifice digne de celui du 14 juillet ! Personne à Paris ne savait de quoi il s'agissait. Mais les jours d'après, la rumeur de notre anniversaire s'est répandue dans la ville. »



JULIEN OPPENHEIM

Le 24 Faubourg, c'est une pièce de théâtre avec un décor vivant, des vitrines qui se transforment en permanence, des vendeurs qui sont des acteurs...

Pierre-Alexis Dumas
Directeur artistique d'Hermès

Dans la foulée, la maison édite, notamment, un foulard et des figurines inspirés des feux d'artifice, et, surtout, installe sur le toit un cavalier artificier brandissant tels des drapeaux, deux carrés de soie.

Le thème était né. « Mon père voulait en faire perdurer l'idée, parce qu'il disait qu'Hermès grandissait vite, que beaucoup de nouveaux collaborateurs ne connaissaient pas profondément cette maison. Le thème, chaque année, lui permettait d'engager les gens dans notre histoire, en s'interessant de plus près à une des nombreuses facettes d'Hermès. Ce thème plus ou moins facile selon les années, comme « le cheval » en 1993, lorsque j'ai rejoint la maison, plus ou moins obscur, comme « la route » (1995)



Au théâtre ce soir : « L'esprit du Faubourg » !

Hélène Guillaume

Plus qu'une boutique de luxe, c'est un bout de patrimoine parisien, une scène de théâtre au quotidien, rêvé par Émile Hermès il y a un siècle. Ce « 24 Faubourg » inspire à Pierre-Alexis Dumas, le thème créatif de l'année.

ou « l'arbre » (1998), il le partageait avec les équipes de création, mais ce n'était jamais une obligation. Il avait pour dessein de stimuler l'inspiration sans que ce soit scolaire. Son obsession en tant que chef d'entreprise, c'était qu'on se répète, il craignait que les gens s'ennuient. Il voulait être sûr que nos créatifs, nos artisans, soient toujours capables d'ouvrir la fenêtre et d'apporter un regard neuf. Moi-même, je ne suis pas du tout inquiet pour la création dans le futur : Hermès est un bateau qui navigue depuis plus de 180 ans, une partie du plaisir de travailler ici est d'explorer ce bateau en prenant le relais des générations d'hommes et de femmes qui ont œuvré avant nous. »

En 2003, Jean-Louis Dumas, qui se savait malade (il décédera en 2010), peut connaître à son fils le thème de 2005, « le fleuve ». « J'ai tout de suite compris la métaphore d'Hermès comme un fleuve prenant son inspiration à 1000 sources et dont l'estuaire est le monde. Mais je me suis aussi rappelé son livre de chevet Siddhartha, d'Hermann Hesse, ce sage retiré au bord du fleuve qui fait passer les voyageurs sur l'autre rive. Mon père était en train de me dire qu'il allait bientôt lui aussi contempler le fleuve... Puis il a ajouté : « Le thème suivant, ce sera toi. » C'est la seule fois où il m'a transmis le bâton. »

Depuis ce jour, le thème est devenu son espace créatif. « J'ai la chance de travailler avec de grands directeurs artistiques dans leur domaine, Pierre Hardy (soulriers et bijoux), Nadège Vanhée (collections femme), Véronique Nihanian (collections homme), Charlotte Macaux et Alexis Fabry (univers maison), Priscilla Alexandre Spring (collections maroquinerie)... Et je serais bien incapable de faire ce qu'ils font. Mon métier, c'est la culture Hermès, qui est vaste, riche, profonde, et que je dois transmettre et faire vivre collectivement. » Avec ce choix du « Faubourg », Pierre-Alexis Dumas opère un retour aux sources non pas « dans une démarche de confort et de sécurité », mais pour comprendre l'audace et le grain de folie qui ont toujours existé en ce lieu... Qui, en 1879, n'était qu'une petite maison d'angle (trois étages abritant magasin, atelier et appartement) acquise par la famille Hermès. Deux générations après, Émile Hermès pousse les murs. Le 19 janvier 1924, il reçoit de la part de la préfecture le permis de surélévation, l'autorisant à passer de trois à huit étages. « Le magasin tel qu'on le connaît naît donc réellement il y a un siècle. Ce chantier complexe - Émile n'ayant pas les moyens de fermer le magasin - est possible uniquement grâce au soutien financier de son épouse Julie Hollande. Ce sont leurs deux H initiales que l'on retrouve sur la porte d'entrée en fer forgé et l'ascenseur du Faubourg. Dès le départ, cette architecture est étrange, pas vraiment moderne pour les années 1920 et, en même temps, originale. C'est encore aujourd'hui ce qui fait son charme. »

Cette période de l'entre-deux-guerres est une charnière, alors que les clients du sellier ont troqué leurs chevaux pour des automobiles. Avant même que la boutique ne soit achevée en 1926, Émile Hermès passe du temps auprès des artisans, leur demandant ce qu'ils pourraient faire d'utile pour leurs clients. C'est là que vont naître de nouveaux « objets », maroquinerie, blousons de golf, bijoux, sandales...

Un siècle après, le « 24 Faubourg », qui a entre-temps absorbé les numéros 26 et 28, est un genre de « petit grand magasin » de 1700 mètres carrés, mettant en scène une profusion d'« objets » ne tombant jamais dans la banalité. « Notre époque s'interroge à juste titre sur l'objet obsole, industriel et sans âme. Je lui oppose le modèle Hermès, artisanal et habité de notre histoire. Ce thème pose la question « Esprit es-tu là ? » Comme une façon pour chacun d'entre nous, artisans, créatifs de s'interroger sur la pertinence de nos créations, sachant que la profusion et la générosité de l'offre sont dans nos gènes. Elles sont le reflet de notre appétit joyeux, de notre intérêt pour tout. » Des rouges à lèvres sortis en 2020 (le lancement beauté le plus réussi

de la décennie!) et accessibles à tous, jusqu'au Graal : la maroquinerie, et en particulier les Birkin et Kelly. « Je souhaite aux jeunes gens de découvrir l'univers d'Hermès autrement que par un sac. J'ai toujours aimé ce cheminement chez nos clients, qui commencent par une cologne ou du maquillage, puis passent à l'agenda ou au cahier, avant d'aller vers la soie et peut-être, un jour, la maroquinerie. » ■

Le 24 Faubourg, son escalier emblématique (3) et son jardin sur le toit (1), est un « petit grand magasin » où cohabitent les objets des 16 métiers Hermès, dont la soie (2) et la sellerie (4).

ROMAIN LAPRADE



GRIMALDI FORUM MONACO

Du 6 juillet au 1^{er} septembre 2024

TURNER

le sublime héritage

En dialogue avec des artistes contemporains

GRIMALDI FORUM MONACO

En collaboration avec :



CMB
MONACO
PARTENAIRE OFFICIEL

Sotheby's

M
marzo

Gouvernement Princier

le monde

arte

le monde

RTL



Uraguchi Kusukazu, *Ouverture de la saison de la pêche aux ormeaux*, Koshika, 1967, et, à droite, *Sous l'eau*, 1965.



AVEC L'AMABLE AUTORISATION D'ESTATE KUSUKAZU URAGUCHI ET D'URAGUCHI KOSUMU

Les Rencontres d'Arles 2024, une saison en immersion au Japon

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Arles

Pionnières de la photo au Palais de l'Archevêché, « Femmes de la mer » à l'abbaye de Montmajour : l'Archipel est là.

L'heure est aux sirènes. Car le vent vient d'est, cette année, aux Rencontres d'Arles, et met le Japon en évidence au plus grand festival photo du monde. L'Archipel si lointain, si codé, si féroce et exotique, a la part belle parmi les 40 expositions qui se tiennent jusqu'au 29 septembre dans la ville antique et ses alentours. Des « Femmes de la mer » de feu Uraguchi Kusukazu qui plongent en apnée pour pêcher algues et ormeaux depuis trois mille ans dans les eaux dangereuses du Pacifique à la grande Ishiuchi Miyako, 77 ans, venue recevoir son prix Women in Motion 2024 au Théâtre antique, dans un kimono lié au drame d'Hiroshima, c'est un autre monde, une autre histoire qui s'inventent au pays de Vincent Van Gogh.

Ce retour vers l'intériorité, la conscience du danger qui habite notre planète, la spiritualité qui l'honore et la sauve, est venu comme un élixir sur les esprits, chauffés par la poussée de l'extrême droite aux législatives et le scrutin décisif de dimanche. Cette semaine inaugurale des Rencontres, balayée par le mistral, est bien à l'image de « Storm », le 11^e cycle du prix Pictet révéle jeudi soir à L'Hôtel Particulier.

Une fois n'est pas coutume, il faut commencer par l'abbaye de Montmajour, ce joyau médiéval que les touristes visitent pieusement malgré la chaleur. Là, juste en retrait du cloître de toute beauté où se mêlent saints, diable et dragons, une salle sereine où les cimaises bleu très pâle dévoilent le ballet des « Ama », ces « femmes de la mer » qui défient tous les dangers pour rapporter des ormeaux des profondeurs, d'un coup précis de leur longue tige en métal. Ces sirènes ont la puissance des athlètes et la grâce des créatures mythiques surgies des eaux. Longs cheveux noirs sur tenue sage de coton blanc, celles qui plongeaient nues en pagne avant l'arrivée des Occidentaux et de leurs codes chrétiens composent naturellement des contrastes noir sur blanc magnifiques dans l'objectif de l'autodidacte Uraguchi Kusukazu (1922-1988). De vraies peintures d'ence.

« Uraguchi Kusukazu était originaire de Shima, connu autrefois comme un « pays de nourriture » du fait de sa faune marine. Il y est né, y est mort. Quand il commence à photographier les « Ama », en 1955, elles commencent à disparaître dans le Japon de l'après-guerre, du fait de l'émancipation des femmes, plus attirées par les études et la ville, et de la profusion des bateaux à moteur, de la surpêche et du réchauffement des eaux », explique la jeune commissaire Sonia Voss, qui a dé-

couvert le fonds de cette odyssée marine, endormi depuis le décès de l'artiste dans sa maison de Shima. « Ce fut une mise au jour formidable : 40 000 négatifs, consciencieusement conservés mais dans des conditions climatiques délicates, surtout pour ceux des années 1950 et 1960. Très peu de tirages, donc, et un travail autant de restauration que de publication. » Ces travailleuses de la mer reviennent là avec leurs rites, leur déontologie, leurs prières et leur solidarité féminine.

Le Japon est aussi dans la ville. Au Palais de l'Archevêché, « Quelle joie de vous revoir » expose au plus serré quelque vingt-cinq Japonaises, catalogue

érudit - mais pas toujours digeste - des femmes qui ont bâti, elles aussi, l'histoire de la photographie. Si l'on prend le temps de se concentrer sur chacune, des pionnières comme Shima Ryû au XIX^e siècle, aux rebelles du genre comme Okabe Momo, née en 1981 à Tokyo, on peut s'y plonger avec passion... ou s'y perdre, tant l'accrochage est dense, voire dissuasif compte tenu du lieu. On y retrouve les photos de Mari Katayama, née en 1987 à Saitama, qui recompose son corps meurtri et incomplet avec des prothèses décoratives, images poétiques, accumulées et trash. Cette femme de caractère était donnée favori-

te pour le prix Photo Madame Figaro 2024, mais c'est la formidable Sud-Africaine Tshespo Mazibuko qui l'a emporté par son alliance de douceur et de force directe jaillie des townships.

Témoignages bouleversants

Même manque d'espace pour Ishiuchi Miyako, dont le parcours d'avant-garde est bien plus large que la petite salle Henri-Comte où ses clichés des costumes de Frida Kahlo ouvrent le chemin en deux murs sur Hiroshima, puis le deuil de sa mère. À l'Espace Van Gogh, « Répliques » se doit de résumer l'impact de Fukushima sur les esprits. Les

artistes livrent des témoignages bouleversants, comme Suzuki Mayumi, qui évoque la mémoire perdue de son père. Ou inquiétants, comme le film de Hikaru Fujii mettant en scène la discrimination des rescapés devenus suspects, dans un scénario à la 1984 de George Orwell.

Le plus beau du Japon est dans « Transcendance » à La Vague, espace littéralement habité par Kyotographie, « le » festival photo du Japon. On y retrouve, parmi six artistes, le travail de Suzuki Mayumi sur le corps déficient, superbement montré sur un paravent de papier washi convoyé dans les valises de l'équipe. ■

De Joel Coen à Sophie Calle, nos sept coups de cœur

■ Mary Ellen Mark, un direct au cœur

Dès ses premières images, comme ce regard posé sur Diane Arbus photographiant à Central Park, vers 1969, la sensibilité et la juste distance de Mary Ellen Mark (1940-2015) touchent au cœur. Une empathie et une grande pudeur confèrent à ses photos si frontales de la société américaine une force exceptionnelle. Des manifestants pour ou contre la guerre du Vietnam à la vie déchirante de Tiny, micro-femme-objet entre sexe, drogue et dérive familiale, de ses portraits au sein de Ward 81, hôpital psychiatrique digne de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, aux créatures du cirque enlancées à leurs animaux sauvages, elle embrasse son univers de son regard lucide et généreux. Un choc. Espace Van Gogh.

■ Cristina de Middel, le chant de l'exil

Née en 1975 à Alicante, cette photographe de Magnum qui vit entre Brésil et Mexique a la bravoure dans le sang. L'église des Frères prêcheurs est le cadre parfait pour l'odyssée de ces migrants qui traversent le Mexique vers une Amérique rêvée, sans oublier leur spiritualité, leurs ancêtres, leurs rites et leurs superstitions. La diagonale qui sépare l'espace comme le mur de Trump, les cartes de tarot associées aux portraits crus, la musique latino abandonnée pour les hits américains... Tout forme une épopée sensorielle et profonde qui fait écho au beau film *Sin nombre*, de Cary Fukunaga (2009). Magnifique. Église des Frères prêcheurs.

■ Bieke Depoorter, une nuit en Égypte

Il faut se glisser sous la librairie d'Actes Sud pour découvrir l'exposition « Photographies au saut du lit » et le travail passionnant de Bieke Depoorter, née en 1986 en Belgique. Elle travaille de nuit, dort chez l'habitant, au fil des rencontres et des rues de Russie et des États-Unis. En 2011, elle se rend en Égypte et partage le quotidien des familles. En 2017, elle y retourne et leur soumet ses photos. Enfants joyeux, adultes ouverts à l'étranger ou soumis aux stricts codes de l'islam, femmes chaleureuses, hommes perdus dans leur solitude, ils écrivent en arabe leurs commentaires directe-

ment sur l'image. Le résultat entre fond et forme est plus parlant que mille discours. Formidable. Librairie Actes Sud, Le Méjan.

■ Collection Astrid Ullens de Schooten Whettnall, cours magistral

Comment peut-on montrer 600 photos sans anéantir le public, déjà repu par ces riches Rencontres 2024? En privilégiant le regard conceptuel des photographes et en l'étayant par une série d'images qui le démontrent. De Walker Evans, Harry Callahan et Helen Levitt à Ed Ruscha, Lee Friedlander ou Martha Rosler, voici des chapitres

entiers de l'histoire de la photo documentaire qu'Astrid Ullens de Schooten Whettnall, grande collectionneuse belge, offre au public d'Arles. Le jeu des cimaises en couleurs aide à embrasser le tout avant d'admirer le détail. Magistral. La Mécanique générale.

■ William Kentridge, renversant

L'artiste sud-africain, 69 ans, sans cesse se réinvente et éblouit par sa rétrospective sous forme d'un opéra. Du 7 au 10 juillet, sa dernière création, *The Great Yes, The Great No*, sur l'exil transatlantique du XX^e siècle sous l'œil éternel de Charon, le passeur d'ombres sur le Styx, se dévoile à La Grande Halle. Les répétitions étaient déjà fascinantes. La Mécanique générale.

■ Lee Friedlander framed by Joel Coen, cinématographique

Le cinéaste américain - Mr Frances McDormand - regarde l'œuvre du grand « street photographer » et en offre une lecture... cinématographique! Petit bijou d'expo. Fondation Luma, La Tour.

■ Sophie Calle, dans le noir

L'artiste française de la narration introspective dispose sa bouleversante série sur les aveugles dans le monde souterrain des cryptoportiques. Les plonger ainsi dans le noir et dans l'humidité qui dissout les lieux est une belle idée, forte et poignante. La voix de Sophie Calle qui se raconte émeut les fans, exaspère les autres. Les Cryptoportiques. ■ v.d.



Cristina de Middel, *Une pierre sur le chemin*, série Voyage au centre, 2021.

AVEC L'AMABLE AUTORISATION DE L'ARTISTE MAGNUM PHOTOS

« Samson » en gloire renaît au Festival d'Aix

Christian Merlin Envoyé spécial à Aix-en-Provence

La recreation de cet opéra rêvé par Voltaire et Rameau, et dont l'action se déroule à Gaza, frappe par sa force et son unité.

L'intérieur ancien d'un immeuble éventré, sans doute à la suite d'une explosion. Un architecte et deux géomètres en casque de chantier inspectent les lieux pour faire leur rapport, sans doute en vue d'une éventuelle reconstruction. Un SDF s'est réfugié à l'étage, une vieille femme (l'actrice Andréa Ferréol, habitée), marche d'un pas hésitant dans les gravats et prend la parole. On comprend que son fils est responsable de la catastrophe et se demande comment cela a pu arriver. Un attentat ? Non, la destruction du Temple par Samson. C'est ainsi que commence ce qui restera pour nous, dans le plein air enveloppant du Théâtre de l'Archevêché, la véritable ouverture du Festival d'Aix 2024. Soirée d'une force et d'une unité qui en font un vrai spectacle de festival, ne soulignant que plus cruellement l'ennui distillé par la double *lphigénie* de la veille.

De quoi est-il question ? Raphaël Pichon a expliqué au *Figaro* les tenants et les aboutissants de ce projet autour de la musique de Jean-Philippe Rameau (*nos éditions du 4 juillet*). Il suffira de rappeler que, dans un échange fertile avec Claus Guth, exemplaire de ce que devrait toujours être le travail entre chef et metteur en scène, il a créé un opéra imaginaire. Livret censuré, musique perdue, le *Samson* projeté par Rameau et Voltaire n'ayant jamais vu le jour, on va, non pas le reconstituer, mais imaginer ce qu'il aurait pu être, en utilisant les plus belles musiques de Rameau et en respectant l'intention des auteurs : un drame concis, sans concession, libéré des conventions.

Mise en scène intemporelle

On se concentre sur le destin de cette figure biblique complexe, tiraillée entre héroïsme libérateur et extrême violence, désir ardent et vengeance aveugle, sur fond de conflit entre Hébreux et Philistins, que le livret comme la Bible situent à... Gaza. Cela aurait pu donner lieu à une énième actualisation à gros sabots. Dès que commence le chœur funèbre de Castor et Pollux, dont les paro-



Le baryton américain Jarrett Ott, impressionnant dans le rôle de Samson, et Lea Desandre, qui interprète sa première femme.

MONICA RITERSHAUS

les « *Que tout gémit* » deviennent « *Tribus plaintives* », on sait qu'il n'en sera rien. La mise en scène est intemporelle, les questions qu'elle soulève sont universelles, la haine réciproque conduit à la destruction de tous. Les costumes, blancs pour les enfants d'Israël, noirs pour les non-circoncis, brouillent les pistes du manichéisme à mesure que les enjeux se complexifient. La réalisation est d'un aboutissement et d'une précision témoignant d'un exceptionnel sens du plateau : scénographie, éclairages, déplacements sont au cordeau, y compris lorsque choristes et danseurs bougent au ralenti, saisissants arrêts sur image au moment où la violence éclate.

Si l'on admire l'audace de Raphaël Pichon à créer ainsi des objets esthéti-

ques singuliers à partir d'œuvres existantes, on n'a pas toujours été convaincu par ses réalisations, l'impression de pot-pourri l'emportant parfois sur la cohérence. Rien de tel ici, où les morceaux choisis s'enchaînent sans rupture de continuité. Sans doute un apport de l'extrême rigueur intellectuelle de Claus Guth. Mais aussi de la connaissance intime qu'a le chef des opéras de Rameau. Et quand bien même un auditeur serait réfractaire au projet théâtral, il ne pourrait se plaindre d'entendre pendant un peu moins de trois heures parmi les plus belles musiques jamais composées. Surtout défendues ainsi par l'Ensemble Pygmalion, qui nous fait oublier les limites acoustiques de la fosse de l'Archevêché.

La battue large et intense de Pichon exalte l'opulence orchestrale de cet ancêtre de Berlioz, avec ses violons éloquents, ses cordes graves généreuses, ses flûtes nostalgiques et ses bassons charnels. Crépitant dans l'ouverture de Zoroastre, voluptueusement nostalgique dans l'entrée de Polymnie des Boréades, l'orchestre égale le chœur virtuose, placé en coulisse comme un prolongement des instruments, ou prenant part à l'action scénique.

Ressuscitant la « basse-taille » de l'époque, Jarrett Ott impressionne en Samson, baryton héroïque au magnétisme animal, au risque de sacrifier parfois la ligne de chant à la vaillance. Des deux fiancées du héros, on a préféré la sublime Lea Desandre, rare synthèse de

lyrisme et de délicatesse, avec une voix qui s'épanouit toujours plus, à Jacquelyn Stucker. Celle qui fut ici même une Poppée inoubliable il y a deux ans, reste une actrice-née, mais sa voix est encore un peu jeune et inégale pour rendre justice aux grands airs de bravoure que lui réserve généreusement le collage. Nahuel di Piero est incisif à souhait en grand-prêtre de Dagon. Complété par l'Ange ravissant de Julie Roset et un personnage secondaire un peu superflu confié à Laurence Kilsby, le plateau fait corps avec un projet collectif, comme l'opéra devrait toujours l'être. ■

Jusqu'au 18 juillet, festival-aix.com
Diffusion sur France Musique le 8 juillet, sur Arte-TV le 12 juillet.

Taiwan accoste discrètement mais fièrement au Festival d'Avignon

Suzanne Duroy Taiwan

L'île, qui n'est pas reconnue aux yeux de la communauté internationale, est le pays invité d'honneur de la programmation Off. Une manière détournée de faire entendre sa voix et sa culture.

« On réalise notre rêve. Nous voulions aller au Festival d'Avignon avant d'atteindre nos 30 ans », s'enthousiasme Mei Chih-ling, à la tête de la compagnie de cirque féminin Eye Catching Circus, le premier en Asie. Dans les locaux de la troupe, un hangar planqué dans une zone industrielle de Taïpei, les jeunes acrobates s'entraînent sans relâche, enchaînant acrobaties et pyramides. Elles viennent de rejoindre la France, avec les trois autres troupes qui ont été sélectionnées pour représenter Taiwan au Festival Off d'Avignon, jusqu'au 21 juillet.

Cette année sera une participation historique pour Taiwan, qui a été choisi comme « pays invité d'honneur » au Festival Off. C'est un geste fort qui a trouvé un certain retentissement dans la communauté artistique : « *Auparavant, Taiwan était souvent représenté à des événements sous le nom de Taipei chinois* », rappelle Chang Shih-yang, directeur de la troupe Eye Catching Circus. De fait, la jeune démocratie n'est pas reconnue comme un pays aux yeux de la communauté internationale et fait face à une pression constante de la Chine qui en revendique la souveraineté. Le codirecteur du Festival Off, Harold David, ne songeait pas pour autant adresser un geste politique : « *Ce n'était pas calculé, mais c'est en ressentant la force avec laquelle la commande a été reçue par nos homologues taiwanais, que l'on a compris l'importance que cela révélait à leurs yeux* (...) C'était un merveilleux cadeau. »



Le projet *Rodin-Lady Macbeth*, une pièce à mi-chemin entre la danse et le théâtre.

FERRI LIN

À défaut de reconnaissance sur la scène politique internationale, Taiwan bénéficiera cette année d'une place de choix au Festival Off : portraits de Taiwanais réalisés dans le cadre du projet « Inside Out » de l'artiste JR, projection de films et rendez-vous littéraires. Hu Ching-fang, ambassadrice de la culture taiwanaise en France, se sent reconnaissante : « *Nous sommes tout le temps sous la menace d'une guerre. On est en permanence confrontés à la question de notre identité, nous ne savons pas qui nous sommes, car la communauté internationale ne nous reconnaît pas. On est une petite île. Nous avons tant de facteurs qui vont à l'encontre de notre survie.* » Pour elle, le Festival Off est à l'image de Taiwan, « *à la marge, libre et sans*

contraintes », par opposition au Festival In d'Avignon, plus prestigieux mais aussi plus normé.

Cette liberté, les quatre troupes sélectionnées la portent haut et fort. Alors que le répertoire chinois se distingue par un choix d'œuvres plus traditionnelles (opéra, classiques du théâtre) les Taiwanais s'affirment sur la scène artistique avec deux spectacles de danse contemporaine et deux spectacles féministes. « *Les œuvres taiwanaises peuvent parler de tout. Au Japon on ne peut pas parler de la peine de mort. À Singapour, on ne peut pas parler de politique. À Hongkong, la situation empire. En Asie, on est le seul pays à pouvoir parler de tout* », explique Chung Po-yuan qui présentera *Le Projet Rodin-Lady Macbeth*, une pièce à mi-

chemin entre la danse et le théâtre. En creux, se dessine le bouleversement de la situation mondiale post-épidémie : l'éclatement de la guerre en Ukraine a changé le regard de la communauté internationale porté sur Taiwan. Chang Chung-an, l'un des chorégraphes invités au festival cette année, note ainsi que les œuvres taiwanaises sélectionnées à Avignon avant l'épidémie, mettaient davantage en avant la diversité ethnique de l'île, à travers de nombreux spectacles autochtones. Depuis plusieurs années néanmoins, le choix semble s'être resserré autour des valeurs de liberté et de démocratie.

Le corps comme moyen de communication

Pour pallier la barrière de la langue, les troupes taiwanaises font usage de leurs corps comme moyen de communication. Pour Mei Chih-ling, le langage corporel peut ainsi se substituer à celui des mots lorsqu'ils sont vains : « *Nous pouvons tenir le rôle de l'échange. J'ai de nombreux amis en Chine avec qui nous discutons du cirque féminin, sans altération. Quand nous débattions de la situation de nos pays respectifs, c'est une discussion sans fin. Chacun a ses points de vue, et personne ne veut céder. Alors nous utilisons la danse pour échanger et discuter.* »

Dans son spectacle « *Since 1994* », les femmes acrobates font fi des stéréotypes dans le monde du cirque, et portent leurs camarades dans de périlleuses pyramides. Si le message de liberté est clair, les artistes taiwanais n'entendent

cependant pas endosser un rôle politique. Ils souhaitent surtout être reconnus comme Taiwanais. À la tête d'une jeune troupe, Chun I-shieh est une danseuse avertie. En 2012, elle a rejoint la compagnie Käfig du célèbre chorégraphe français Mourad Merzouki pour interpréter *Yo Gee Ti*, un spectacle dont la particularité est de rassembler cinq danseurs taiwanais et cinq français.

Malgré tout, il n'est pas rare que les spectateurs se méprennent sur son identité. « *Il y a trois semaines quand je suis allée en Italie, nous voulions être reconnus comme Taiwanais. Au final, on me prenait pour une Japonaise* », dit-elle. Mais Chun I-shieh est optimiste. C'est la première fois qu'elle va emmener à l'étranger ses jeunes danseurs. Dans le petit local surplombant un restaurant de fondue chinoise, la troupe s'entraîne sans relâche : « *Les Taiwanais doivent se battre pour dire à tout le monde qui nous sommes, montrer que nous existons* », conclut-elle.

À la veille d'Avignon, Chung Po-yuan était dans les derniers préparatifs de son spectacle. Plein d'espoir. C'est le signe pour lui que Taiwan est de plus en plus reconnu par la communauté internationale comme une identité particulière partageant des valeurs à préserver. « *Dans les relations politiques nous ne sommes toujours pas considérés comme un pays indépendant, mais mis à part le politique, nous sommes de plus en plus différenciés de la Chine. Si Taiwan disparaît aujourd'hui, il n'y aura plus de véritables démocraties en Asie.* » ■

La guerre en Ukraine débarque à Verdun

Michaël Naulin

Le Mémorial présente le travail de la photojournaliste Anastasia Taylor-Lind réalisé au plus près des civils. Un écho troublant avec les images de 14-18.

« Les dégâts à Marioupol et dans d'autres villes ukrainiennes rappellent les ruines de Verdun. » Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, ne s'était pas trompé en s'adressant ainsi à l'Assemblée nationale, le 23 mars 2022, un mois après le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine. Tranchées, guerre de positions, obus, mortier... Ces mots semblaient endormis dans les livres d'histoire et dans les souvenirs centenaires de la der des ders. Ils sont pourtant de retour avec fracas sur le sol européen. L'exposition « Ukraine : Photographs from the Frontline (Ukraine : photographies du front) », présentée au Mémorial de Verdun, nous le rappelle. Conçue et exposée il y a un an à l'Imperial War Museums de Londres, elle met en évidence les images et récits de la reporter de guerre britannique-suédoise Anastasia Taylor-Lind.

Si la comparaison entre les photographies des poilus plongés dans la boue de Verdun - la Première Guerre mondiale sera le premier conflit le plus massivement photographié - et celles des tranchées ou des paysages défigurés de l'est de l'Ukraine est troublante, cette exposition de photos et de témoignages vidéo nous parle avant tout des populations civiles et de leur quotidien dans la guerre. Nous les suivons du soulèvement de la

place Maidan en 2014 jusqu'aux tranchées du Donbass et aux combats les plus récents.

« Regarder ces photos dans ce lieu où l'on aperçoit par la fenêtre un champ de bataille qui a coûté la vie à plus de 300 000 soldats prend une tout autre signification que lorsque vous voyez ces images dans le journal ou sur votre smartphone », réalise Anastasia Taylor-Lind, particulièrement marquée par la visite du mémorial et du village martyr de Fleury-devant-Douaumont. « Il y en a tant comme celui-ci en Ukraine. »

Le choix du temps long

Journaliste indépendante, contributrice pour *National Geographic* ou *The New Yorker*, Anastasia Taylor-Lind a fait le pari du temps long. Accompagnée de la journaliste et chercheuse ukrainienne Alisa Sopova, elle tente depuis 2014 de suivre les populations civiles ukrainiennes, de raconter l'histoire à travers leurs yeux, loin du rythme effréné de l'information en continu, du « breaking news », qu'elle tente de fuir. « J'avais l'impression d'être le pire des salauds en ayant juste le temps de poser une ou deux questions, de prendre quelques photos et de repartir aussi vite en abandonnant les gens sur place », confie-t-elle.

Dès 2018 dans le Donbass - où les combats de cette guerre hybride grondent



La famille Grinik, qui vivait à 50 mètres du front russo-ukrainien, photographiée par Anastasia Taylor-Lind.

depuis 2014 - la photographe s'intéresse aux jeunes familles qui choisissent de rester dans les villes proches de la ligne de front et à la façon dont elles s'adaptent pour élever leurs enfants. Elle y rencontre et photographie la famille Grinik. Assis dans l'herbe de leur jardin, les parents regardent paisiblement l'un de leurs enfants offrir une pomme à un cheval. Scène tendre et bucolique. À un détail près. La maison familiale se trouve alors à 50 mètres de la ligne de front. Ils avaient fait le choix de s'adapter à ce quotidien hors norme. L'invasion russe a tout fait basculer.

« Plusieurs obus sont tombés dans notre jardin, mais n'ont pas explosé. Nous étions à l'abri à la maison, mais nous avions besoin de pain, alors j'ai couru à l'épicerie. Sur la route, un avion de chasse russe a volé très bas, avant d'être abattu un peu plus loin. Dès que je suis rentrée chez moi, j'ai

préparé les enfants, et nous avons pris le bus d'évacuation », raconte Olga Grinik à Anastasia Taylor-Lind. La journaliste les retrouvera en décembre 2022 dans la région centrale de Poltava, où ils ont trouvé refuge. Elle ira aussi en Pologne, avec la réalisatrice Alice Aedy, pour recueillir les récits de ceux qui ont cherché à gagner l'étranger. Voix et visages abimés par la fatigue et la peur de la plus forte crise des réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Encore aujourd'hui, même au plus près des combats, certains restent encore. Par choix, pour défendre leur terre, ou plutôt parce qu'ils n'ont pas d'autres choix. « Ceux qui restent et vivent en enfer sont souvent ceux qui n'ont pas la possibilité de partir - et qui ne peuvent pas laisser leurs proches derrière eux », rappelle Alisa Sopova originaire de Donetsk dont la maison a été touchée par un bombardement

et que rien ne prédestinait à devenir reporter de guerre.

Ces portraits et témoignages d'une grande dignité sont le résultat d'un travail au long cours nécessaire pour raconter, par l'image et les mots, l'histoire dans toutes ses nuances. Chose loin d'être un détail, Anastasia Taylor-Lind réalise ses reportages à l'aide d'un appareil photo argentique Hasselblad moyen format. Modèle d'un autre temps, qui impose de prendre le temps. L'appareil exposé à Verdun l'a accompagnée en Ukraine de 2014 à 2023 avant que son mécanisme ne soit soufflé par l'explosion d'un missile russe tombé sur un restaurant de la ville de Kramatorsk, où elle se trouvait, le 27 juin 2023. Le bombardement fera 13 morts et 61 blessés, dont la journaliste. ■

« Ukraine : Photographs from the Frontline », au Mémorial de Verdun, jusqu'au 30 novembre 2024

IMMOBILIER avec

FIGARO
immobilier

ÉBLOUISSANTES LOCATIONS ESTIVALES

Les villas ou appartements aux prestations luxueuses et à la situation privilégiée permettent de profiter de vacances exclusives. Trois professionnels de l'immobilier nous présentent des locations estivales hors norme. Par Stéphanie de Balorée



Bonifacio, de 44 m² à 110 m²,
T2 à partir de 1 700 € / semaine,
T3 à partir de 2 900 € / semaine



Marion Barnabo, Immobilière Sperone,
04 95 73 13 69



Villefranche-sur-Mer, 270 m²,
à partir de 15 000 € / semaine



Aurélie Basset, Côte d'Azur Villas,
04 93 63 98 01



Cap Ferret, 180 m²,
à partir de 13 000 € / semaine



Sandra Cazaubon, Agence Immobilière
de la Presqu'île, 05 56 60 94 88

Nichée au cœur du golf de Sperone, seul parcours 18 trous de Corse et assurément l'un des plus spectaculaires au monde, la résidence du Hameau de Plantarella est située en première ligne sur la mer. Dans ce lieu d'exception, de spacieux appartements de type T2 et T3 avec des terrasses de 9 à 35 m² profitent d'une vue époustouflante sur les eaux turquoise de la Méditerranée et les îles environnantes. De style audacieux et contemporain, ils sont disponibles à la location saisonnière.

Perchée sur les hauteurs de Villefranche-sur-Mer, la villa Tala est une demeure moderne et luxueuse idéale pour loger 10 personnes. Elle offre une vue panoramique époustouflante sur la mer et le Cap Ferrat. Meublée avec du mobilier de très belle facture et bénéficiant de prestations haut de gamme, la propriété se répartit sur 3 niveaux accessibles par un ascenseur en verre. Cinq chambres de luxe avec salle de bains. Jacuzzi. Magnifique piscine à débordement sur le toit-terrasse.

Cette villa de 8 couchages est située à deux pas de la plage des Américains et du centre du village. En rez-de-chaussée, l'espace nuit se compose d'une suite principale avec salle de bains et dressing et de 3 chambres doubles avec salle d'eau. À l'étage, beau salon/salle à manger vue Bassin, cuisine équipée ouverte, salon TV, bureau. Belles terrasses bordant une piscine chauffée et sécurisée, coin repas, cuisine extérieure, local à vélos, borne de recharge pour véhicules électriques.

Les Hespérides
Résidences-Services®

Sopregim, commercialisateur des Hespérides depuis 1999

DES RÉSIDENCES DE STANDING DANS LES PLUS GRANDES VILLES DE FRANCE

Paris 12 - Paris 15 - Paris 16 - Paris 17 - Neuilly-sur-Seine - Levallois-Perret - Versailles
Boulogne-Billancourt - Nogent-sur-Marne
Saint-Germain-en-Laye - Issy-les-Moulineaux
Montrouge - Rueil-Malmaison - Bordeaux
Lyon 6 - Lyon 7 - Lille - Montpellier - Nîmes
Aix-en-Provence - Nice - Cannes - Le Cannet
Marseille - Angers - Rennes - Pau



GARDEN PARTY ÉTÉ 2024
POUR LES RÉSIDENTS ET LEURS PROCHES !

Bien vivre aux Hespérides, c'est partager des moments festifs et bien plus encore !

Convivialité garantie au sein des résidences seniors Les Hespérides !

Toutes nos disponibilités sur www.sopregim.fr



SCANNEZ MOI

Vente, Location, Gestion - Studio, 2 et 3 pièces : 01 76 61 05 21

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°3876

RCH JEUX

L'AVANT DU NAVIRE
CRAYONS À BILLE

MASSÉ D'IMMEUBLES
DEVISES DE GÉOCHA

IMPÔT
CONFÉ-
RENCIERS

ELLE DÉGLENÇE LA GUERRE
DES BOUTONS
FLAN AUX CERISES
ACCUSATEURS

ON Y PINCE LE CRABE
POLIE

CONSCIENCE EN L'INTERIEUR
MER VIVES

CHAUS-
SURE À TALON HAUT

FAKIR
CORPS CONSTITUÉ DE
SAINTS

CHÂTEAU DE LA LOIRE
PRIÈS DE CHINON
AU COM-
TEMENT EQUIVOQUE
DIRECTION

PARTISANS DE NICOLAS
FATIGUE

CORRIGES
PRÉCISION
HORAIRE

GROS FUMEUR
SICILIEN
CŒUR DE CÂBLE

TRAVAILLE À RAINER

REVOIR L'ORDRE

JETA

VERSUS
CALE MÉCANIQUE

TORTURE PAR LES
REMORDS
PIERRE FINE

BON PORT
MAISON DE VAHINE

MAO EN PAR-
COURT PLUS D'UN
MACHINES

CONTOUR HARMO-
NIEUX

INDIS-
CUTABLE
EVOQUE

ÇA FAIT QUINZE
TEMPLES DES
SAVEURS

ECHARPES DE
FOURRIÈRE
RÔLE THÉÂTRE

CE VEST PAS LE MOT
DE LA FIN

A UNE EXISTENCE
POISSON MARIN

SPECIALITES
VIENNOISES

C'EST NÉGATIF
BORDER D'UNE
GANSE

ENTOURA D'UNE
FEUILLE DE TABAC

PAYE
DINO, CINÉASTE
ITALIEN

INCONSE-
QUENTS ET
IRRESPON-
SABLES

TYPE DE
FICHER
POUR
INTERNET

FUTUR ROI DE
NORVÈGE
IL SE FRAN-
CHIT EN
COURANT

BALEINE OU DAUPHIN
UNE PAGE DE VIE

IL SOUTIENT LE CHEF
PIERRE FINE

MAO EN PAR-
COURT PLUS D'UN
MACHINES

CONTOUR HARMO-
NIEUX

INDIS-
CUTABLE
EVOQUE

ÇA FAIT QUINZE
TEMPLES DES
SAVEURS

ECHARPES DE
FOURRIÈRE
RÔLE THÉÂTRE

CE VEST PAS LE MOT
DE LA FIN

A UNE EXISTENCE
POISSON MARIN

SPECIALITES
VIENNOISES

C'EST NÉGATIF
BORDER D'UNE
GANSE

ENTOURA D'UNE
FEUILLE DE TABAC

PAYE
DINO, CINÉASTE
ITALIEN

INCONSE-
QUENTS ET
IRRESPON-
SABLES

TYPE DE
FICHER
POUR
INTERNET

FUTUR ROI DE
NORVÈGE
IL SE FRAN-
CHIT EN
COURANT

AVEC SANS
TOUJOURS
L'ASTATE

BOÎTE À MUSIQUE

ELLE COU-
VRE DES
SIÈCLES
GREFFON

C'EST DU
BLUFF
BIENGARDE

C'EST-À-
DIRE EN
PLUS
COURT
DETENUE

RACCOURCI
POUR UNE
EUROPE

SORTIR DE
L'ONDE
FLUX ET
REFLUX

ELLES PARTENT
DU CŒUR

IL COULE
EN FRANCE
COMPA-
RABLE

CALLOSITÉ
AU PIED
ALLÉE À
L'OMBRE

PIERRE MIS
AU COIN
FADAISES

NE PEUT
PAS REM-
PLACER
UNE FEMME

D'UNE
MANIÈRE
IMPARFAITE

ARTICLE
ESPAGNOL
VILLE DE
LOISE

ELLE JETTE
UN FROID
ENIÈTE

ON LUI
DEMANDE
DE TENIR
LE CAP

LE VIDE
FLEUVE DES
LANDES DE
GASCOGNE

COURS À LA
CAMPAGNE
DIS-
CORDANTS

FIRMA-
MENT
FAIRE DES
TAS DE
COUPURES

GÉNÉRAL
SUDISTE
RENDRE
COUPANT

ÉTAT DE
TENSION
GAMIN
GOUAIL-
LEUR

PRÉNOM
DE FERRE
ONCLE DE
VIRGINE

MASSIF ET
TRIVIAL

CON-
GESTIONS

SANS DÉLAI
BOURRÉS
DE COUPS

CITÉ DAN-
DOISE
DANS LE
COUP

CYCLE
MODERNE
QU'ASSÈ-
MENT
EMBRAS-
SER

TRÈS
DEMONS-
TRATIF
ENFANT
DE DAÏM

ABATTUES
À AMÉLIO-
RE SA SIL-
HOUE

GRANDES
NAPPES
FÊTE
RELIGIEUSE

ESCLAVE
FEMME DE
LETTRES
(MME DE)

BOUFFÉE
D'ORVÈS-
NE

PRISE DE
JUDO
REDUIRE LA
FACTURE

QUI ONT LA
MÊME MÈRE

AVANCE
POUR
RESER-
VER
DERNIÈ-
RE

DRAP
BERCEAU
D'ABRAHAM

MONUMENT
FUNÉRAIRE
BONNE
CORNE

RENFORCE
UN OUI
VENTS DU
DÉSERT

AFFRANCHI
PANIER DE
FRAISES

INOF-
FENSIVE

ALLER DE
PIS EN
PIS
PLUS TARD

IL PORTAIT
SANCHE
FRANCA
OPUS EN
BREF

VILAIN MOT
DE VILAIN
MÔME

DONC
SUREMENT
CHER
MAIN FORTE

MADAME
BOUCHIER
D'ANTAN

POUSSE
À AGIR

IL CHANGE
À DATE
FIXE
DÉSUET

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL ASPERGENT
DANS LE
JARDIN

RAME AU
FIL DE L'EAU
RUBAN
DE BOIS

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL EST
ÉCLATANT
APRÈS
UN SOIN

HACHURE
UN DÉBUT
D'EXPLI-
CATION

PARTIE
COAGULÉE
DU LAIT

DÉBALLAGE
DE
BONS SEN-
TIMENTS

MARQUE
SUR LE
FRONT
CE LA SE
RECLAME

ÉLÉMENT
D'UN
CONTRAT

À CONTRA-
QUAND ON
A DE LA
VOIX

SCORE
AU GOLF
PAS AUTO-
MATIQUE

CITÉ DES
DIOIS
CEST FORT

LOUP DE
MER
DÉPÔT EN
CONDUIT

IL FAIT DE
LA
RICHESSE

IL PORTAIT
SANCHE
FRANCA
OPUS EN
BREF

VILAIN MOT
DE VILAIN
MÔME

DONC
SUREMENT
CHER
MAIN FORTE

MADAME
BOUCHIER
D'ANTAN

POUSSE
À AGIR

IL CHANGE
À DATE
FIXE
DÉSUET

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL ASPERGENT
DANS LE
JARDIN

RAME AU
FIL DE L'EAU
RUBAN
DE BOIS

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL EST
ÉCLATANT
APRÈS
UN SOIN

HACHURE
UN DÉBUT
D'EXPLI-
CATION

PARTIE
COAGULÉE
DU LAIT

DÉBALLAGE
DE
BONS SEN-
TIMENTS

MARQUE
SUR LE
FRONT
CE LA SE
RECLAME

ÉLÉMENT
D'UN
CONTRAT

À CONTRA-
QUAND ON
A DE LA
VOIX

SCORE
AU GOLF
PAS AUTO-
MATIQUE

CITÉ DES
DIOIS
CEST FORT

LOUP DE
MER
DÉPÔT EN
CONDUIT

IL FAIT DE
LA
RICHESSE

IL PORTAIT
SANCHE
FRANCA
OPUS EN
BREF

VILAIN MOT
DE VILAIN
MÔME

DONC
SUREMENT
CHER
MAIN FORTE

MADAME
BOUCHIER
D'ANTAN

POUSSE
À AGIR

IL CHANGE
À DATE
FIXE
DÉSUET

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL ASPERGENT
DANS LE
JARDIN

RAME AU
FIL DE L'EAU
RUBAN
DE BOIS

LE PLUS
BAS NIVEAU
MAS-
TODONTES

S'IMPOSER
EN MAÎTRE

SONT DONNÉS
POUR
DÉMON-
STRER

LUSTRE
FAÇON DE
PENSER

ON L'OFFRE
À L'HOMME
POUR SU-
VIR

IL EST
ÉCLATANT
APRÈS
UN SOIN

HACHURE
UN DÉBUT
D'EXPLI-
CATION

PARTIE
COAGULÉE
DU LAIT

DÉBALLAGE
DE
BONS SEN-
TIMENTS

MARQUE
SUR LE
FRONT
CE LA SE
RECLAME

ÉLÉMENT
D'UN
CONTRAT

À CONTRA-
QUAND ON
A DE LA
VOIX

LE FIGARO Jeux

Alignez les lettres,
repérez les chiffres,
déplacez les cartes...

11 JEUX À DÉCOUVRIR

DISPONIBLE SUR
Google play

Télécharger dans
l'App Store

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Y	P	R	D	D	L	M	S	P	L	M	K	I	M	M	B								
B	O	U	R	R	I	D	E	A	M	I	C	A	L	E	M	E	N	T	A	L	I	B	I
I	N	W	E	S	T	I	M	A	R	L	E	L	A	V	E	D	E	I	L	D	I	E	
E	T	E	T	A	G	O	N	E	R	A	S	A	E	R	R	E	N	O	T	I	O	N	
U	T	E	A	I	N	E	A	R	I	D	E	C	E	L	E	S	T	E	P				
P	R	E	N	A	I	T	M	A	L	M	I	N	O	U	S	M	E	R	R	A	I	N	
E	L	D	O	R	A	D	O	T	E	I	N	T	E	R	E	E	N	U	A	N	C	E	
A	T	L	A	S	L	U	N	A	I	R	E	I	N	E	R	T	E	S					
T	E	N	T	E	P	E	R	E	N	N	I	T	E	V	O	U	E						
Q	E	T	E	R	R	E	S	T	A	S	E	M	P	E	C	H	E						

Le Grand Palais, nouveau temple de l'olympisme

Claire Bommelaer

Stefan Cornic retrace brillamment la restauration du bâtiment qui accueillera, entre autres, les épreuves d'escrime des JO.

Depuis le 19 avril dernier, le Grand Palais est investi par l'organisation des Jeux olympiques, qui prépare les épreuves d'escrime, de taekwondo, d'escrime fauteuil et de parataekwondo. Dans le formidable documentaire de Stefan Cornic, *Les Métamorphoses du Grand Palais*, trois minutes sont consacrées aux répétitions générales des Jeux de Paris. Mille questions à régler s'ouvrent, dont celle, basique, de savoir à quelle distance doit se tenir la table du jury. Tandis que les essais techniques se déroulent, la caméra s'attarde sur les athlètes descendant la grand escalier 1900 ou s'affrontant dans la nef sous la grande verrière : si l'on en croit les images, les épreuves vont être magiques.

Avant d'en arriver là, des travaux de restauration ont été menés sur le bâtiment durant trois ans, que Stefan Cornic et ses équipes ont suivis. Le réalisateur parvient à tenir le spectateur en haleine en filmant des cloisons qui tombent, du

béton qui coule, des coups de massue et des hommes qui s'activent. En se plaçant aux côtés des ouvriers et des compagnons, et en suivant l'architecte en chef François Châtillon et le directeur de projet, Daniel Sancho, on vit par procuration une course contre la montre.

460 millions d'euros débloqués

« Les dates des JO ne changeront pas », avertissent François Châtillon et Daniel Sancho devant les entreprises chargées de la restauration réunies. Avant d'ajouter : « Cela ne va pas être le bordel, mais la dernière ligne droite du chantier va être contrainte, et chaque minute comptera. » De fait, le chantier fonctionnera 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 les derniers mois et, au plus fort du chantier, près de 1000 personnes auront travaillé sur le renouveau du Grand Palais, chacun jouant sa partition pour rénover l'édifice et repenser entièrement sa circulation. Grâce à ses nouvelles huisseries, et à ses installations ultratechniques cachées



Le documentaire révèle la manière dont les répétitions générales des compétitions olympiques d'escrime et de taekwondo se sont déroulées au Grand Palais.

sur la dalle de béton rosé, il sera à terme moins énergivore et moins sensible aux variations de températures. Il sera donc mieux utilisé, toute l'année durant, et donc plus rentable.

Bâti en 1900 pour l'Exposition universelle, ce bâtiment, qui s'inscrit parfaitement dans son quartier, « devait incarner la grandeur de la III^e République », rappelle l'historienne Caroline Dubreuil. Remanié à plusieurs reprises, il n'était pas fait pour durer. À l'ère contemporaine, il a donné de vrais signes de faiblesse,

jusqu'à ce jour de 1993 où des boulons tombèrent de la verrière (et manquèrent de tuer quelqu'un). Rouille, aile sud qui s'enfonçait... Il fallut fermer en urgence.

Entre 2000 et 2005, une première campagne de travaux le redressa, et permet à ce lieu de renouer avec les événements, dont le Saut Hermès, les salons professionnels ou les expositions. Le Grand Palais s'avère cependant compliqué à l'usage : il y fait très chaud l'été et un froid polaire l'hiver.

Les grandes manœuvres pour le remettre totalement d'équerre, et repenser l'organisation de ses espaces, sont engagées en 2019. Quelque 460 millions d'euros sont débloqués (financés par un emprunt, 160 millions de subventions

publiques et du mécénat). Le projet initialement proposé par un architecte étant annulé, car trop ambitieux, les retards s'accumulent. « Mais ces formes d'urgence créent une forme d'efficacité », assure aujourd'hui François Châtillon.

La réouverture au public est prévue en trois temps : durant les JO de 2024 ; en 2025 avec l'ouverture des galeries de la Réunion des musées nationaux ; en 2026, enfin, lorsque le Palais de la découverte, qui jouxte le Grand Palais, rouvrira à son tour. ■

« Les Métamorphoses du Grand Palais »
Dimanche, à 22 h 45, sur France 5
Notre avis : ●●●●

Henri Didon, un prêtre à l'origine de la devise des JO

Jean-Marie Guénois

« Le Jour du Seigneur » rend hommage au dominicain qui souffla à son ami Pierre de Coubertin le fameux « Plus vite, plus haut, plus fort ».

S'il n'est pas le père des Jeux olympiques, le dominicain Henri Didon, est le père de la devise des Jeux : « Plus vite, plus haut, plus fort ». Son ami, Pierre de Coubertin, s'en inspira pour qualifier les Jeux olympiques qu'il inventa. Cette histoire peu connue est au cœur du documentaire de Florence Gaillard, *Corps et âmes : Henri Didon, l'esprit olympique*, diffusé ce dimanche sur France 2.

Le religieux ne fut pas le directeur spirituel du célèbre baron, c'est le sport qui les réunit paradoxalement. Catholique, marié à une femme protestante, Pierre de Coubertin cherchait l'appui d'ordres religieux pour développer les compétitions sportives dans le milieu scolaire afin de

rapprocher les écoles publiques et catholiques. Il rencontra ce dominicain convaincu des bienfaits sportifs dans l'éducation.

C'est donc une captivante redécouverte historique que l'émission « Le Jour du Seigneur » propose à la veille de l'ouverture des Jeux de la XXXIII^e olympiade à Paris. C'est aussi une forme de justice rendue au père Didon, prédicateur né en 1840, mort en 1900, très connu pour ses homélies de feu. « Le père Didon est une étoile qui se lève », avait déjà remarqué *Le Figaro* dès ses débuts dans la prêtrise. Il est ensuite tombé dans l'oubli.

Certes cet homme d'Eglise est aussi controversé. Il avait pris parti contre le capitaine Dreyfus. Le documentaire

n'élude pas ces affres du passé, guidé qu'il est par le travail rigoureux de l'historien Yvon Tranvouez, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Brest. Ce spécialiste vient de publier au Cerf une somme biographique de référence sur le père Didon intitulée *Plus vite, plus haut, plus fort*.

La philosophie de l'athlétisme

Le film visite les établissements scolaires qui ont vu le père Didon comme professeur ou directeur. Sans ces établissements scolaires catholiques, l'idée des Jeux olympiques que Pierre de Coubertin a cristallisée n'aurait peut-être pas pris corps. C'est en effet dans l'école Albert-Le

Grand, près du couvent d'Arcueil, que le futur fondateur du Comité olympique vint rencontrer pour la première fois, le 2 janvier 1891, le père Henri Didon. Ils organisèrent aussitôt un cross-country. Interrogé alors sur la définition de l'athlétisme, Pierre de Coubertin confia : « Plutôt que d'en inventer une, laissez-moi vous redire celle que j'ai recueillie tout récemment de la bouche d'un homme illustre, (...) le père Didon (...), "citius, altius, fortius", il la paraphrasait en ces termes : "Couvrez plus vite, sautez plus haut, frappez plus fort." Plus vite, plus haut, plus fort. Messieurs, voilà toute la philosophie athlétique. »

Les deux hommes seront aussi ensemble à Athènes le 6 avril 1896 pour l'ouverture des premiers Jeux olympiques de

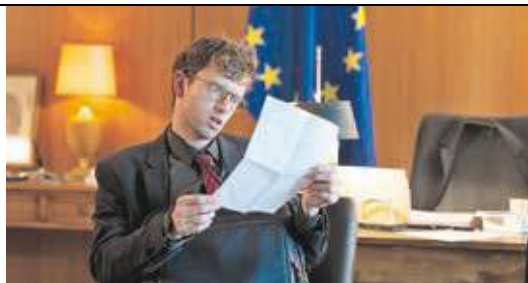
l'ère moderne. La veille, dans la cathédrale catholique, le dominicain expliquait son implication pour la renaissance de cette initiative : « Je voulais apprendre à la jeunesse qui m'est confiée à entrer dans ce mouvement d'union internationale, qui semble un premier pas vers la fraternité des peuples et vers cette unité morale que Jésus, le premier, a formulée comme le grand but du royaume spirituel dont il est le chef. » ■

« Le Jour du Seigneur », « Corps et âme : Henri Didon, l'esprit olympique »
Dimanche à 10 h 30, sur France 2
Notre avis : ●●●●

PLEIN ÉCRAN

« Au Kirghizstan, les ONG nous alertent sur l'état des institutions démocratiques. Ce serait bien de se rendre sur place pour être emprisonnés à la place des activistes. Il faut qu'on sorte de notre petit confort de parlementaires et qu'on aille auprès des populations et se battre avec eux. » Fin mars, des rires et des envolées lyriques émanaient d'une des salles de commission du Parlement européen de Strasbourg. Non, les députés sortants ne cherchaient pas à terminer leur mandat sur un coup d'éclat. En revanche, les héros de la comédie politique *Parlement*, oui ! La série de France Télévisions, qui décrypte avec un humour absurde les arcanes de l'UE des Vingt-Sept, bouclait ce printemps le tournage de sa quatrième et dernière saison.

Lancée en 2020, la fiction suit les péripéties de Samy. Parachuté assistant parlementaire, il découvre sur le tas les règles des institutions. Le novice gaffeur mais tenace faisait son chemin, poussant un amendement interdisant le fining (le prélèvement d'allocations sur des requins ensuite remis à la mer blessés). Puis, il intégrait la Commission européenne. Pour son dernier tour de piste, l'ancien candidate, aux allures de premier de la classe rêveur grâce à son virevoltant interprète Xavier Lacaille, aborde les plus hautes sphères : celles du Conseil euro-



CHRISTOPHE LANTIER/CINETVITY

La série suit les péripéties de Samy (interprété par le virevoltant Xavier Lacaille) dans les arcanes de l'UE.

péen, qui réunit en huis clos les chefs d'État des pays membres.

« Il y a ce dont on semble être en train de discuter qui révèle les grandes fractures entre la France et l'Allemagne, entre le Sud et le Nord, entre l'Est et l'Ouest, comment à travers des sujets assez concrets, on se confronte aux grands enjeux de la géopolitique. Samy est débrouillard mais sait qu'il n'a pas le profil d'un technicien. La Commission a émué son enthousiasme. Mais dans la bagarre d'un Conseil européen où les masques tombent et où les egoïsmes nationaux priment, il va retrouver la flamme », décrypte le coscénariste Pierre Dorac. Cet ex-eurocrate connaît les rouages bruxellois et n'a plus aucun mal à trouver des sources.

Valérie Hayer en figurante

En dévoilant le travail des députés européens, si peu montré à l'écran, que ce soit dans les JT ou la fiction, il a gagné la reconnaissance de ceux qui travaillent dans les institutions. « Certains élus sont fiers d'avoir inspiré certains dialogues ou situations », explique-t-il. Pour écrire, il s'installe dans une des cafétérias ou une salle vide du Parlement pour « attraper

les manières de parler ». « On déjeune avec un assistant, un député, un administrateur pour saisir leur façon de regarder le monde. Que pensent les Luxembourgeois des Français ? Les Espagnols des Néerlandais ? Pour cette saison axée sur le Conseil et donc la diplomatie, des ambassadeurs ont été sollicités. Éric Caravaca campe l'un d'eux.

Parlement suscite des vocations de figurants : Clément Beaune, la commissaire danoise Margrethe Vestager, Valérie Hayer (avant sa nomination comme tête de liste d'Ensemble aux élections européennes). Ce printemps, c'est l'agriculteur et élu écologiste Benoît Bîteau qui se prête au jeu. Signe de la confiance entre créateurs et institutions européennes qui n'exercent aucun droit de regard sur le script, la série s'est vu ouvrir d'emblée les portes des hémicycles du Parlement, des bureaux de la Commission et a filmé les abords d'un Conseil (tapis rouge, foule des journalistes) pour en « capter l'énergie ».

« L'Europe, c'est compliqué. Parlement exploite cette difficulté pour en faire de la comédie, avec comme parti pris éviter tout préchi-prêcha pour ou contre l'Europe. Le terrain est tellement inédit que nous pouvons nous permettre toutes les vannes, conclut Pierre Dorac. Ce ne serait pas le cas si nous imaginions un genre plus balisé comme le polar. » ■

Constance Jamet

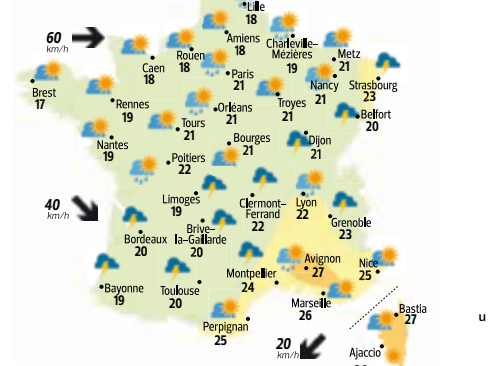
La comédie politique de France Télévisions tournait ce printemps sa dernière saison, qui plonge dans l'Olympe d'un Conseil européen. Une sortie par la grande porte.

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

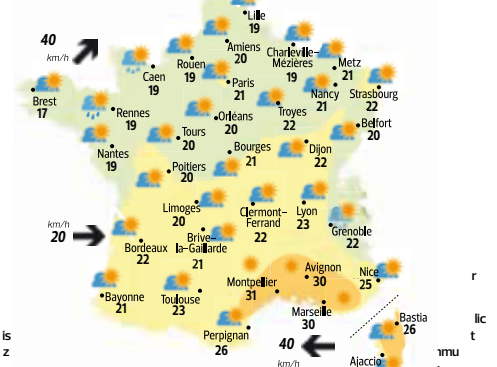
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Mariette

Soleil : Lever 05h55 - Coucher 21h55 - Nouvelle Lune

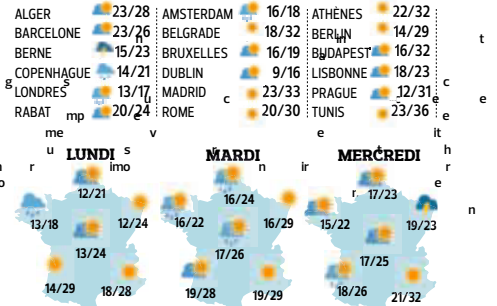
SAMEDI



DIMANCHE



LE TEMPS AILLEURS...

20.50
Football : Euro 2024
Sport

Quart de finale : Pays-Bas - Turquie. En direct. Les Pays-Bas de Cody Gakpo et la Turquie d'Arda Güler, qui s'affrontent sur la pelouse de l'Olympiastadion pour une place dans le dernier carré de l'Euro, n'ont pas été à pareille fête dans la compétition continentale depuis longtemps.

22.55 Le mag de l'Euro

21.00
Rugby : Test-match
Sport

1^{er} match : Argentine - France. En direct. Le XV de France de Fabien Galthié se déplace jusqu'à la ville argentine de Mendoza pour défier les Pumas dans le stade Malvinas Argentinas pour cette tournée d'été.

22.55 Pla eau sport. Mag



19.12 La folie du ca ar. Doc.

21.08 Le sang de la vigne
Série. Po e. Fra/Big. 2015. Sa 4. Avec Pierre Ar i, Didier Be e. Chaos dans le vin noir. Benjamin déco eun ca edans la c e de fe ion d'un vignero de Ca s, homme d'affa es pro t e du Château Ca s de Gré

23.01 Le sang de la vigne. Sé

france.5

20.32 Une maison, une légé

21.00 Echapées belles
Ma zine. Pré : Jérôme Pictorin. 1h31. Week-end à Narbonne. Déco Narbonne te s d'un e c'est la pour e de vouloir re pour pous ece dépay e ete e et mer, patr b e et ga

22.31 Echapées belles. Mag

france.2

21.10
Fort Boyard
Divertissement

Prés. : Olivier Minne. 2h14. Inédit. Le Père Fouras ouvre la cellule interdite baptisée «L'Antre des cauchemars». Par l'occasion, Olivier Minne est entouré de Natasha St-Pier, Eve Gilles, Paloma, Lolita Banana, Joseph Kamel et Sören Prévost pour l'association Petit Cœur de beur.

23.24 F t Boy d:to s plus fo t !

20.55
Yellowstone
Documentaire

EU. 2019. Réal. : Thomas Winston. 1h30. Un voyage en deux volets à la découverte de la faune et des paysages du parc de Yellowstone.

22.25 Qui som? : Baro d'evol au Fe val d'Avignon 2024. Spectacle. Inédit.



17.10 La petite histo e de Fr

21.10 Le Marrakech du rire
Sp acle. Pré : Jamel Debbouze. 2h40. Les 10 ans Le Marra ech du r eso t dire our en 2022 pour la dixième édition. Pour cé er ce e a e, Jamel pro eun ga e lonnel avec des surprise

23.50 Le meilleur du Marra du Rire. Specta



19.45 T aux XXL : pisc et lagons. Document

21.10 Fic story
Do e. Fra. 2023. 1h20. Po municipale de Marseille. A Mar-selle, plus de 500 ag s de police t tans relâche pour pro les habita set fa éregrer l'ord d

22.30 100 jours avec les ge e. Document

france.3

21.13
Mortelles calanques
Téléfilm. Policier

Fra. 2020. Réal. : Claude-Michel Rome. 1h32. Avec Shemss Audat, Robin, 25 ans, un des meilleurs plongeurs des calanques, effectue une sortie avec son ami Matthieu. Il est 17h, son plongeon est comme d'habitude parfait, mais il remonte au bout de deux longues minutes, noyé...

22.45 Me es à.. Série. Po

21.10
Le meilleur reste à venir
Film. Comédie dramatique

Fra/Big. 2019. Réal. : Alexandre de La Patellière. 1h55. Avec Fabrice Luchini. À la suite d'un quiproquo, deux amis décident de profiter pleinement de la vie, chacun persuadé qu'il accompagne l'autre dans ses derniers mois.

23.15 NCIS. Série. Po



19.15 Bu er Quiz. Jeu. 2 épis

21.15 Columbo
Série. Po e. EU. 1975. Sa on 5. Avec Pe er Falk, Hector Elizondo. I é diplomatique. Columbo est c é d'enquêter sur le meur e du chef de la sé é d'une ambassade, r é assassiné dans les loca de la déléga ion diplomatiq

22.45 90' Enquêtes. Mag

HISTOIRE TV

20.00 His t Show. Mag

20.50 Enquêtes au Moyen Âge
Do e. GB. 2013. Ré : J y Fr on. 1h30. 2 épis. Dir ion on, ou pourr ait se s uer une chapelle co e par Ric d ill d'An e, pour co mo e la victo ed'Ed d IV en 1461 p t la guerre des Ro

22.20 E es au Moyen Âge. Doc.

L'essentiel
du dimanche

19.30 Élections

législatives 2024

Ma zine. Pré : Gilles Bouleau et An e Co y. 2h. Inédit. Les équipes de la chaîne se mobilisent pour suivre les ré du sc in. Ap ès un point sur la p lon et une pre e lon à 20h, la so ée co nue avec l'analyse des ré

france.2 21.10 Élections

législatives

Emission politique. Pré : An ophie Lapiex. 1h38. De e. 1h20. Des 18h35, les équipes de Fr e Té s t mobilisées pour fa e vivre aux té s le déro me t du se ond tour des élections législatives ant

france.3 19.53 Soirée

electorale - législatives

Emission politique. 3h05. Fr e3 donne la priorité aux ré s du s ond tour et aux ré ions dans les régions avec 24 décro lo aux de 19h55 à 23h00. Da chaque région, les ré p t l'antenne à partir de 19h55 pour 3 heures de ré déré ions et d'analys

CANAL+ 21.05 Amandine

Do e. Fra. 2023. Ré : Chloé Garrel. 1h16. Ama He y int ionale de fo f e au parc spro sionnel ex e re t lo An e les et le club du An el City FC pour écrie un nouveau chapitr de sa vie de lo

RTBF 21.00 Rush

Film. Drame. GB/EU. 2013. Ré : Ron Howa d. 1h53. Avec Chris He th, Daniel Brühl, Olivia Wilde, Natalie Dormer. Dans les années 1970, James Hunt et Niki Lauda ré t en maîtres dans le monde de la Formule 1. Ete r aux en co e ils so t des e s opposés dans le ca

6 21.10 Capital

Ma zine. Pré : Julien Co 1h55. Ré e se bons plans et prix malins ! Inédit. En Fr e on co e déj 3 millions de ré e se d e. Quels so t les bons plans pour dénicher des maisons de v es et les pièges à év er?

SAMEDI

20.00 INÉDIT : Libre à vous. talk pré é par Gu onne de Montjou. Av : Sé olène Ro
20.30 Collections Madame Figaro. mag
21.00 Habillé(e)s pour l'été. document e. 2010.
22.00 Le Figaro la nuit. magazine pré é par Thibaut Gauthier. Av : Eric Nauveau.

DIMANCHE

20.00 Libre à vous. talk pré é par Guyonne de Mo jou. Av : Ed d Dura
20.30 Collections Madame Figaro. mag
21.00 INÉDIT : Les rois de France : 15 siècles d'histoire. document e de Catherine Mignot.
22.00 Le Figaro la nuit. mag

Pour regarder
le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT

en Ile-de-France ou sur les box

SFR 468 | Orange 345

Free 904 | Bouygues 305

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

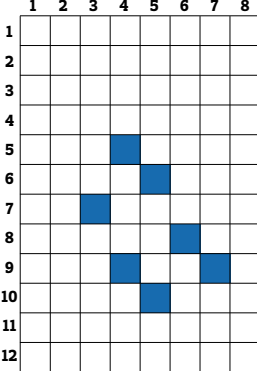
PROBLÈME N° 6650

HORIZONTALMENT

1. Commettre une drôle de contrefaçon. - 2. Plus fin que le cochon. - 3. Ponctué de tâches rougeâtres. - 4. Corrige le jeu. - 5. Ancien nid d'espions. Heures sombres. - 6. Toge froissée. Rival privé de la BBC. - 7. Il fut à son apogée durant l'Ancien Empire. Des gouttes matin et soir. - 8. Une œuvre sauvagement romantique. Oreille interne. - 9. Plus dans le mouvement. Direction. - 10. Danse folklorique des Balkans. Produit dopant. - 11. État de désœuvrement. - 12. Laissez à l'écart.

VERTICALEMENT

1. Science bâtie pierre à pierre. - 2. Préludes pour violon. - 3. Police périmée. Éclairages indirects. - 4. Son parachute améliora la sécurité des ascenseurs. Visite sous les gorges. Ne se retourne jamais. - 5. Surnommées. Compagnie de chassés d'Afrique. Mot des parents. - 6. Habitent leur Domène et passent à la Verpillière. Bille en tête. - 7. Devenus très compétents à la longue. Conteur fantastique. - 8. Nous rendrions maîtres de la place.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6649

HORIZONTALMENT 1. Panorama. - 2. Inamical. - 3. Toto. CGT. - 4. Tut. Dénl. - 5. Origines. - 6. Réer. Tét. - 7. Repu. - 8. Spé. Rat. - 9. Qi. Bétel. - 10. User. Ire. - 11. Essorons. - 12. Saturnie.
VERTICALEMENT 1. Pittoresques. - 2. Anoure. Pissa. - 3. Nattière. Est. - 4. Omo. Gré. Brou. - 5. Ri. Di. Pré. Rr. - 6. Accentuation. - 7. Magnée. Terni. - 8. Altiste. Lèse.

LE FIGARO Jeux

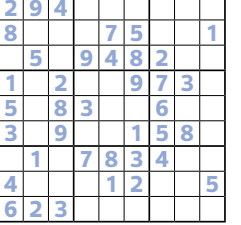


SUDO KU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9. Chaque jour un peu plus difficile

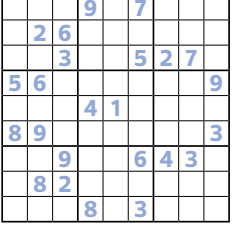
GRILLE 4778

FACILE



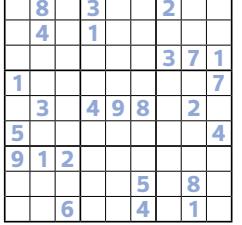
GRILLE 4779

DIFFICILE



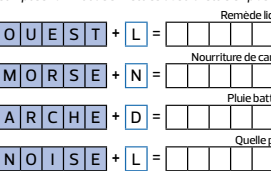
GRILLE 4780

DIABOLIQUE



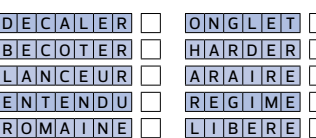
LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.



LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS
LE MOT À TROUVER EST : TRACER

Dominique Reynié, les tourments tristes d'un politologue



PAR
Anne Fulda

Professeur à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), celui qui analyse la vie publique française depuis des années ne cache pas une forme de désarroi face à la situation politique née après la dissolution du 9 juin.

« **Q**uand on décrit et que l'on essaye de comprendre un sujet d'intérêt qui est devenu un sujet de préoccupation, cela trouble le cœur et pas simplement l'esprit. Cela pré-occupe. La politique, c'est un objet passionnant, mais c'est aussi un objet dramatique, grave. »

« Ça trouble le cœur et pas simplement l'esprit... La formule résume bien les sentiments mêlés qui traversent Dominique Reynié. On rencontre le politologue, dont les Français ont l'habitude d'entendre les analyses dans les médias, dans son petit bureau de la Fondapol, ce think-tank libéral dont il est le directeur général depuis 2008. Et, à quelques jours d'un second tour des législatives dont l'issue a rarement été aussi incertaine, ce professeur à Sciences Po le reconnaît sans peine. Lui qui a coutume d'analyser les ressorts de la politique française depuis plus de trente ans a été bousculé, troublé par la situation politique issue de la dissolution annoncée le 9 juin dernier par Emmanuel Macron. Et, il ne le cache pas, envahi aussi par une sourde inquiétude, une forme de vertige. Comme si l'irrationnel, mais aussi possiblement la



Dominique Reynié, le 24 juin à Paris.
PAUL DELORT/LE FIGARO

violence, s'invitait soudain en majesté dans la vie politique.

Évidemment, celui qui a multiplié les travaux sur le risque populiste en France n'est pas surpris par l'arrivée au premier tour du RN : ce n'est que la suite logique d'une « poussée constante, forte » de l'ancien Front national, qui, entre 2002 et

2022, a gagné 20 points. Non, ce qui le pré-occupe, c'est cette espèce de « grand désarroi, cette incompréhension mutuelle ». « On constate non pas un désaccord sur la manière d'atteindre le même but, mais sur le but lui-même, la définition du bien commun. Et c'est un point extrêmement grave qui me fait craindre la suite. En temps normal, la procédure électorale permet de trancher, mais là, pour la première fois, les élections ne vont pas le permettre. Elles vont mener à une impasse. C'est un véritable saut dans le vide. Et c'est très angoissant. »

Dominique Reynié se souviendra longtemps de ce moment où on est venu lui annoncer l'intervention du président de la République, le 9 juin dernier. Il patientait dans un salon à France Télévisions, avant son passage à l'antenne, lorsqu'on est venu lui dire qu'il lui faudrait attendre en raison d'une intervention du chef de l'État et de l'annonce probable d'une dissolution. Il en sourit encore : « J'ai dit avec beaucoup d'assurance "Mais non, il n'y aura pas de dissolution, vous avez mal compris, le président n'a aucun intérêt à le faire !" Et paf ! il a annoncé la dissolution. » Une décision qui demeure, près d'un mois plus tard, incompréhensible à ses yeux : « On ne peut pas clarifier ce qui vient d'être clarifié. »

« J'ai toujours le trac »

Quelle que soit l'issue du second tour, cette annonce demeurera sans doute parmi les souvenirs marquants de Dominique Reynié, que rien ne prédisait à évoluer dans ce monde. Ayant passé son enfance à Rodez, élevé par un père et une mère qui, après avoir été ouvrier mécanicien pour l'un et secrétaire pour l'autre, avaient tous deux « progressé ensemble » en créant une entreprise de plats cuisinés, le jeune garçon a envisagé un moment de devenir vétérinaire, puis professeur d'histoire ou de philosophie. Les études, pourtant, au début, ce n'est pas son fort. Il a été en « troisième transition », destiné à se diriger vers un CAP, jusqu'à ce qu'un conseiller d'orientation en décide autrement.

Sciences Po, il décide d'y entrer, après une année d'histoire médiévale, au Mirail, à Toulouse, parce qu'il en a entendu parler un peu par hasard par son beau-frère normand. « C'est ce que Bourdieu appelle un destin d'exception ; ça ne veut pas dire que j'ai eu un destin exceptionnel, mais que, normalement, ce n'est pas ce qui devait se passer », sourit-il.

Il est reçu au concours et entre donc en « AP » à Sciences Po Paris. « Une maison à laquelle je suis très attaché. Je lui dois tout. » D'ailleurs, Dominique Reynié, qui enseigne depuis qu'il a 23 ans (« C'est une passion, un défi permanent. J'ai toujours le trac quand je vais en cours »), a encore des étoiles dans les yeux quand il évoque ses professeurs de l'époque : René Rémond, Alain Lancelot, Michel Winock, Pierre Milza, Hélène Carrère d'Encausse ou Alfred Grosser. Alors que Sciences Po a été le théâtre de manifestations pour la Palestine organisées, selon lui, par une « minorité s'exprimant selon des modalités vindicatives et spectaculaires » et adepte du « rapport de force dans un monde universitaire où la confrontation des idées devrait être naturelle », il assure ne pas avoir « le souvenir de pensée dogmatique » à son époque. Quand enseignaient tout autant Raoul Girardet, « qui venait de l'Action française », que Guy Braibant, spécialiste en droit administratif et membre du Parti communiste...

Sa passion pour la chose publique a commencé à émerger en entendant son père, militant socialiste rocardien et grand lecteur d'essais politiques, en parler. Ses premiers souvenirs politiques ? Il cite la guerre du Vietnam (« J'avais 6 ans, j'étais très sensible, j'avais été très malade, hospitalisé dans des conditions dures, et ça me rendait malheureux de voir ces enfants bombardés ») et la mort de Georges Pompidou, le 2 avril 1974. « Cela me semblait être une catastrophe. » D'où peut-être son admiration pour le successeur du général de Gaulle et « cette compréhension absolue qu'il avait de la fragilité des choses et de la probabilité de l'effondrement ».

Qualités pompidioliennes

On le sent bien, comme les Français qui « adorent la politique mais se sentent orphelins, abandonnés », Dominique Reynié aimerait retrouver chez les dirigeants politiques d'aujourd'hui ces qualités pompidioliennes et cette hauteur de vue. Et il ne comprend pas leur inaction, tant à droite qu'à gauche, pour régler ce qui apparaît, depuis près de trente ans, au premier rang des préoccupations des Français : la sécurité, l'immigration, l'identité. « Il y a eu des phrases, des discours, il y a eu des coups de menton, mais rien ne s'est passé. Or la nature d'une population et la sécurité des biens et des personnes, ce sont des conditions sine qua non du contrat politique. Quand cela ne fonctionne pas, c'est toute la cité qui s'effondre. » De même, il est surpris que la dégradation des comptes publics soit devenue « comme un état naturel ». « Moi, poursuit-il, j'ai toujours été sensible à ça. C'est peut-être ma culture aveyronnaise : on ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne. Ce dérèglement des équilibres des comptes entraîne un dérèglement politique et même moral. »

Parmi les manifestations de ce dérèglement moral, Dominique Reynié pointe l'émergence ces dernières semaines d'un antisémitisme « assumé par une partie de la gauche sans que cela produise de rupture ». « C'est, selon moi, le grand événement de cette élection, un changement historique depuis 1945. » Certes, reconnaît-il, « il y a toujours des gens qui sont très antisémites à l'extrême droite, mais c'est un antisémitisme qui, même s'il peut revenir, a beaucoup refléui, est désormais marginal. La part la plus importante aujourd'hui vient de l'islamo-gauchisme. Je ne peux pas ne pas décrire le réel tel qu'il se manifeste. »

Dimanche, Dominique Reynié ira voter chez lui, à Rodez. Comme d'habitude. Il reviendra en fin de journée à Paris, mais pas pour aller sur les plateaux télé, seulement pour regarder les résultats et la soirée électorale chez lui, devant son petit écran. Avec, probablement en tête cette question qu'on lui a beaucoup posée ces derniers temps : « Mais que va-t-il se passer après ? » ■

➔ Lire aussi PAGES 2 À 10

44^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE PIANO

La Roque d'Anthéron

DU 20 JUILLET AU 20 AOÛT 2024

festival-piano.com



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Travailleiste (tra-va-llis-t' Il mouillées) n. m. n. f. En Angleterre, gauche qui s'est montrée adroite.

Le Labour, le Parti travailliste anglais, a remporté les élections législatives. Le mot vient du latin *trepalium*, qui désigne un instrument de torture. C'est dire la considération dans laquelle l'homme tient le travail. Cela n'a pas empêché les socialistes anglais d'adopter ce nom : le Labour, qui, on le sait, *omnia vincit improbus*, vient à bout de tout. Même d'une adversité électorale. Pour gagner, les travailleistes n'ont pas chômé. Ils ont d'abord retravaillé : le style de leurs dirigeants et leur programme. Il faut reconnaître que, dans ce parti, quelques vieux travailleistes, s'ils travaillaient encore, c'était du chapeau. Heureusement pour le Labour, quelque chose d'autre travaillait aussi : le temps, en sa faveur. Il a profité de l'usure du pouvoir qui handicapait les tories et a entrepris de travailler le corps électoral : au corps. Maintenant, le travail n'est pas fini. Tout commence. Et le nouveau premier ministre, Keir Starmer, ne doit plus avoir qu'un mot à la bouche : au boulot ! Pour la droite, à l'inverse un autre travail commence : celui du deuil de Downing Street. ■